



**L'agriculture française à la croisée des chemins.
Compétitivité sur les marchés - Performances
économiques des exploitations - Future PAC, diversité
des attentes et défi générationnel**

Vincent Chatellier

► **To cite this version:**

Vincent Chatellier. L'agriculture française à la croisée des chemins. Compétitivité sur les marchés - Performances économiques des exploitations - Future PAC, diversité des attentes et défi générationnel. Audition dans le cadre d'une Mission d'information de la Commission des affaires économiques sur le secteur coopératif, Assemblée Nationale, Dec 2021, Paris, France. hal-03522462

HAL Id: hal-03522462

<https://hal.inrae.fr/hal-03522462>

Submitted on 12 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'agriculture française à la croisée des chemins

Compétitivité sur les marchés - Performances économiques des exploitations
- Future PAC, diversité des attentes et défi générationnel



Vincent CHATELLIER

INRAE, SMART-LERECO (Nantes)

vincent.chatellier@inrae.fr

Assemblée Nationale

Commission des affaires économiques

Mission d'information - Secteur coopératif

Paris - 2 Décembre 2021



Plan

1- La compétitivité de l'agriculture française

On s'accroche ou on décroche ? Quel diagnostic ? Quels défis à relever ?

2- L'hétérogénéité des performances économiques des exploitations

Quelles évolutions à long terme ? Comment la mesurer ? Quelles implications ?

3- Le défi générationnel, la diversité des attentes et la future PAC

Faire mieux avec toujours moins d'actifs ? La PAC ne pourra pas tout



Partie 1 : La compétitivité de l'agriculture française

On s'accroche ou on décroche ?
Quel diagnostic ?
Quels défis à relever ?

Quelques publications récentes : la compétitivité^(1/2)

15^{èmes} Journées de Recherches en Sciences Sociales, Toulouse, 9 et 10 décembre 2021

Le commerce agroalimentaire de l'UE-27 et de la France entre 2000 et 2020

Vincent Chatellier¹ et Thierry Pouch²

(1) UMR SMART-LERECO, INRAE, 44300, Nantes, France.
vincent.chatellier@inrae.fr

(2) APCA et Laboratoire REGARDS, Université de Reims Champagne-Ardenne, 51100 Reims, France
thierry.pouch@apca-champagne.fr

Résumé. Le commerce agroalimentaire mondial connaît un développement soutenu depuis plusieurs décennies sous l'influence d'une demande alimentaire en croissance, notamment en Asie et en Afrique, et d'une répartition territoriale inégale des potentiels agronomiques et productifs. Avec un solde commercial en produits agroalimentaires de près de 40 milliards d'euros en 2020, de surcroît en amélioration par rapport à la période antérieure à la crise sanitaire de la Covid-19, l'Union européenne (UE-27) est devenue un acteur majeur de ce commerce. Elle cumule, en même temps, la première position mondiale tant des pays exportateurs et que des pays importateurs. Au sein de l'UE, la concurrence entre les États membres est particulièrement vive depuis quelques années, au détriment de la France dont le solde agroalimentaire se dégrade. En utilisant les informations issues de trois bases de données (Baci, Comext et Douanes françaises), une analyse des principales dynamiques commerciales est conduite ici pour le secteur agroalimentaire, et sur une période de 20 ans (2000 à 2020).

Mots clés : Commerce agroalimentaire - Exportations - Importations - Compétitivité - UE - France

Agri-food trade in the EU and France between 2000 and 2020

Abstract. World agri-food trade has been growing steadily for several decades under the influence of a growing demand for food, particularly in Asia and Africa, and of an unequal territorial distribution of agronomic and productive potential. With a trade balance in agri-food products of nearly 40 billion euros in 2020, and moreover an improvement compared to the period before the Covid-19 health crisis, the European Union (EU-27) has become a major player in this trade. At the same time, it is the world's leading exporter and importer. Within the EU, competition between Member States has been particularly fierce in recent years, to the detriment of France, whose agri-food balance is deteriorating. Using information from three databases (Baci, Comext and French Customs), an analysis of the main trade dynamics is conducted here for the agri-food sector over a 20-year period (2000 to 2020).

Keywords: Agri-food trade - Exports - Imports - Competitiveness - EU - France

[PDF]



L'internationalisation des marchés en productions animales



INRA Prod. Anim.,
2019, 32 (2), 117-130

Vincent Chatellier
UMR SMART-LERECO, INRAE, 44300, Nantes, France
Courriel : vincent.chatellier@inrae.fr

■ L'internationalisation des marchés de productions animales a pris récemment une nouvelle dimension avec l'augmentation rapide des importations des pays asiatiques, surtout de la Chine. La concurrence entre les grands pays exportateurs est certes rude, mais l'UE parvient à tirer son épingle du jeu dans les secteurs des produits laitiers et de la viande porcine.

Introduction

Le commerce international s'est fortement développé au cours des dernières décennies, tant en volume qu'en valeur (Bureau et Jean, 2013 ; Pouch, 2015 ; GARC, 2016). Les innovations technologiques, la diffusion des savoirs et les progrès considérables accomplis en termes d'infrastructures, de logistique et de conditions de stockage ont favorisé ce développement, dans un contexte mondial caractérisé par une ouverture croissante des économies, un développement des firmes transnationales et un essor démographique (ONU, 2017 ; Centre d'études et de prospective, 2017). En effet, le commerce mondial de marchandises, qui résulde à 98 % des 184 États membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), a doublé en moyenne annuelle entre 2003 et 2016. Les flux commerciaux sont géographiquement concentrés dans la mesure où les dix principaux importateurs et exportateurs regroupent un peu plus de la moitié du commerce mondial de marchandises. Depuis 1980, et à l'exception notable de 2009 marquée par une récession dans de nombreux pays industrialisés fragilisés par la crise bancaire et financière de l'économie

2008 (Bricogno et al., 2010), le taux annuel de croissance du commerce de marchandises a été plus élevé que celui du produit intérieur brut mondial, avec cependant une plus forte volatilité interannuelle. Depuis 2010, le taux de croissance du commerce de marchandises est cependant devenu plus faible (Jain, 2015) que ce qui a précédé tout au long de la période 1980-2010 (moyenne 4,7 % par an).

Les produits agricoles et agroalimentaires représentent aujourd'hui environ 8 % du commerce mondial de marchandises. Cette part relative croît à la baisse en raison du développement encore plus rapide des échanges dans d'autres secteurs d'activité. En moyenne mondiale, les exportations mondiales de produits agroalimentaires ont été multipliées par sept au cours des cinquante dernières années, ce qui correspond à un rythme de croissance moyen annuel de 3,8 % (Jalilou et Mathéron, 2011) et de la persistance de la faim dans certains pays pauvres (FAO, 2017), de nombreux débats ont trait aux politiques publiques à privilégier en agriculture. Les tensions existent au sein de l'OMC, ou qui apparaissent lors de la négociation des accords bilatéraux commerciaux. La structure des échanges a elle aussi évolué vers des produits plus élaborés, plus transformés et

dont les prix sont plus élevés que les produits bruts correspondants. Dans de nombreux pays, richement dotés en ressources naturelles et peu peuplés, les exportations agroalimentaires contribuent activement à la balance commerciale et permettent une entrée massive de devises. Dans d'autres pays très peuplés et où le potentiel productif est limité par les conditions du relief, les exportations agroalimentaires sont faibles et les importations sont parfois indispensables pour assurer la sécurité alimentaire locale. L'hétérogénéité des situations est sur ce point grande (Raisio et Ghent, 2010), ce d'autant qu'un pays donné peut parfois bénéficier de certains atouts pour produire tel ou tel bien et inversement être dans une plus grande difficulté pour en produire d'autres.

En raison du caractère stratégique que revêt la question alimentaire (Jalilou et Mathéron, 2011) et de la persistance de la faim dans certains pays pauvres (FAO, 2017), de nombreux débats ont trait aux politiques publiques à privilégier en agriculture. Les tensions existent au sein de l'OMC, ou qui apparaissent lors de la négociation des accords bilatéraux commerciaux. La structure des échanges a elle aussi évolué vers des produits plus élaborés, plus transformés et

<https://doi.org/10.1007/s12739-019-1511-1>

INRA Productions Animales, 2019, numéro 2

[PDF]



Les performances économiques de l'élevage européen : de la « compétitivité coût » à la « compétitivité hors coût »

INRA Prod. Anim.,
2019, 32 (2), 177-188

Vincent CHATELLIER¹, Pierre DUPUY²
UMR SMART-LERECO, INRAE, 44300, Nantes, France
UMR SMART-LERECO, INRAE, 15000, Rennes, France
Courriel : vincent.chatellier@inrae.fr

■ L'élevage européen résulte d'une grande diversité de systèmes productifs aux performances économiques et environnementales hétérogènes. Si les États membres de l'Union européenne (UE) ne bénéficient pas toujours de la meilleure compétitivité coût à l'échelle internationale, le développement de stratégies hors coût est utile pour réduire les consommations européennes et parfois exporter vers certains pays exigeants.

Introduction

L'élevage est une des activités les plus structurantes des territoires ruraux dans l'Union européenne (UE). Il joue un rôle économique, territorial et environnemental important dans de très nombreuses régions agricoles (Jiang et al., 2015 ; Dumont et al., 2016 ; Hercule et al., 2017). En moyenne sur les dix dernières années, les productions animales ont contribué pour 45 % à la production agricole finale de l'UE. Le secteur commercial de l'UE en productions animales (animaux et produits d'animaux) est largement positif et atteint 28 milliards d'euros en 2018. Les exportations extra-communautaires de l'UE, qui concernent surtout les productions laitière et porcine, s'élèvent à 37,1 milliards d'euros, soit 27 % des exportations agroalimentaires. Les importations sont, quant à elles, plus limitées : elles représentent 8,2 milliards d'euros, soit 7 % des importations agroalimentaires. Les flux d'animaux et de produits animaux entre les États membres, qui sont nombreux et en

croissance, reflètent une combinaison de stratégies industrielles différentes, en interaction avec les politiques économiques et environnementales locales ou nationales, certaines importations étant réimportées après transformation. Quelques grandes entreprises agroalimentaires européennes ont un rayonnement mondial, tandis que la grande majorité des acteurs des filières animales reste de taille modeste et ancrée dans des marchés nationaux.

Les Européens mangent en moyenne deux fois plus de protéines issues d'animaux terrestres que la moyenne mondiale. Cette forte consommation concerne presque toutes les viandes et les produits laitiers, mais moins les œufs. Comparé à l'Amérique du Nord, le régime alimentaire des Européens est plus riche en viande porcine et en produits laitiers et beaucoup moins riche en viande bovine et de volailles. La consommation de produits alimentaires d'origine animale au sein de l'UE repose pour une large part sur la seule production domestique (FranceAgriMer, 2011). Une évolution de la consommation

carrière traverse tous les régimes occidentaux et se traduit par une substitution des viandes rouges par des viandes blanches (et poisson), par un poids croissant des produits transformés dans lesquels la référence à l'animal est « insaisissable », mais aussi par la progression des sources protéiques issues de la pêche, de l'aquaculture et des végétaux. Par ailleurs, le développement des labels et des signes de qualité pour les aliments à base de produits animaux montre l'attachement de nombreux consommateurs, notamment Européens, pour les produits à valeur patrimoniale, voire gastronomique et pour des modes de production mieux alignés en termes de qualité, même si les volumes sous signes de qualité officiels restent faibles et encore mal connus.

L'UE occupe une place importante dans le domaine des productions animales mondiales (FAO-OCDE, 2017 ; Commission européenne, 2017). Dans le secteur du lait, l'UE assure près de 20 % de la production mondiale. Elle est au premier rang des pays producteurs à proximité de l'Asie, et loin

<https://doi.org/10.1007/s12739-019-1511-1>

INRA Productions Animales, 2019, numéro 2

[PDF]

Quelques publications récentes : la compétitivité^(2/2)



Compétitivité et emplois à la production dans les secteurs bovins français

INRAE Prod. Anim., 2020, 33 (4), 261-262

Vincent CHATELIER¹, Christophe PERROT², Emmanuel BÉGIN³, Marc MORAINE⁴, Patrick VETTES⁵

¹INRAE, UMR SMART-LERECO, 44300, Nantes, France

²INRAE, Département Économie, 75012, Paris, France

³INRAE, Service approches sociales et travail en élevage, 80006, Amiens, France

⁴INRAE, UMR Innovations, 34090, Montpellier, France

⁵Université Clermont Auvergne, INRAE, VetAgro Sup, UMR Herbivores, 63122, Saint-Genès-Champagnelle, France

Courriel : vincent.chatelier@nantes.inra.fr

■ Les secteurs bovins français font l'objet de débats sur ses fragilités. Les craintes exprimées sont-elles fondées ? Ou en sommes-nous en termes de compétitivité sur les marchés extérieurs et intérieurs ? Comment ont évolué, à long terme, les performances économiques des exploitations ? Quel diagnostic porté sur les emplois et le renouvellement des actifs ?

Introduction

En France, comme dans d'autres pays européens, l'élevage de bovins fait actuellement l'objet de nombreux débats. Ces derniers sont souvent de nature différente selon qu'ils sont portés par la société civile (consommateurs et citoyens), les pouvoirs publics ou les différents acteurs des filières (agriculteurs, transformateurs, distributeurs). Dans les débats sociétaux (Mogelaine et al., 2018 ; Dumont et al., 2019 ; Roguet et al., 2020), les questions relatives à l'élevage bovin concernent souvent leurs impacts environnementaux (soit de par le fait de serre, pollutions des eaux, etc.), le bien-être des animaux (Garret et Ors, 2019), ou les effets potentiels sur la santé d'une consommation excessive de produits carnés (Gaudin, 2012 ; Francoeur et al., 2020a). Ces débats sont portés par les pouvoirs publics d'environnement quant à eux souvent aux instruments de politique agricole à privilégier dans ce sec-

teur (Ergonul et al., 2020), aux effets territoriaux et sociaux (emplois) de ces activités et à la compétitivité extérieure (FranceAgriMer, 2018 ; Turilla, 2018 ; Chatelier, 2019 ; Duplomb, 2019). Au sein des acteurs des filières, ceux-ci portent régulièrement sur les voies d'innovation possibles, le partage de la valeur ajoutée entre les différents acteurs des filières (agriculteurs, transformateurs, distributeurs). Dans les débats économiques et sociaux du secteur français de l'élevage bovin (lait et viande), elle est, pour ce faire, structurée autour des quatre parties complémentaires suivantes : la première discute des échanges extérieurs de la France en produits laitiers et en produits bovins (viande bovine et animaux vivants) sur la période 2000-2019 en distinguant la relation de la France aux États membres de l'Union européenne (UE) de celle relative aux pays tiers. Il s'agit de l'interroger sur la capacité des filières françaises à résister aux importations et, parallèlement, à conquérir des

FAITS ET CHIFFRES

Le secteur laitier français est-il compétitif face à la concurrence européenne et mondiale ?

Christophe PERROT • Institut de l'élevage, Paris
christophe.perrot@idele.fr

Vincent CHATELIER • INRA, UMR 1302, SMART-LERECO, Nantes
vincent.chatelier@nantes.inra.fr

Daniel-Merdy GOUIN • Université Laval, Département d'économie agroalimentaire, Québec
daniel-merdy.gouin@ec.ulaval.ca

Mélanie RICHARD • Institut de l'élevage, Département Économie, Paris
melanie.richard@idele.fr

Gérard YOUN • Institut de l'élevage, Paris
gerard.youn@idele.fr

Avec la fin des quotas laitiers, l'ouverture croissante des économies et l'accentuation de la volatilité des prix internationaux, la question de la compétitivité du secteur laitier français est placée au cœur de nombreux débats. Le secteur laitier français est non seulement un acteur important des échanges européens et internationaux de produits laitiers, mais il bénéficie d'une solidité des débouchés sur le marché intérieur, y compris pour des produits à haute valeur ajoutée. La baisse de la consommation intérieure (en équivalent lait), la saturation progressive de la demande européenne et la concurrence de plusieurs autres pays partenaires de l'Union européenne constituent aujourd'hui une incitation à mieux valoriser les produits de qualité sur le marché intérieur et à orienter davantage les exportations vers des marchés plus lointains où une croissance de la demande s'exprime. Par rapport à d'autres pays concurrents, européens ou internationaux (Nouvelle-Zélande, États-Unis), le coût de production du lait en France, en particulier dans l'Ouest (principal bassin laitier français), est favorisé par une bonne maîtrise des intrants, en raison notamment d'une production fourragère abondante qui entraîne une forte autonomie pour l'alimentation des vaches laitières. Le mode d'obtention de cette autonomie élevée pèse cependant aujourd'hui sur le niveau moyen de productivité du travail et sur les charges de structure (coût de mécanisation) du fait de l'importance des fourrages désormais principalement cultivés, récoltés et distribués mécaniquement.

MOTS-CLÉS : secteur laitier, quota, compétitivité, prix, coûts de production

Is the French dairy sector competitive with European and global competition?

With the end of milk quotas, the increasing openness of economies and the increased volatility of international prices, the question of the competitiveness of the French dairy sector is at the heart of many debates. The French dairy sector is not only an important player in European and international trade in dairy products, but it has some good opportunities in the domestic market, including for high-value products. The decline in domestic consumption (in milk equivalent), the gradual saturation of European demand, and competition from several other European countries are now an incentive to develop our exports to more distant markets where a growth in demand is manifesting itself. Compared to other competing countries, European or international (New Zealand, the United States), the cost of producing milk in France, especially in the West (the main French dairy region), is favorable thanks to low inputs, particularly because of abundant forage production (autonomy for feeding dairy cows). The way of achieving such a high level of autonomy today, however, has a negative impact on the average level of labor productivity and on the structure of expenses (high cost of mechanization) due to the importance of forages now mostly grown, harvested, and distributed mechanically. (UE: Q11, Q12, Q13, Q18)

KEYWORDS : Dairy sector, quota, competitiveness, price, production costs

INRA Prod. Anim., 2017, 30 (3), 199-218

Les échanges de bovins vivants et de viande bovine dans le monde et dans l'UE : trajectoires productives et commerciales des principaux pays impliqués

V. CHATELIER

INRA, Agrosup Oost, UMR SMART-LERECO, 44300, Nantes, France
Courriel : vincent.chatelier@nantes.inra.fr

Face à l'augmentation de la consommation mondiale de viande bovine et aux difficultés productives rencontrées dans de nombreux pays, les échanges internationaux de viande bovine se développent, avec l'arrivée de nouveaux acteurs à l'export tels que l'Inde. Si les flux de bovins vivants et de viande bovine sont importants entre ses États membres, l'UE demeure un acteur modeste du marché mondial, tant à l'import qu'à l'export.

La viande bovine est intégrée dans le régime alimentaire d'un peu plus d'un tiers de la population mondiale. En 2015, la consommation moyenne annuelle de viande bovine s'élève à environ 10 kg en équivalent carcasse par habitant (FAO 2016), soit un peu moins de 7 kg de viande (ou viande nette sans os). Ce niveau de consommation varie fortement selon les zones géographiques : il dépasse 35 kg dans plusieurs pays du continent américain, avoisine 16 kg dans l'Union Européenne (UE) et ne dépasse pas 2 kg en Inde (FranceAgriMer 2011a). L'augmentation de la demande mondiale de viande bovine tient surtout à l'essor démographique (croissance annuelle de la population mondiale de l'ordre de 1,1% par an). Un recul de consommation est observé depuis environ deux décennies dans de nombreux pays développés, dont en France. La viande de volaille connaît, quant à elle, une croissance de consommation plus soutenue en raison d'un coût de production plus avantageux (meilleur indice de consommation et cycle de production plus court), d'une bonne image santé, d'une pratique d'utilisation et d'une moindre exposition aux interdits religieux (Hendrich et al. 2014).

D'après l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO 2016), la production mondiale de viande bovine s'élève, en 2015, à 61,9 millions de tonnes en équivalent carcasse (tec), soit un volume très inférieur à celui de la viande de volaille (114,9 millions de tec) et de la viande porcine (117,2 millions de tec). La production de viande bovine est fortement concentrée dans la mesure

où les quatre premiers producteurs, à savoir les États-Unis (10,8 millions de tec en 2015), le Brésil (8,8 millions de tec), l'UE-28 (7,7 millions de tec) et la Chine (7 millions de tec), réalisent la moitié de la production mondiale. Les pays qui arrivent ensuite sont l'Inde, l'Argentine, l'Australie, le Mexique, la Russie et le Canada.

Pour faire face à la croissance de la demande mondiale de viande bovine, un développement organisé de la production a été mis en œuvre, parallèlement à l'adoption de techniques agricoles modernes (rationnement des bovins, sélection génétique, gestion sanitaire des troupeaux...). La production mondiale de viande bovine résulte aujourd'hui de bovins aux caractéristiques très hétérogènes tant en termes de races (des races laitières versées des races à viande, des races précoces versées des races tardives), que d'âge des animaux, abattus (des veaux de boucherie aux bovins adultes de plus de dix ans) ou de poids. La production de viande bovine recouvre au moins trois grands types de modèles productifs (Kelen et Cottle 2014). Le premier, le plus hétérogène, regroupe les bovins pour lesquels la production de viande n'est finalement que le sous-produit d'une activité principale, à savoir par exemple la production de lait, dont les besoins mondiaux ne cessent de croître. Dans certains pays en développement où la mécanisation est encore loin d'être généralisée, les bovins ont aussi parfois pour vocation première de servir de traction animale. Le deuxième type de modèle rassemble des bovins élevés de manière extensive sur de grands

espaces et nourris essentiellement d'herbe via le pâturage. Bénéficiant de cycles de production souvent longs, avec une croissance lente des animaux, ces systèmes mobilisent peu d'intrants et sont, de moins dans certains pays, plutôt compétitifs au niveau des coûts de production. Le troisième type, le plus récent, regroupe des bovins engraisés de manière plus intensive. Les bovins bénéficient d'une alimentation basée sur de l'herbe cultivée, des céréales secondaires, des concentrés protéiques (dont les tourteaux de soja), voire parfois des sous-produits issus des industries agro-alimentaires. L'objectif est de favoriser une croissance rapide des bovins, dans des ateliers qui peuvent atteindre des tailles conséquentes comme c'est souvent le cas en Amérique du Nord.

L'objectif de cet article est de proposer une analyse centrée sur l'évolution, au cours des quinze dernières années (2000-2015), des commerces internationaux et européens dans le secteur bovin. Une distinction est faite entre le commerce de bovins vivants et celui de viande bovine, étudié ici plus finement. Cet article est structuré en trois parties. Après le rappel de quelques faits sur les échanges transatlantiques dans le secteur bovin, la première partie s'intéresse à la situation des quatre principaux pays exportateurs, à savoir l'Australie, l'Inde, le Brésil et les États-Unis. La deuxième partie traite de la situation des principaux pays importateurs, à savoir la Chine (en y incluant Hong-Kong, mais aussi le Vietnam, compte tenu de l'importance des flux entre ces trois zones), le Japon et la Russie.

INRA Productions Animales, 2017, numéro 3

1. Cet article a fait l'objet d'une présentation aux 2^{es} Rencontres Recherches Ruminants, Chatelier et al., 2020a.

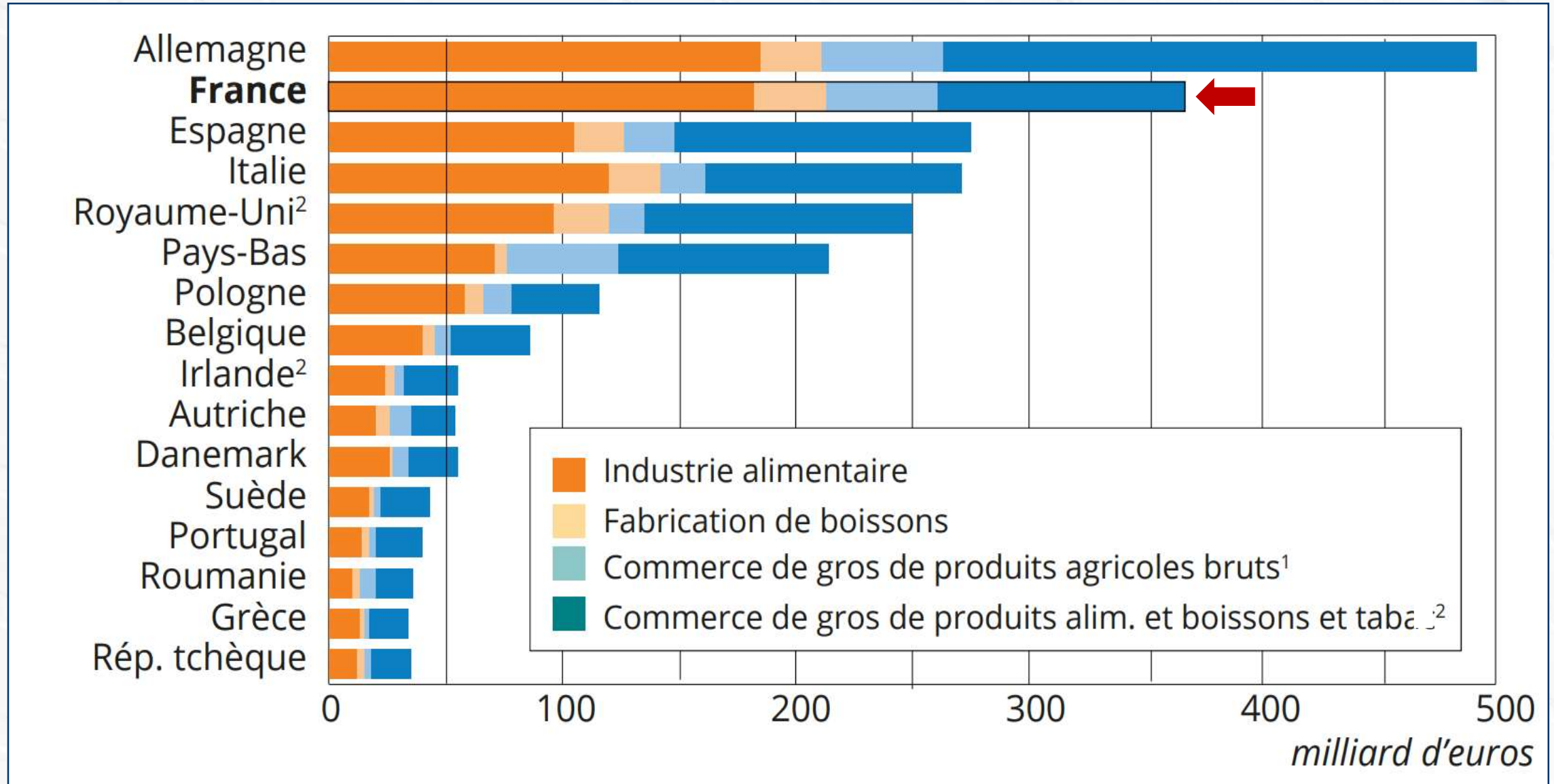
[PDF]

[PDF]

[PDF]

Le chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires en 2019

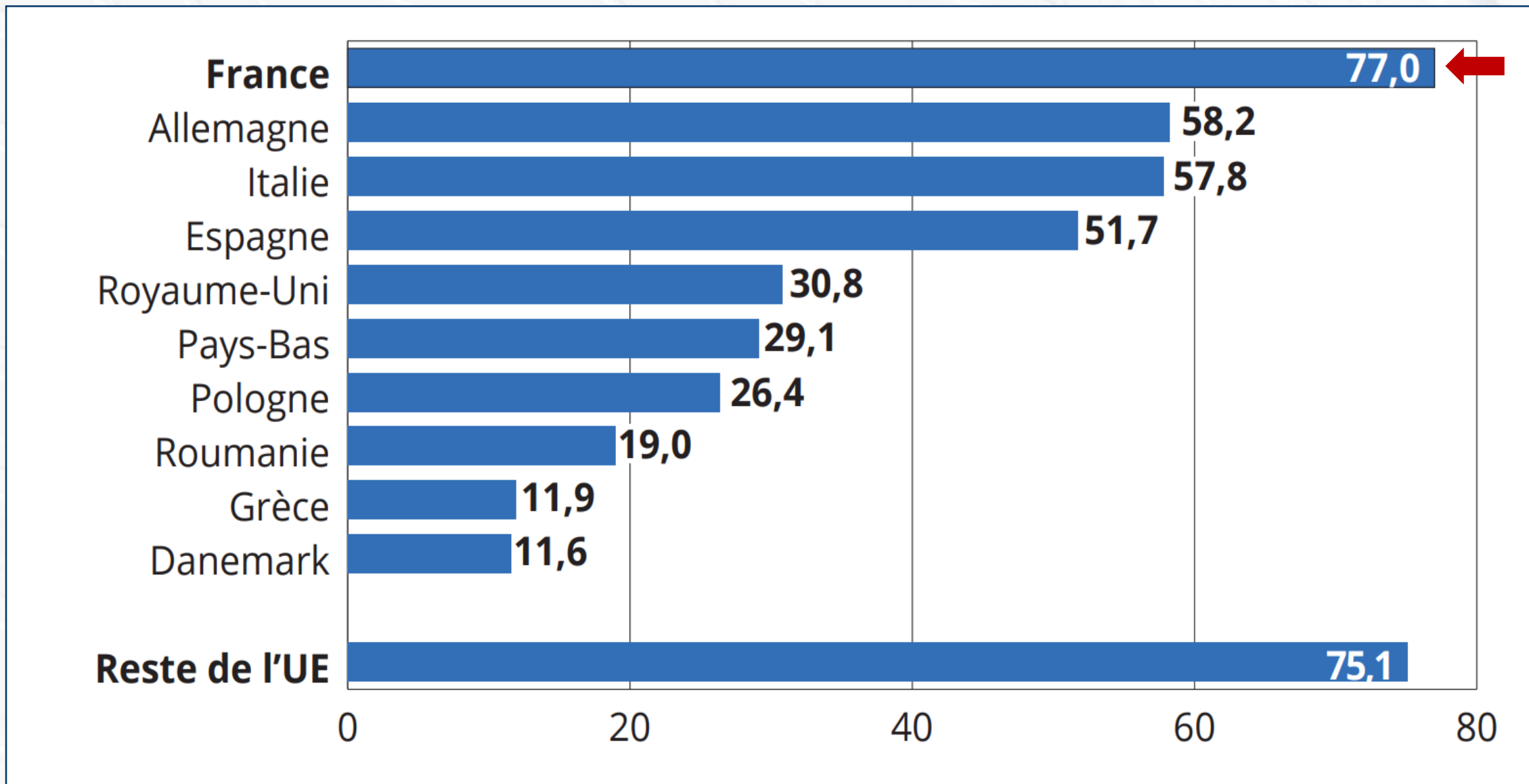
(En milliard d'euros selon les Etats membres de l'UE)



(1) Y compris animaux vivants

Les principaux pays agricoles de l'UE en 2019

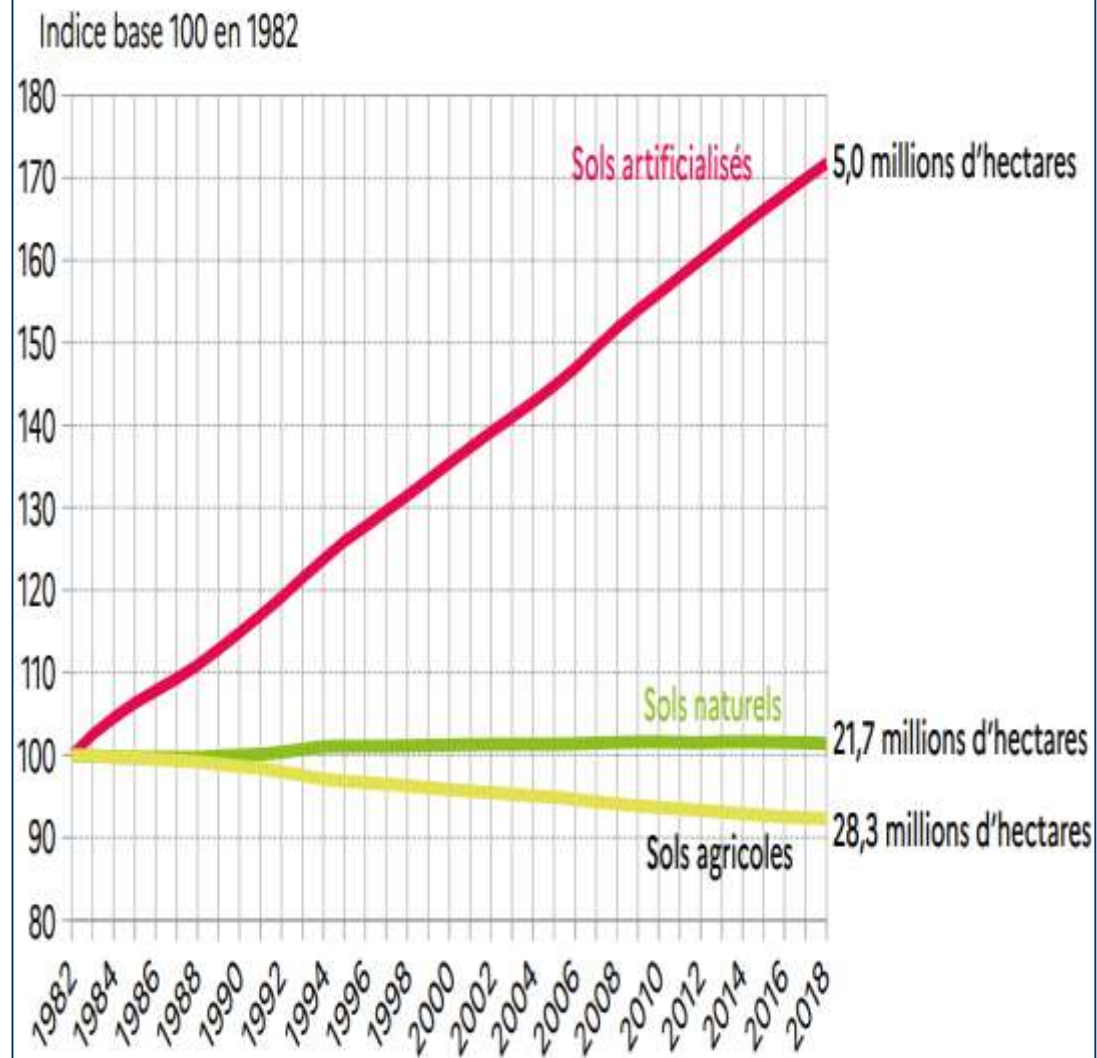
(Production de la branche agricole* en milliard d'euros)



(*) Productions végétales, animales et de services agricoles

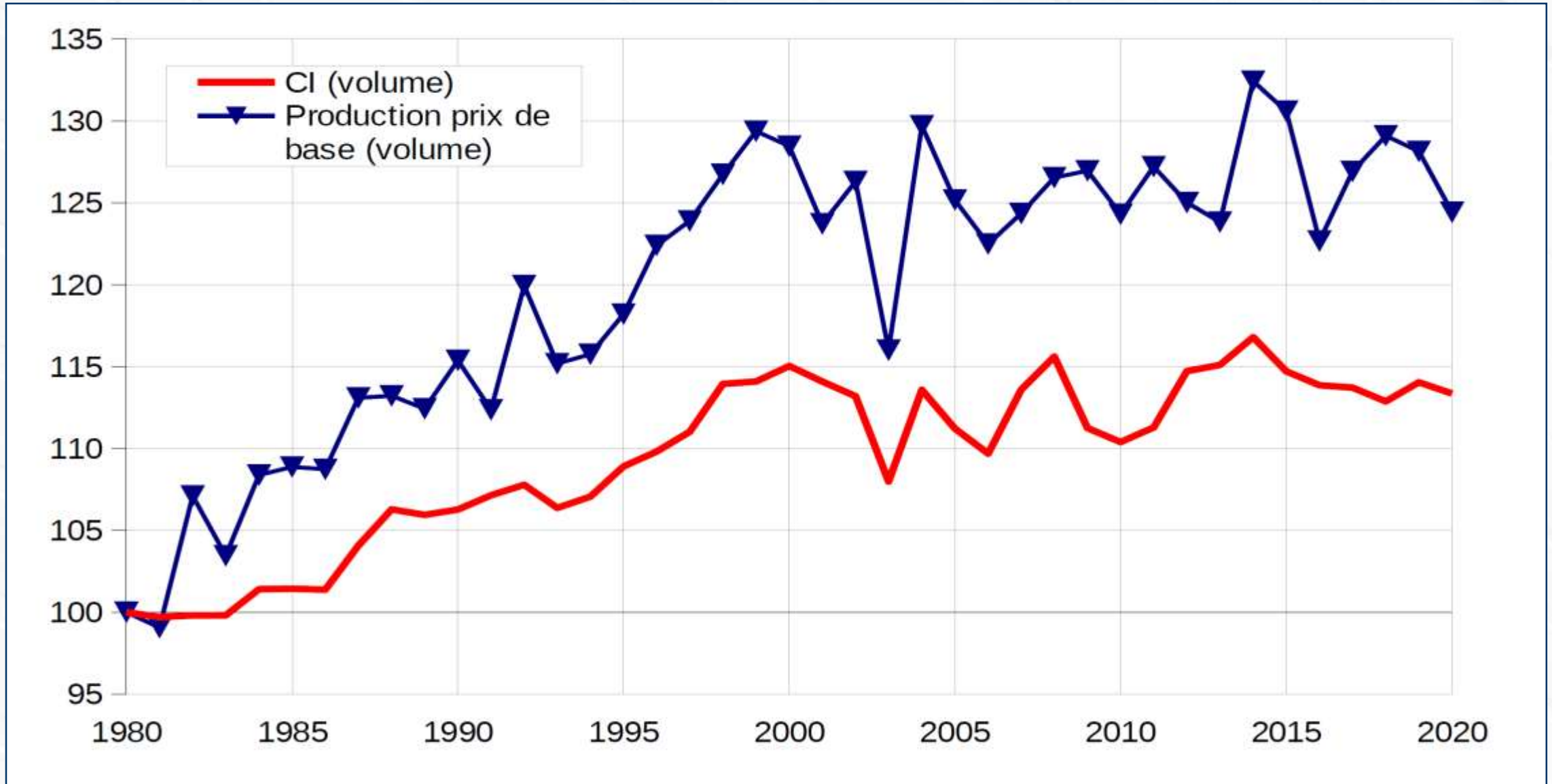
La superficie agricole utilisée en France

(Evolution sur longue période)



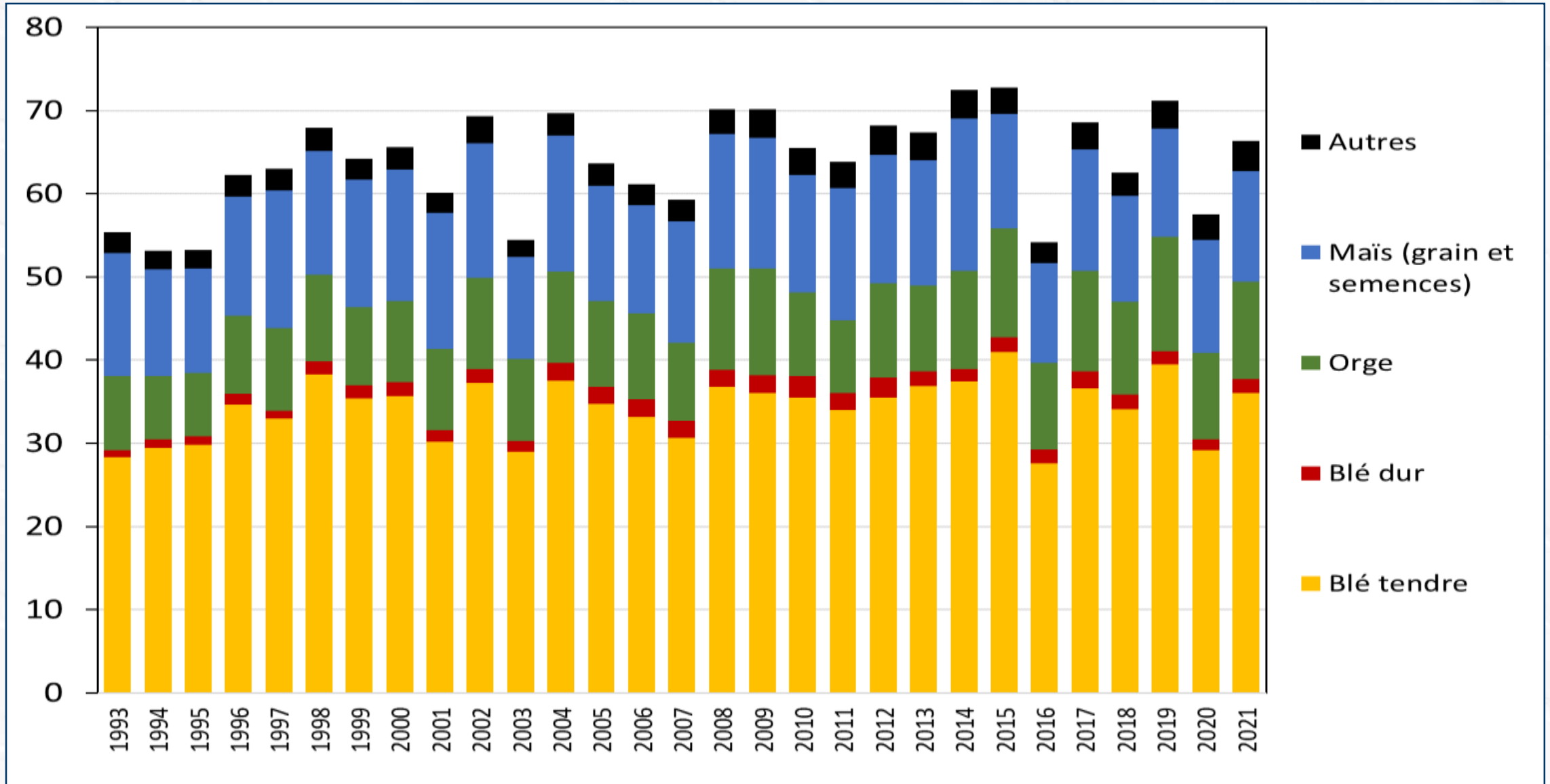
	1950	1980	2000	2010	2019 ^P
<i>millier d'hectares</i>					
Grandes cultures	11 812	11 620	13 459	13 136	12 874
part (%)	34,3	36,6	45,2	45,4	45,0
Cultures fourragères	19 511	18 194	14 691	14 339	14 229
part (%)	56,7	57,3	49,3	49,6	49,7
Cultures permanentes	2 050	1 422	1 141	1 011	1 010
part (%)	6,0	4,5	3,8	3,5	3,5
Autres ¹	1 035	508	517	440	524
part (%)	3,0	1,6	1,7	1,5	1,8
Total superficie agricole utilisée	34 408	31 744	29 807	28 926	28 637
France métro. (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Part (%) de la SAU dans la surface totale	62,6	57,8	54,3	52,7	52,2

La production agricole en volume en France (au prix de base) et les consommations intermédiaires (Base 100 = 1980)



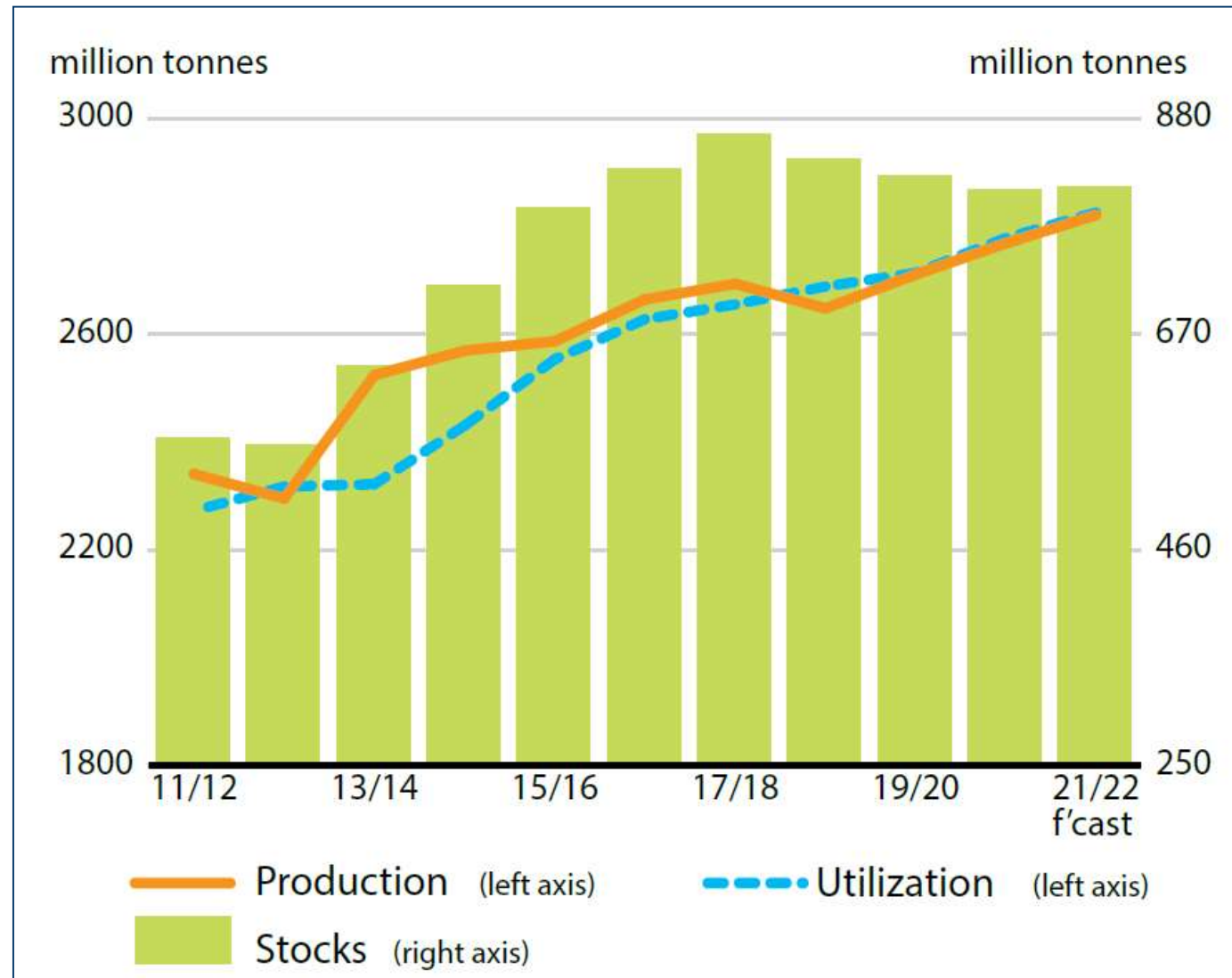
La production de céréales en France

(Millions de tonnes entre 1993 et 2021)



La production de céréales dans le monde

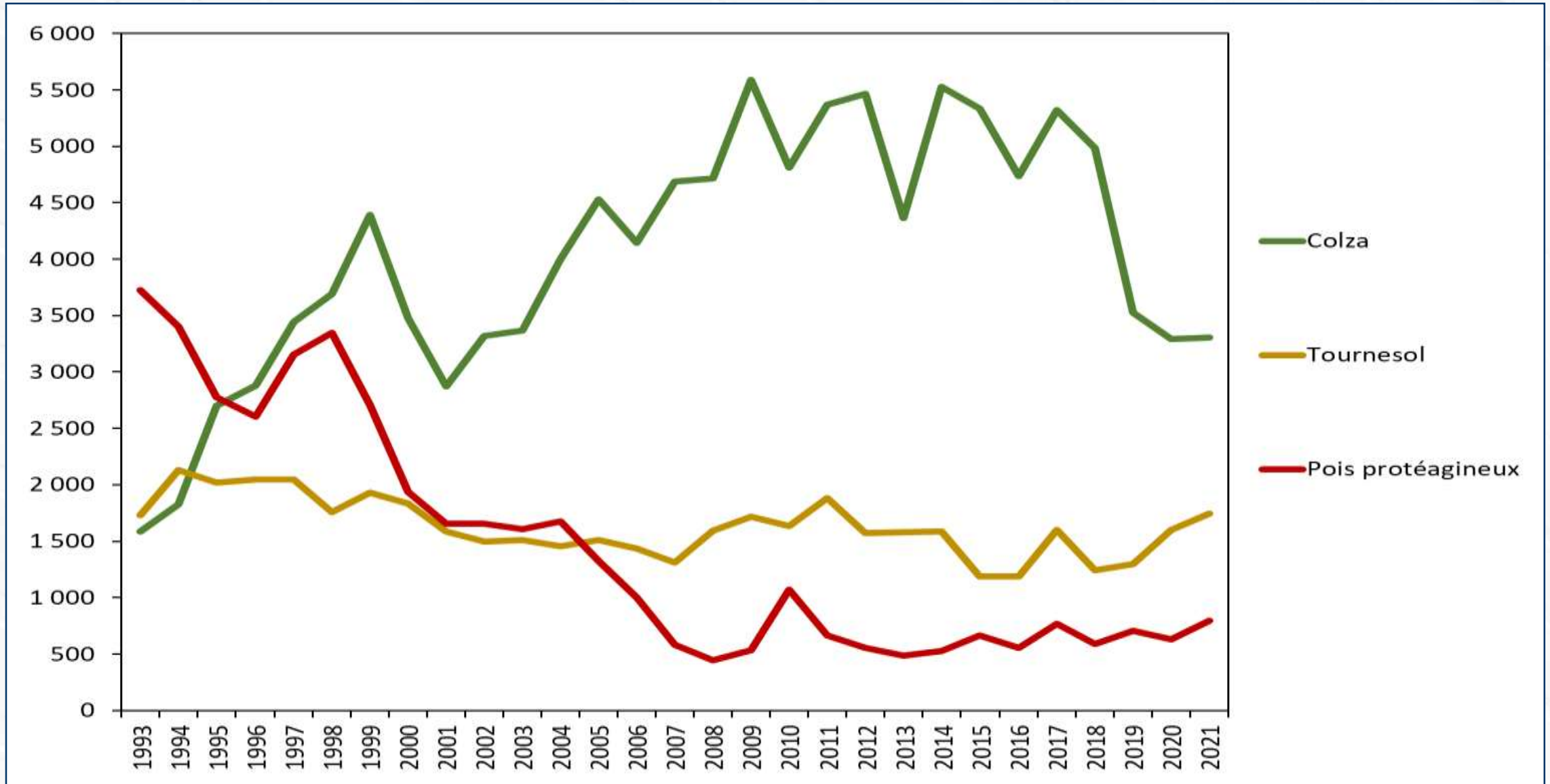
(Millions de tonnes entre 2011-12 et 2021-22)



	2019/0	2020/21 estim.	2021/22 f'cast	Change: 2021/22 over 2020/21
	million tonnes			%
WORLD BALANCE				
Production	2 710.7	2 768.6	2 820.9	1.9
Trade ¹	440.1	468.0	469.3	0.3
Total utilization	2 713.7	2 778.2	2 825.7	1.7
Food	1 151.4	1 170.7	1 183.9	1.1
Feed	1 007.8	1 050.5	1 070.2	1.9
Other uses	554.5	557.0	571.6	2.6
Ending stocks ²	822.3	808.8	811.5	0.3

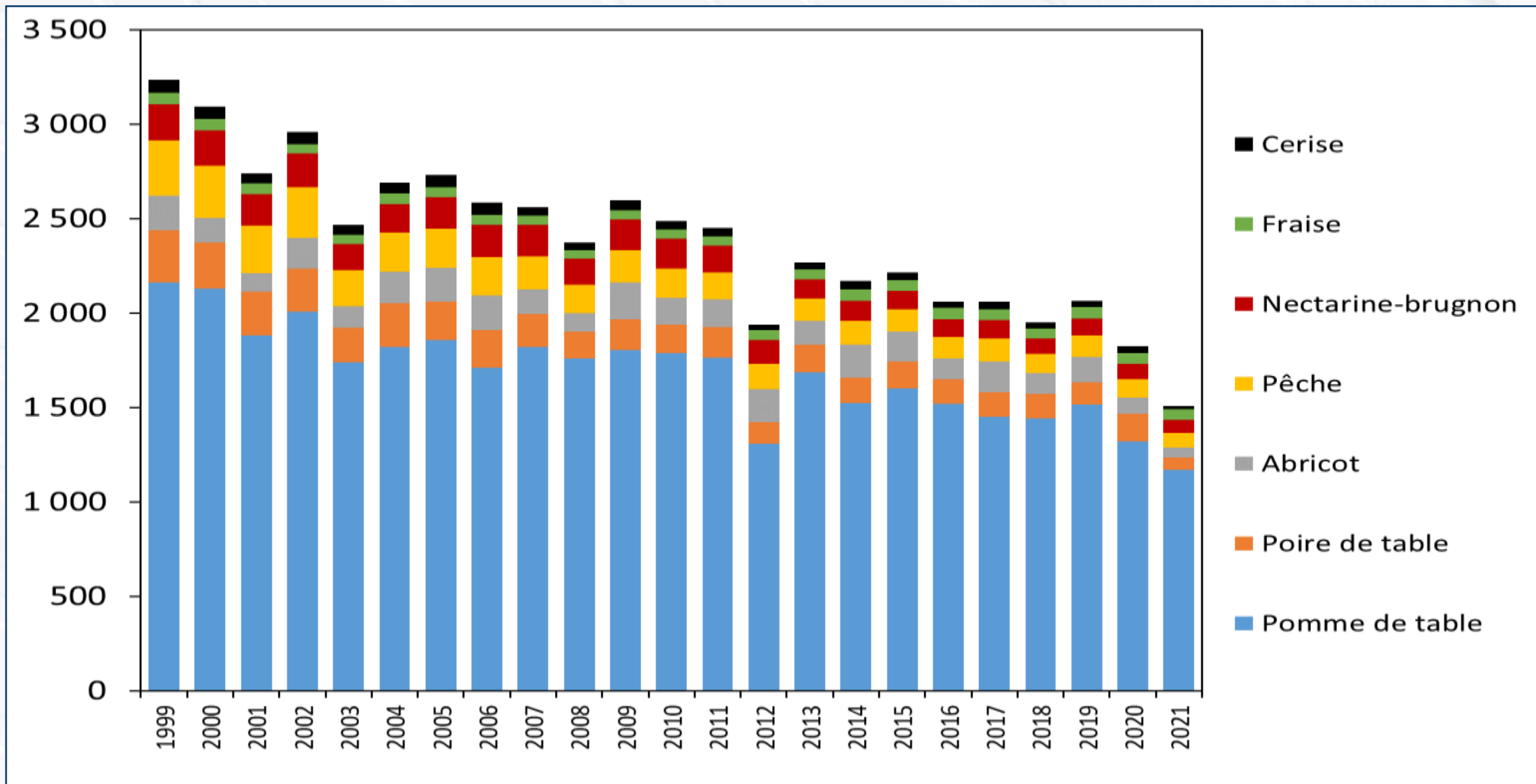
La production d'oléagineux et de protéagineux en France

(Milliers de tonnes 1993 et 2021)



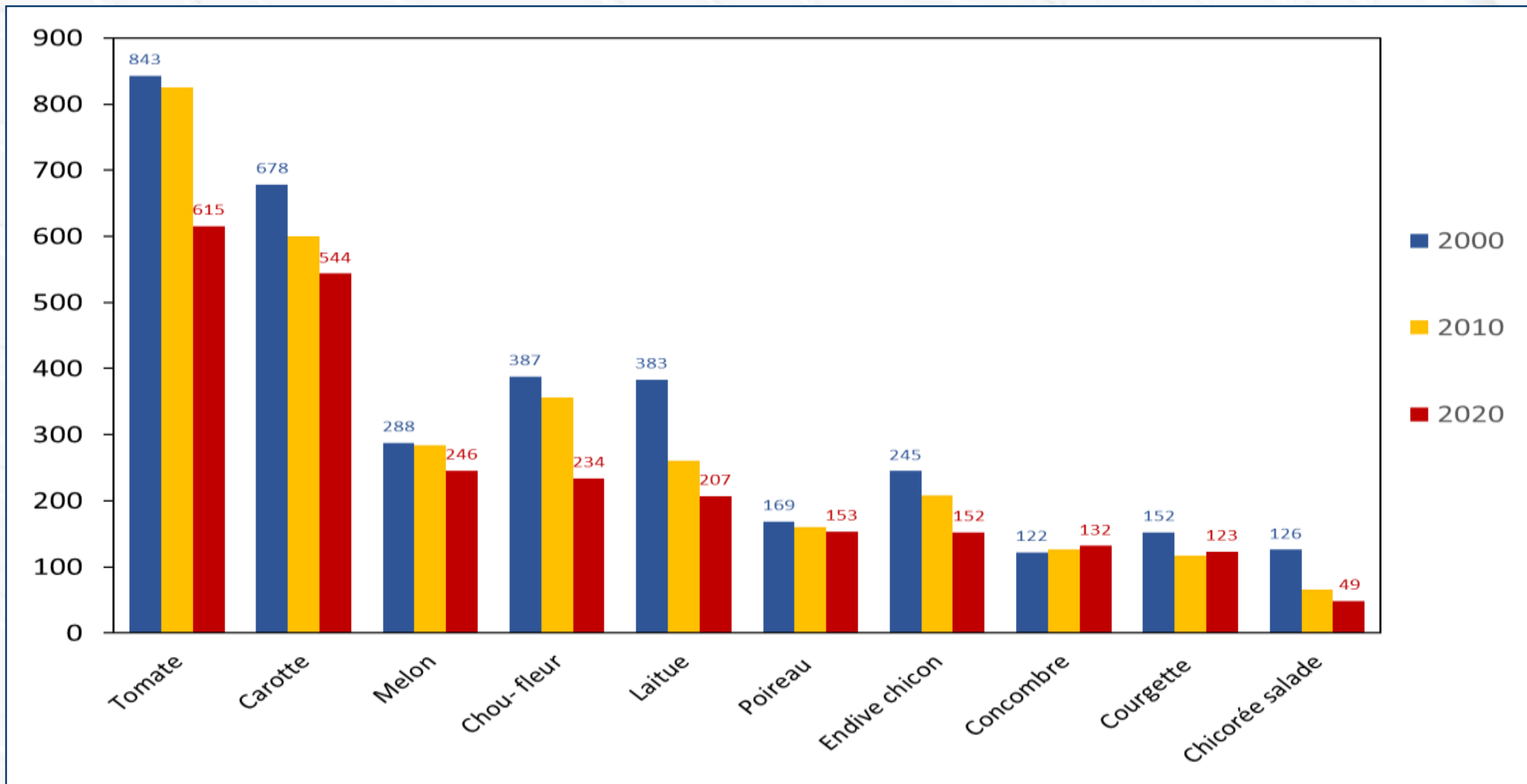
La production de fruits en France

(Milliers de tonnes entre 1999 et 2021)



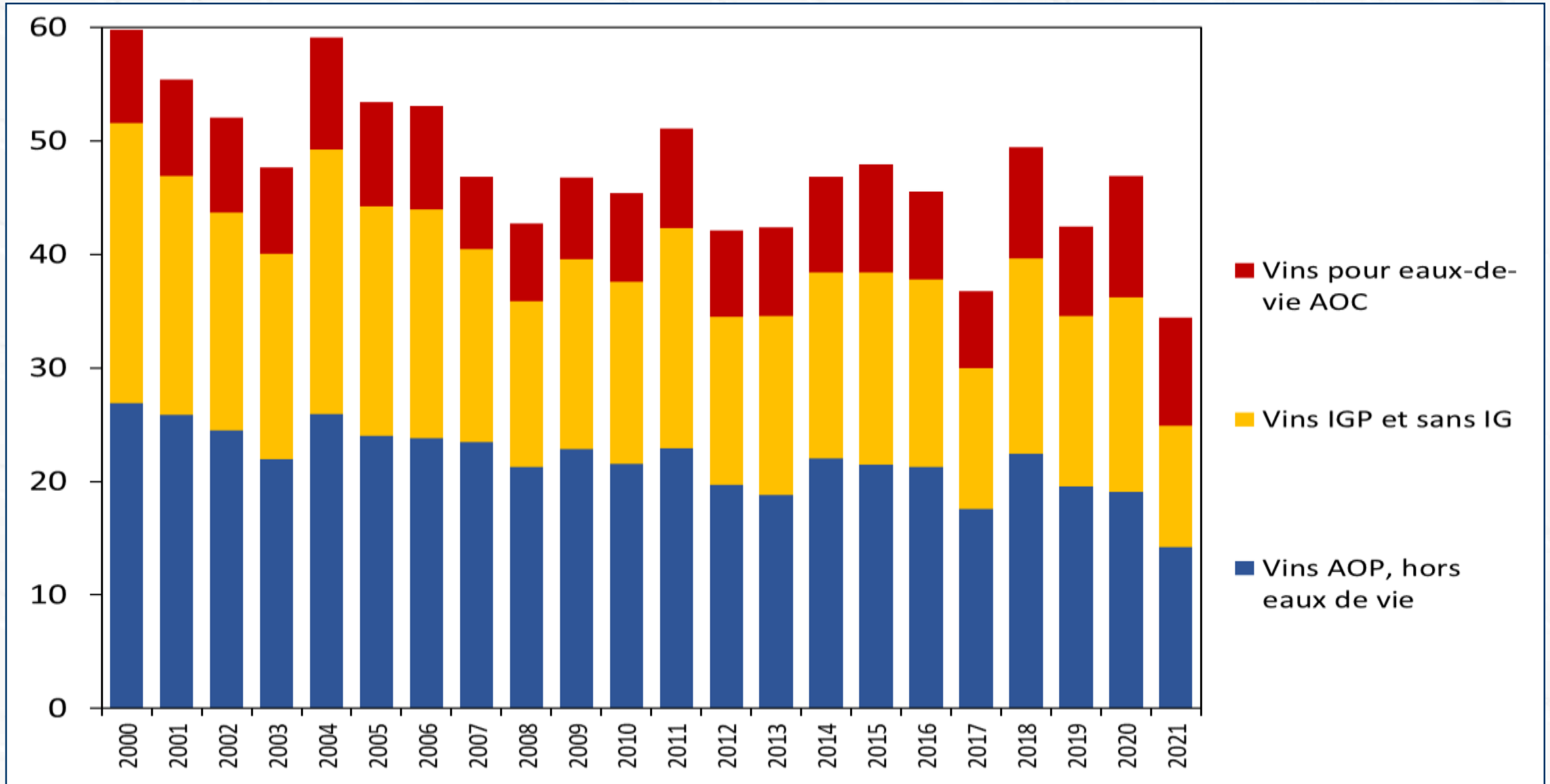
La production de légumes en France

(Milliers de tonnes en 2000, 2010 et 2020)



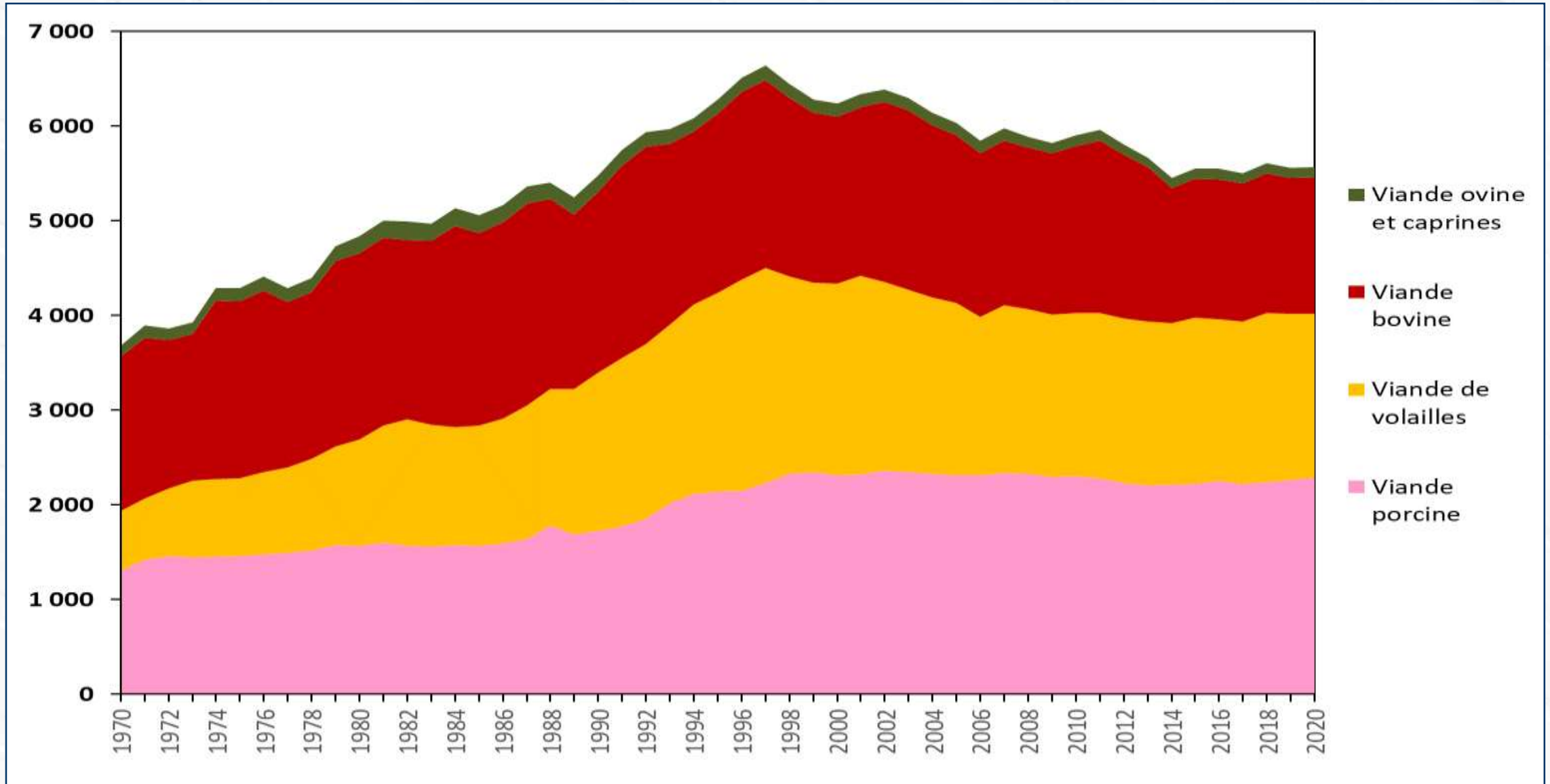
La production de vins en France

(Millions d'hectolitres entre 2000 et 2021)



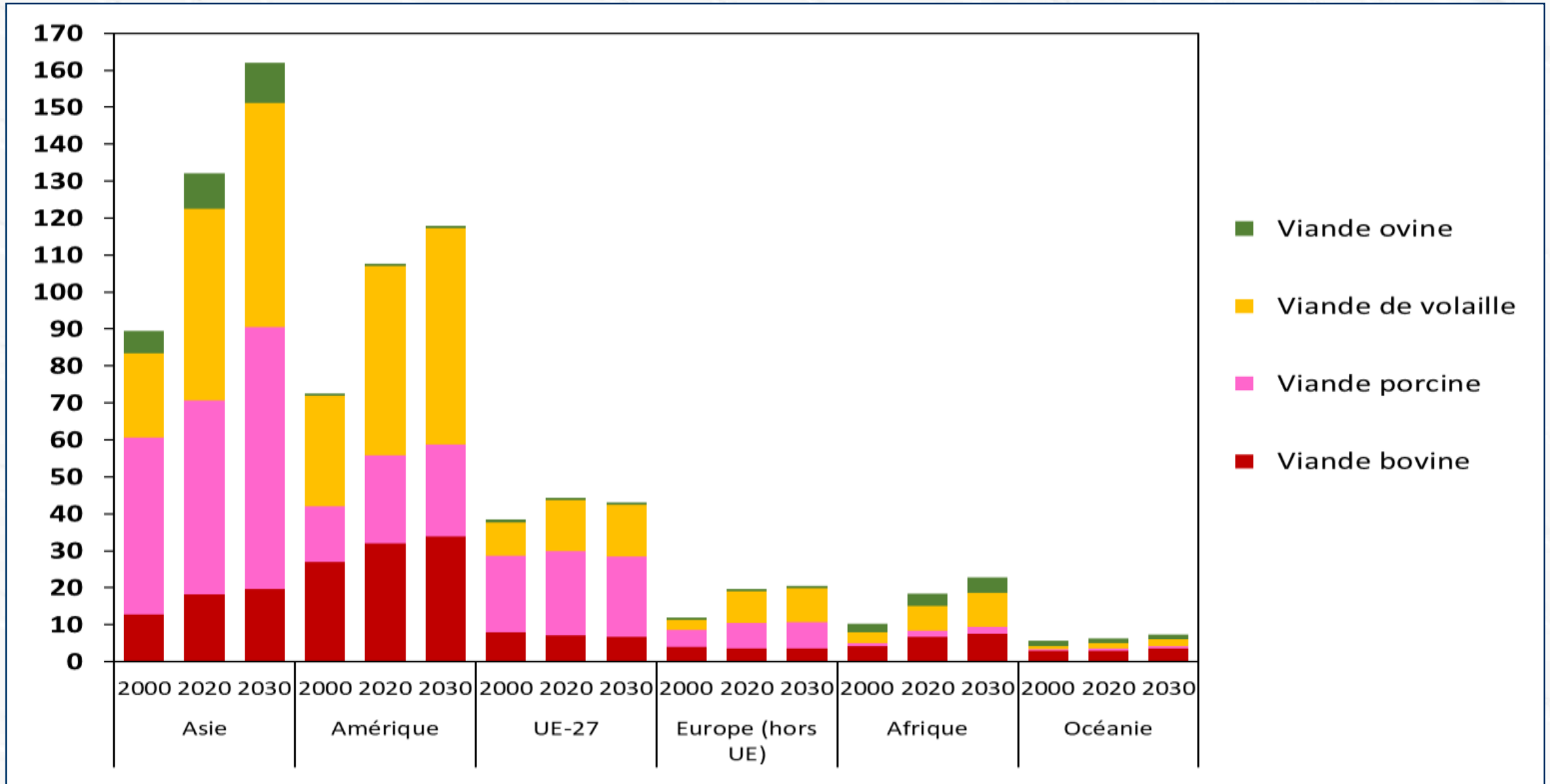
La production de viandes en France

(Milliers de tec entre 1970 à 2020)



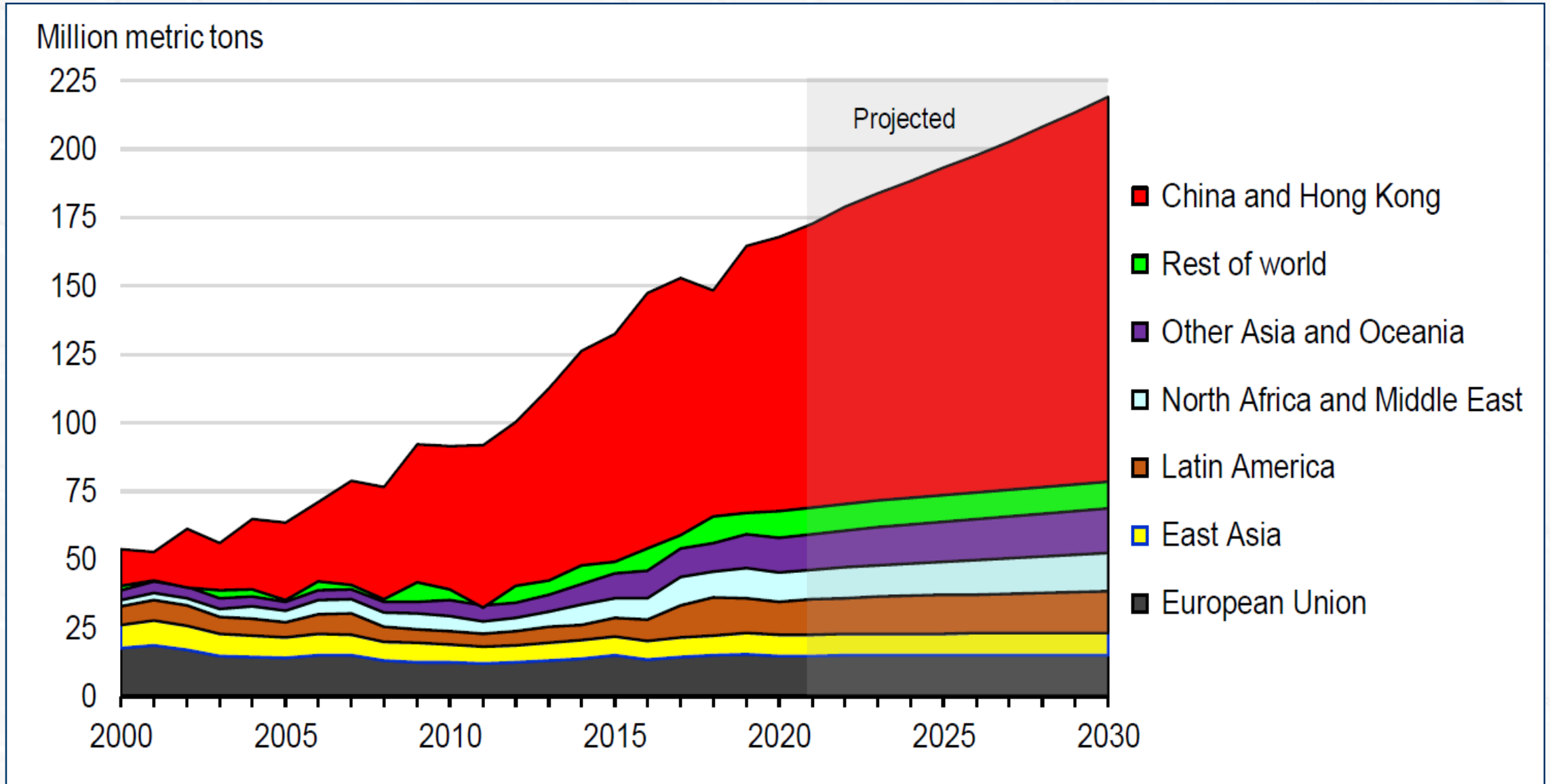
La production de viandes dans plusieurs zones du monde

(Millions de tec entre 2000 et 2020, perspectives 2030)

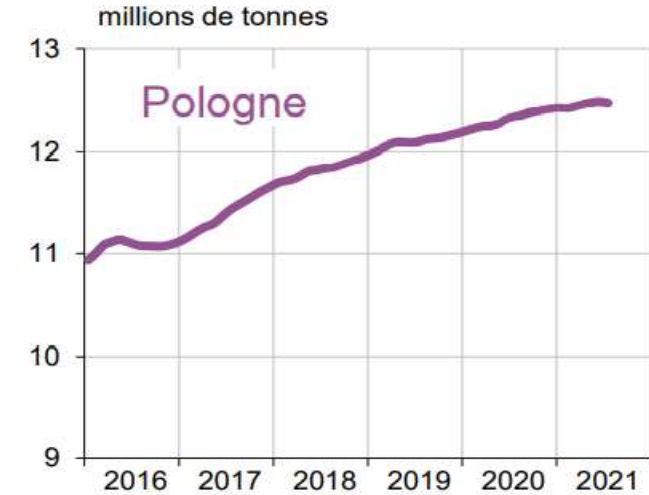
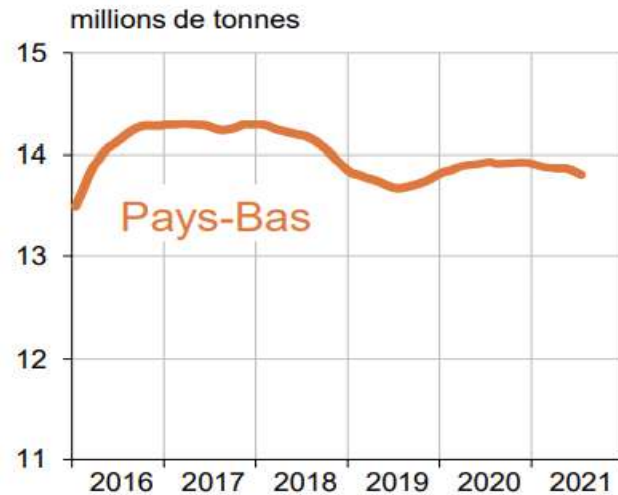
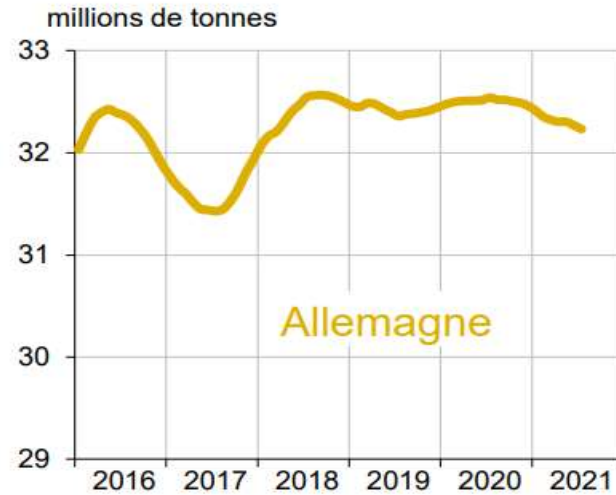


Les principaux importateurs de soja

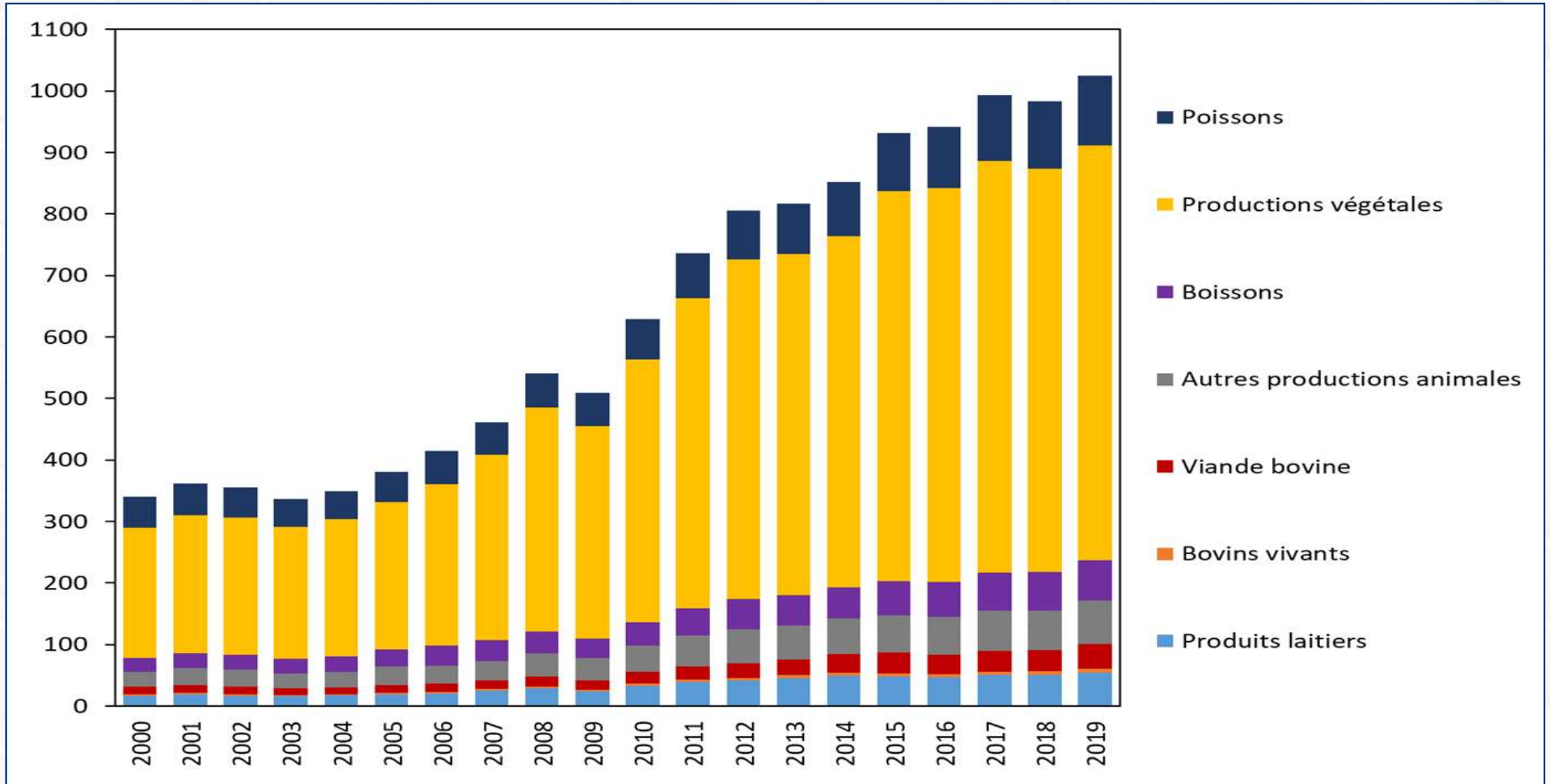
(Millions de tec entre 2000 et 2020, perspectives 2030)



La production de lait de vaches en France (Millions de tonnes entre 2016 et 2021)



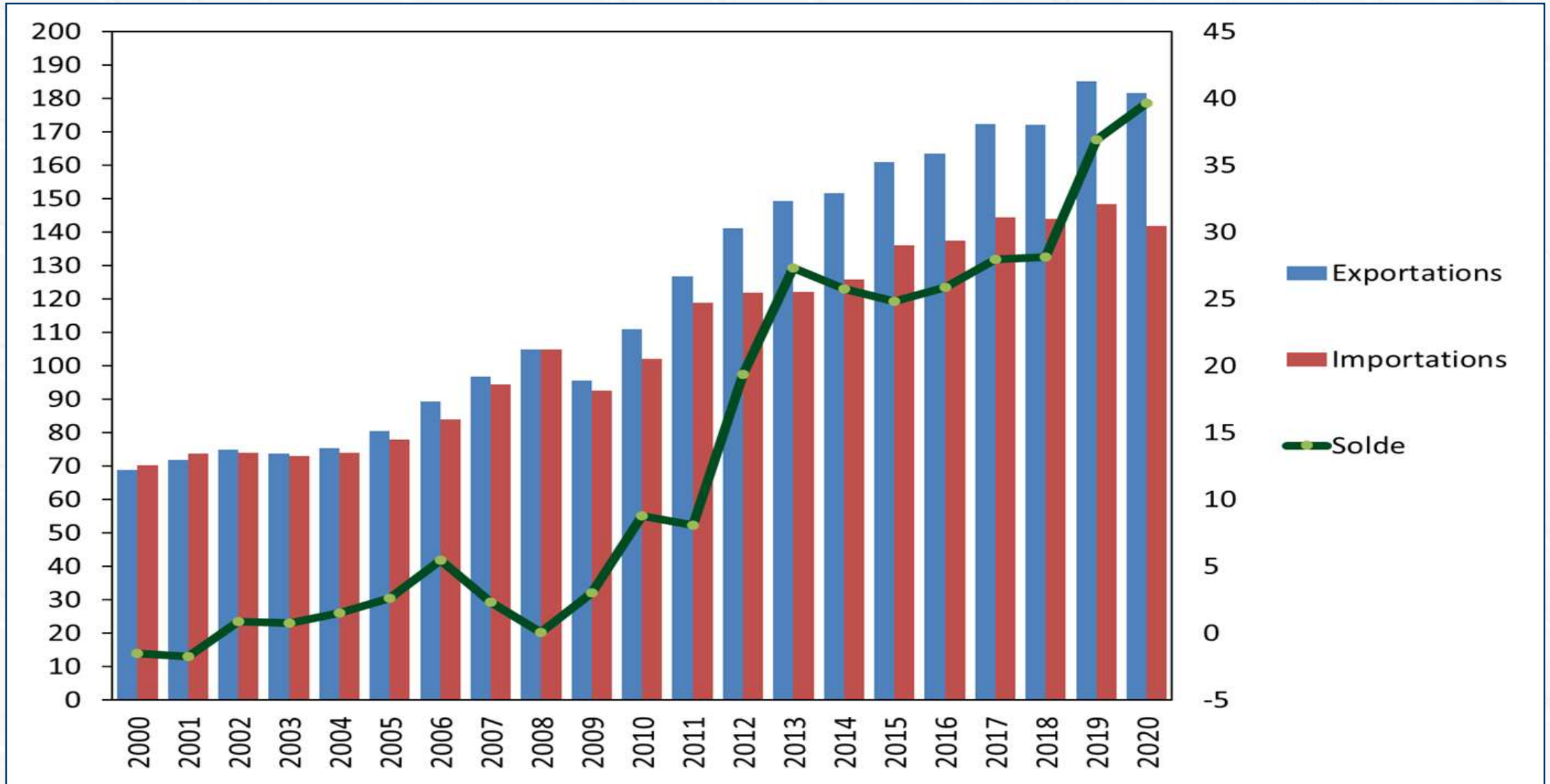
Le commerce mondial* en produits agroalimentaires (Milliards d'euros courants, 2000-2019)



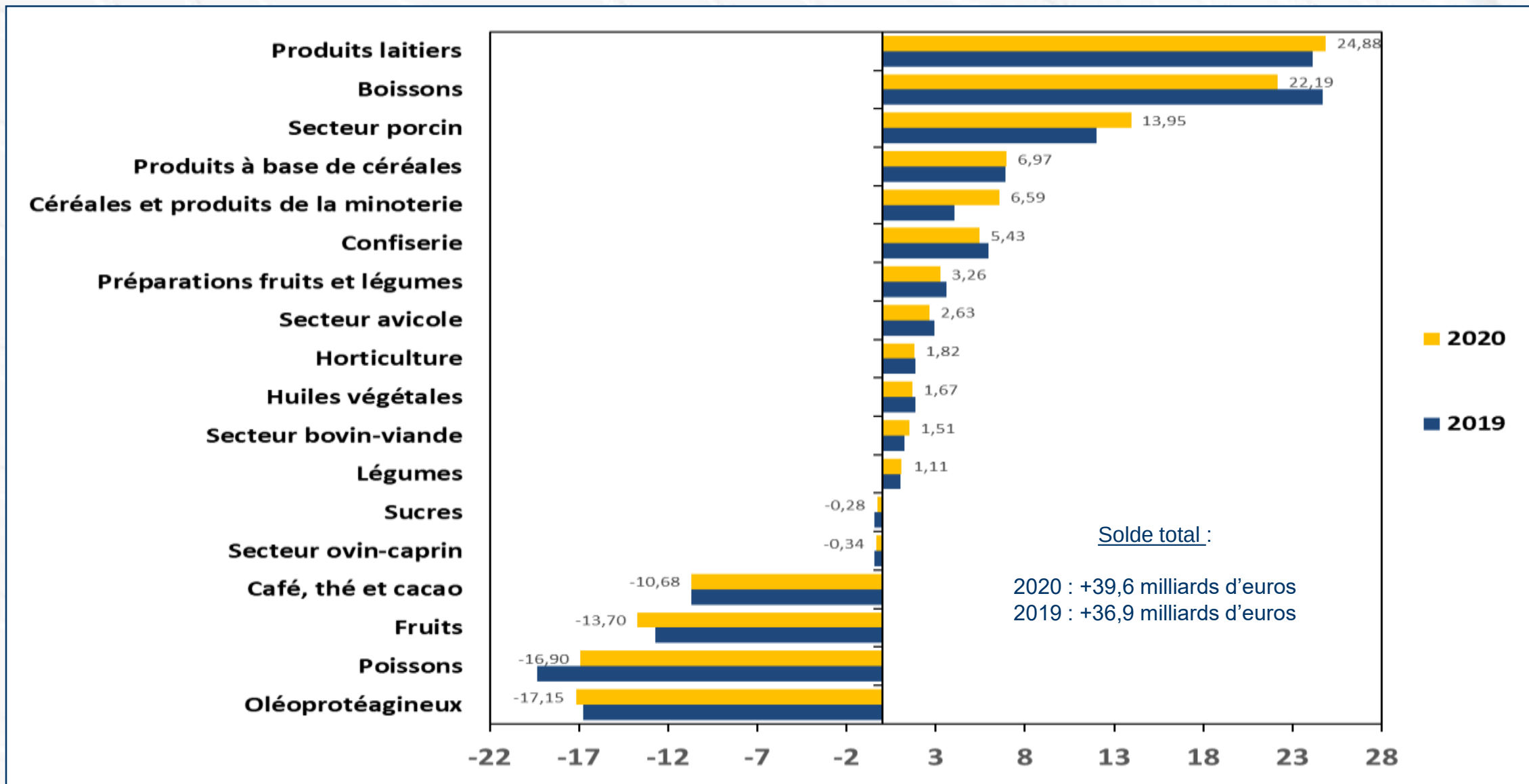
(*) Hors commerce entre les Etats membres de l'UE

INRAE, SMART-LERECO d'après BACI

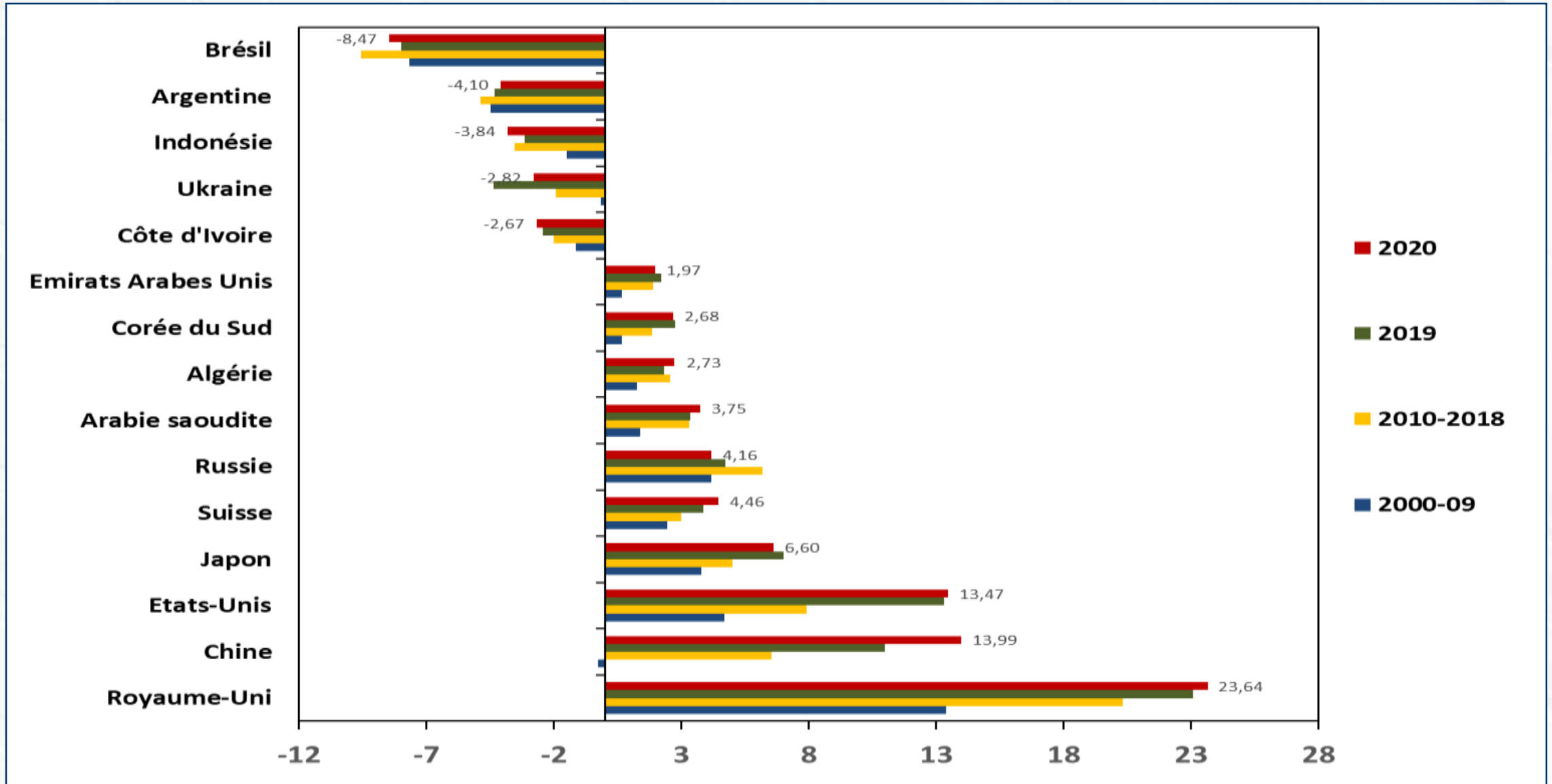
Les échanges agroalimentaires de l'UE-27 (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)



Le solde agroalimentaire de l'UE-27 selon les produits (Milliards d'euros en 2019 et 2020)

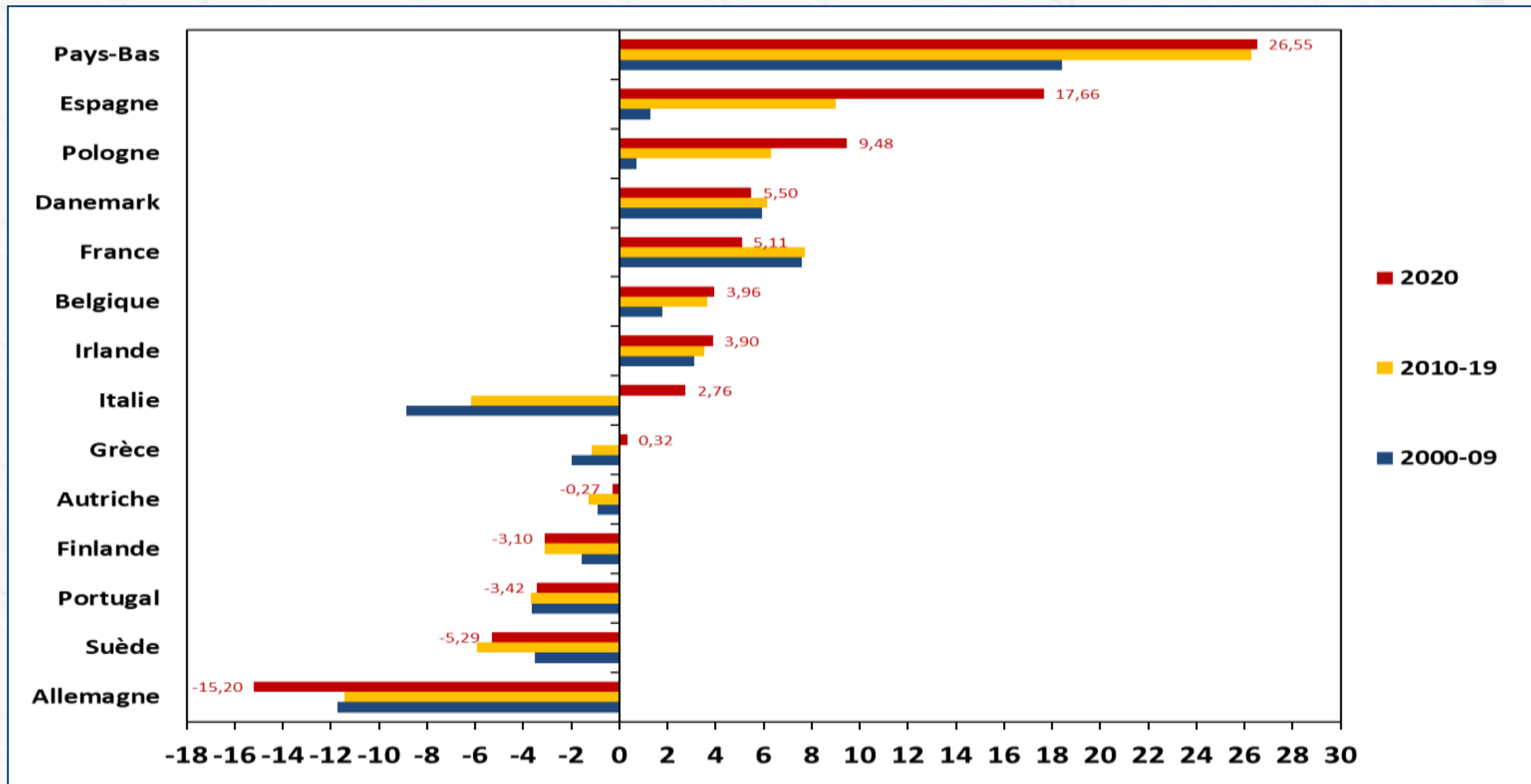


Le solde agroalimentaire de l'UE-27 avec plusieurs pays (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)



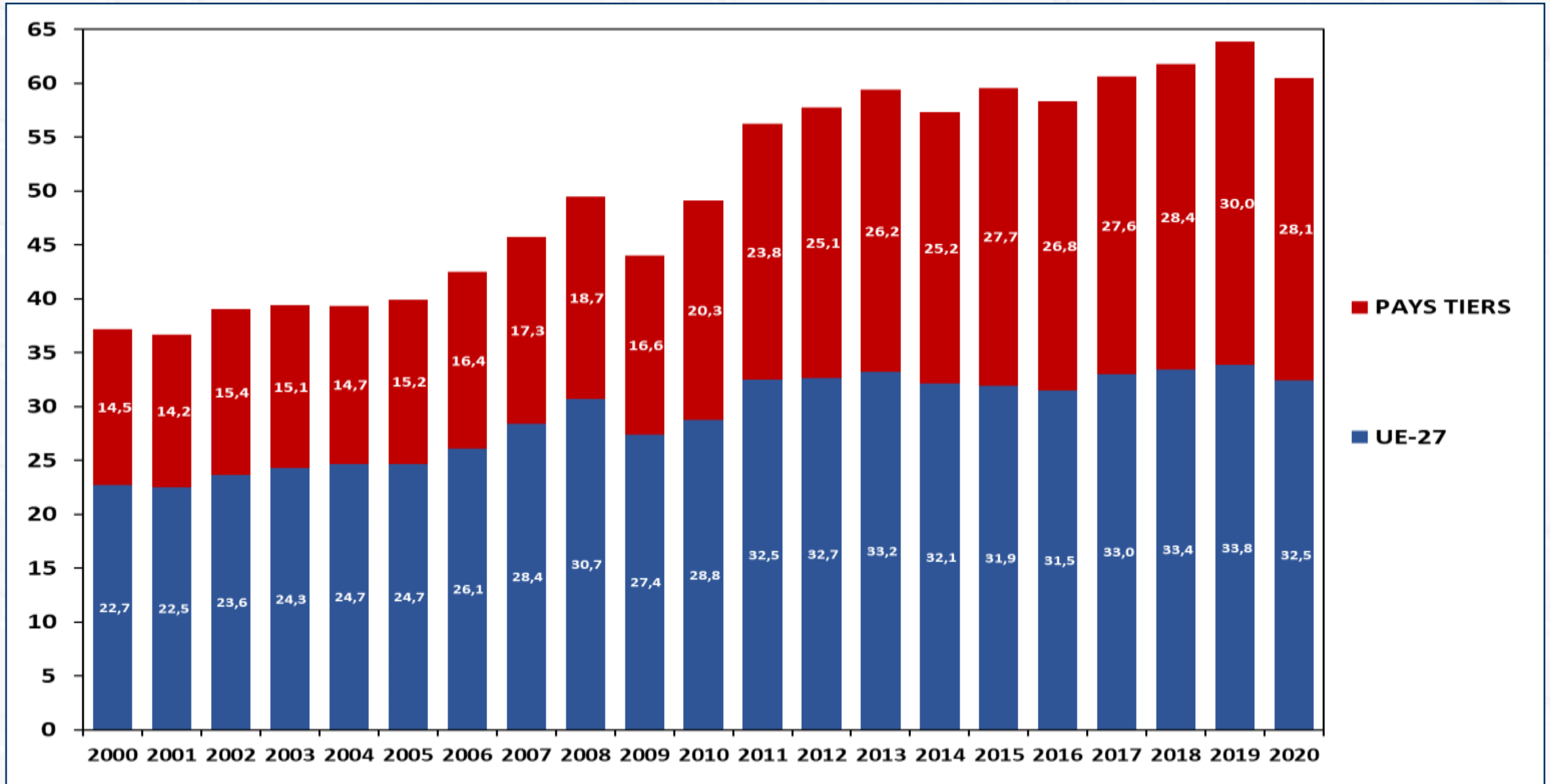
Le solde agroalimentaire de plusieurs Etats membres de l'UE-27

(Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)

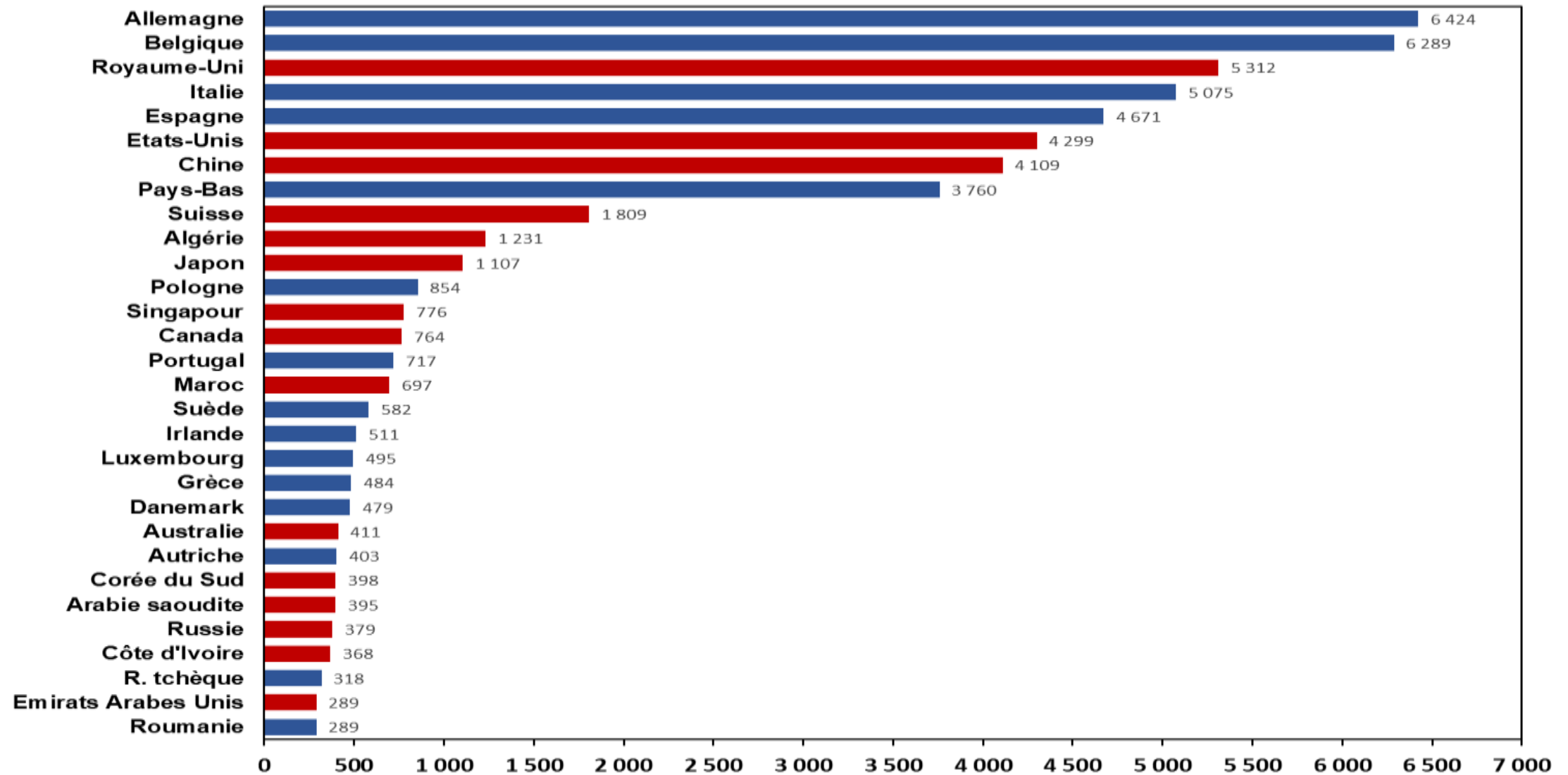


Les exportations agroalimentaires de la France

(Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)

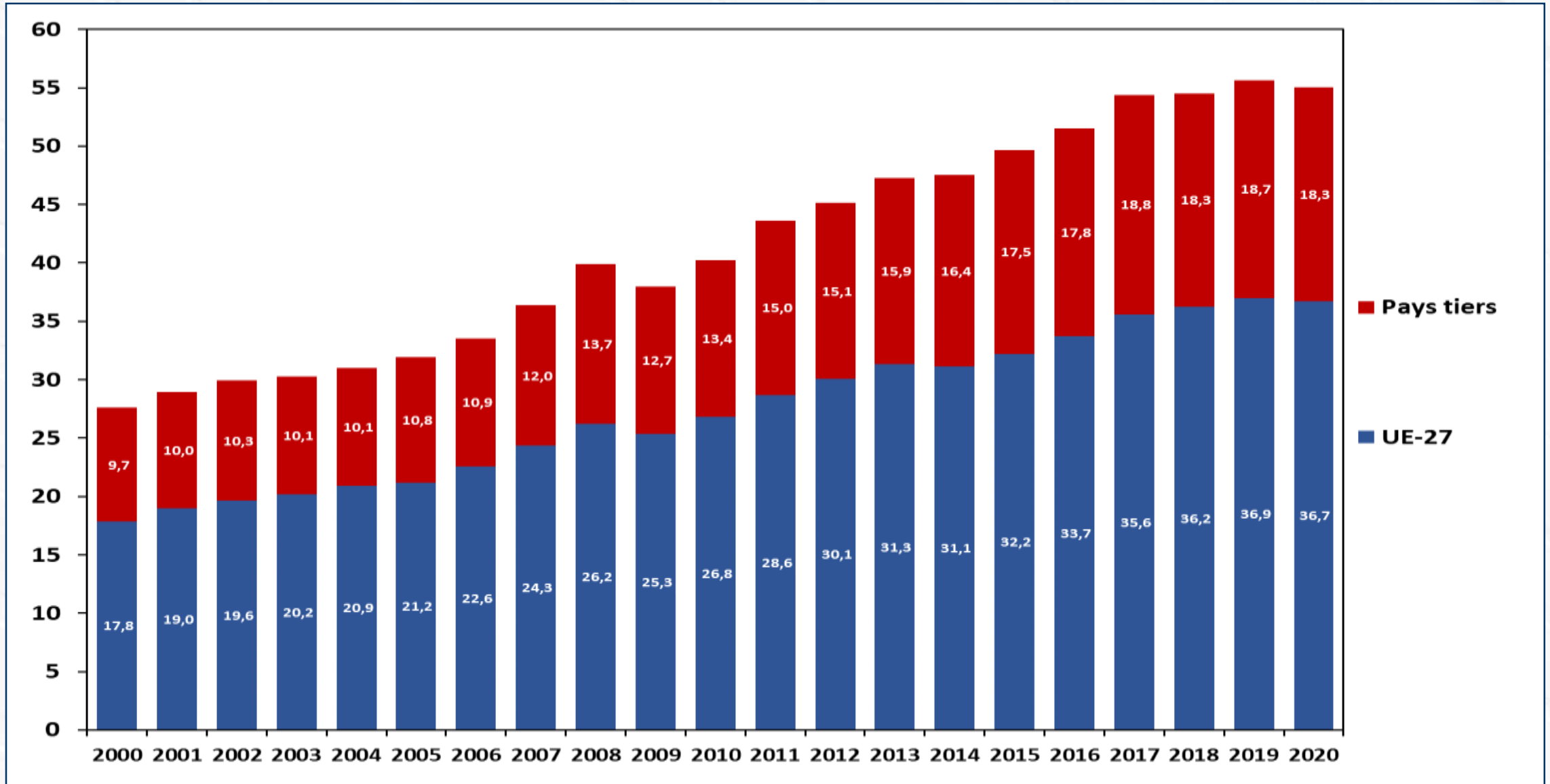


Les clients de la France en produits agroalimentaires (Milliards d'euros en 2020)

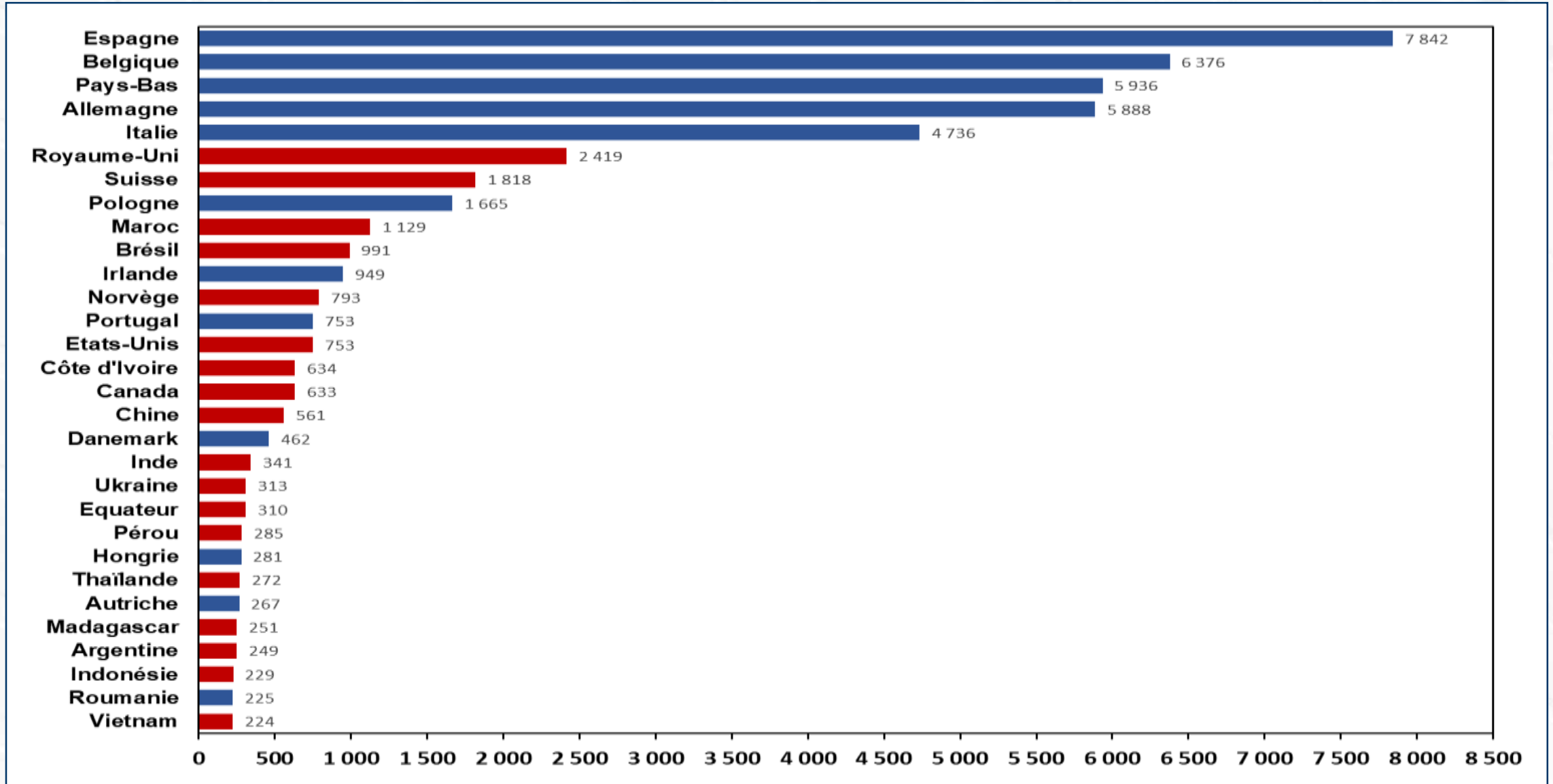


Les importations agroalimentaires de la France

(Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)

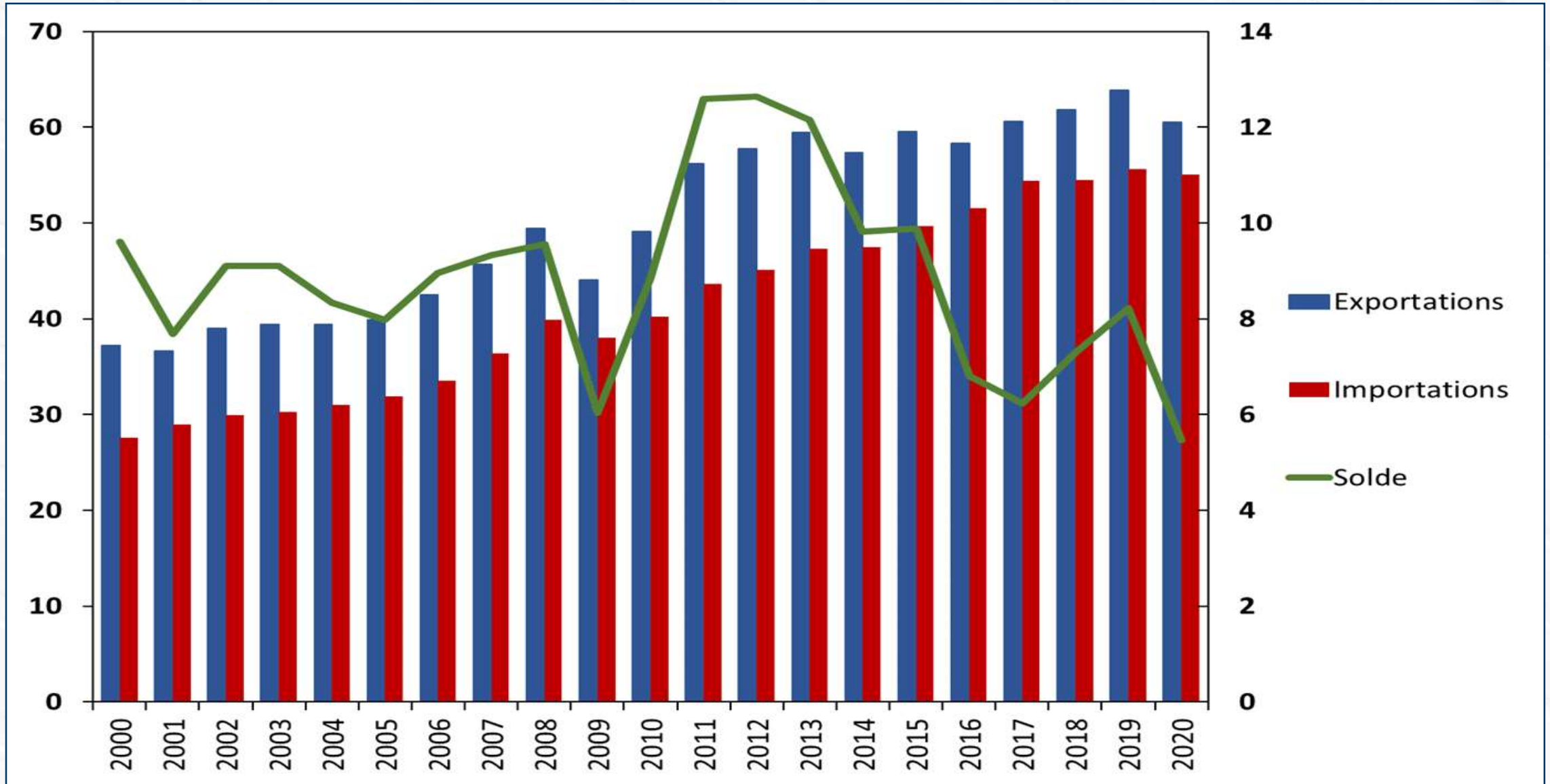


Les fournisseurs de la France en produits agroalimentaires (Milliards d'euros en 2020)



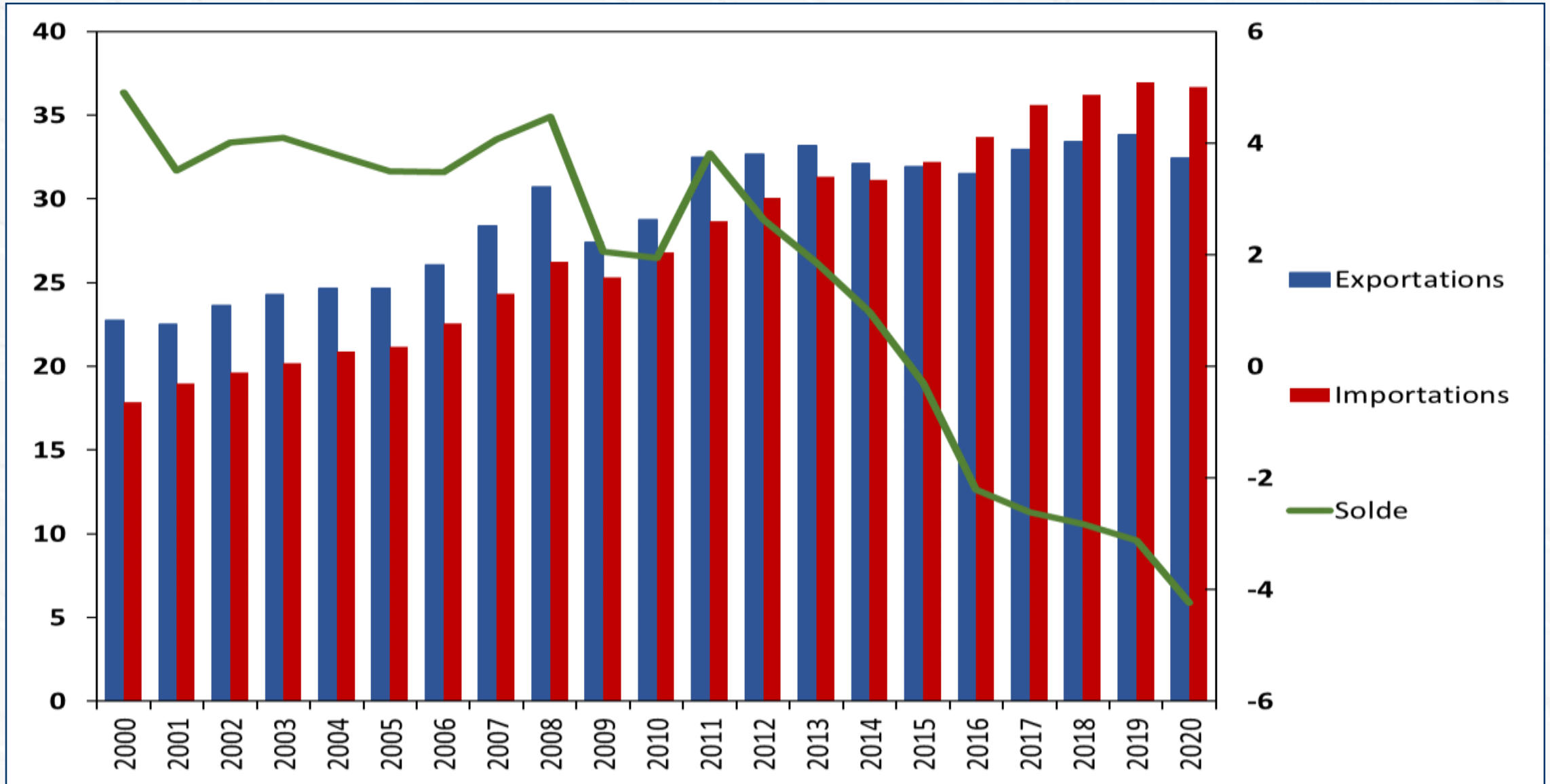
Les échanges agroalimentaires de la France (avec l'UE-27 et pays tiers)

(Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)

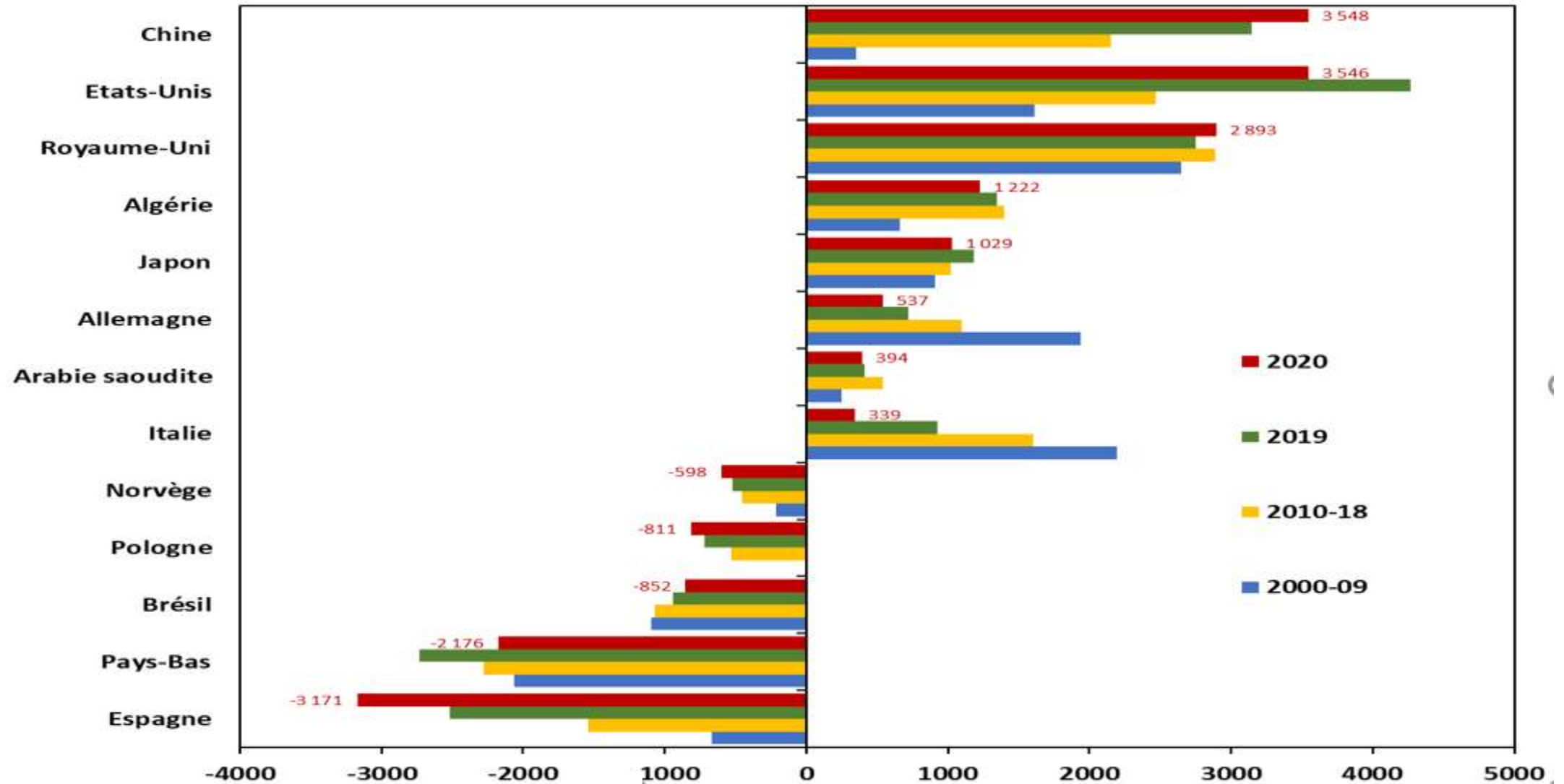


Les échanges agroalimentaires de la France avec l'UE-27

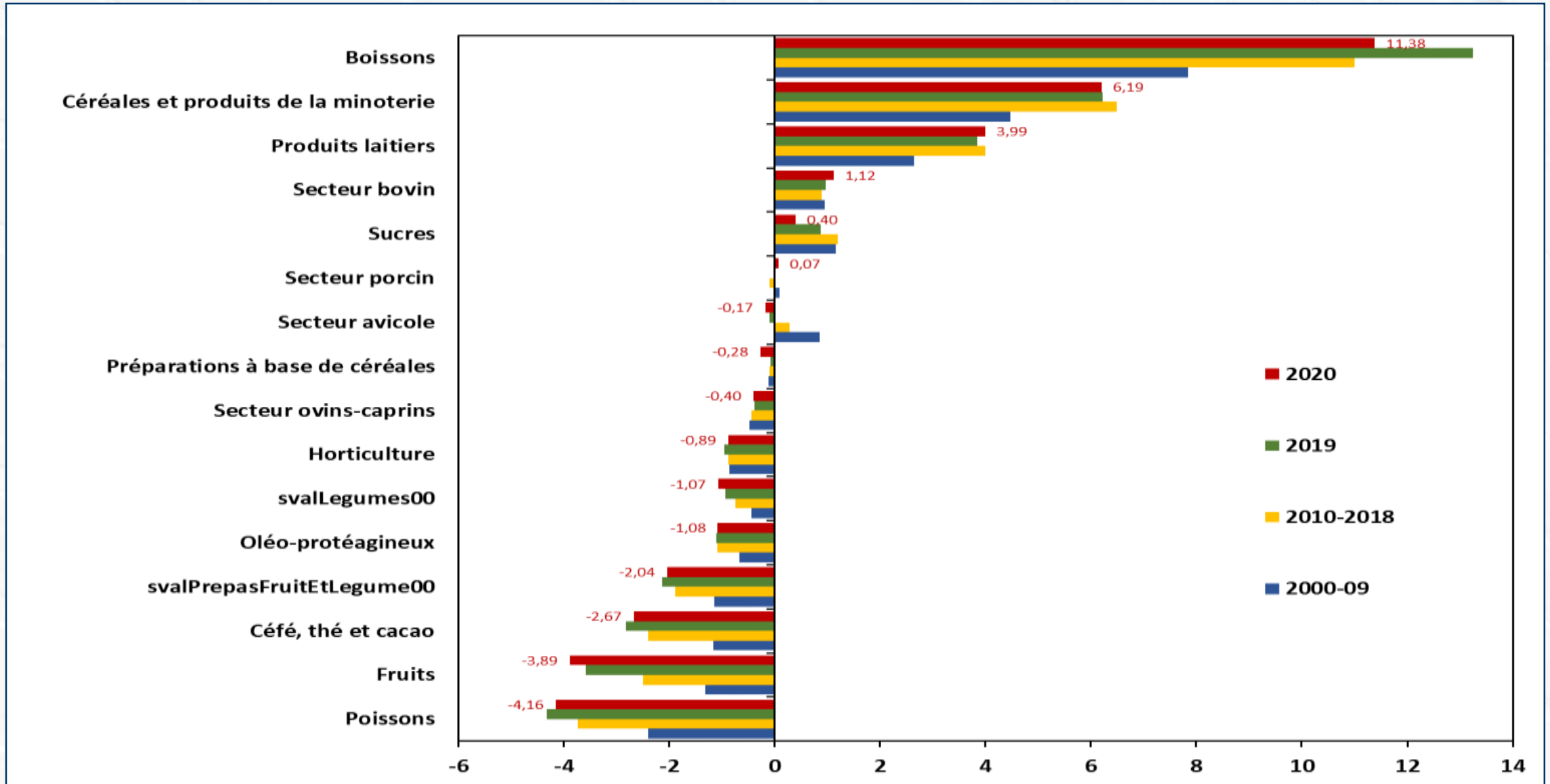
(Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)



Le solde agroalimentaire de la France avec plusieurs pays (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)



Le solde agroalimentaire de la France selon les produits (Milliards d'euros courants entre 2000 et 2020)



La compétitivité : des diagnostics à partager et à ajuster

❑ L'internationalisation des marchés se poursuit

- ❖ Les échanges mondiaux de produits agroalimentaires ont triplé en 20 ans
- ❖ L'UE-27 est en seconde position derrière le Brésil en balance agroalimentaire (+40 milliards d'euros en 2020)
- ❖ La Chine a joué un rôle central dans la dynamique récente des exportations européennes
- ❖ Les productions végétales occupent une place centrale dans les échanges agroalimentaires (>70%)
- ❖ Nos concurrents du *Mercosur* et de l'Océanie sont accaparés par la demande asiatique

❑ La concurrence intra-UE est sérieuse et croissante

- ❖ Une faible dynamique démographique qui pèse sur l'évolution de la consommation globale
- ❖ Une montée en puissance productive de quelques pays : Espagne ; Pologne ; Pays-Bas ; Irlande
- ❖ Une relation nouvelle avec le Royaume-Uni (troisième client de la France en produits agroalimentaires)
- ❖ Des écarts importants, entre Etats membres, en termes de coût du travail
- ❖ Des normes sociales, fiscales, environnementales parfois distinctes (rôle des futurs PSN)

Des défis à relever pour les coopératives et leurs adhérents

□ Développer les exportations vers les marchés en croissance

- ❖ Jouer sur l'excellente réputation française en Asie et sur la bonne maîtrise du fait sanitaire
- ❖ Produire des biens adaptés aux attentes des clients et non pas exporter ce que nous apprécions
- ❖ Ne pas sous-estimer l'importance des investissements en logistique dans l'efficacité à l'export
- ❖ Imaginer, parfois, des stratégies collectives pour conquérir des marchés à l'export
- ❖ Identifier de nouveaux clients potentiels (hors UE) pour les 30 prochaines années

□ Limiter les importations de « produits alimentaires de masse »

- ❖ Maîtriser au mieux les coûts de production sur les « produits standards » (massification ; *investissements*)
- ❖ Inciter à la consommation de produits locaux/nationaux dans la RHD (Loi EGALIM)
- ❖ Renforcer l'information sur les produits alimentaires auprès des consommateurs (étiquetage)

□ La « montée en gamme » : une belle idée, mais parfois peu concrète

- ❖ Un besoin d'une meilleure définition de cette notion : De quoi parle-t-on ? Quels produits ? Quels volumes ?
- ❖ Dans certaines filières agroalimentaires, les produits dits « de qualité » s'exportent peu
- ❖ Le consentement à payer des consommateurs pour les efforts environnementaux est-il avéré ?



Partie 2 : L'hétérogénéité des performances économiques dans les exploitations

Quelles évolutions à long terme ?
Comment la mesurer ?
Quelles implications ?

Quelques publications récentes : les revenus en agriculture



[PDF]



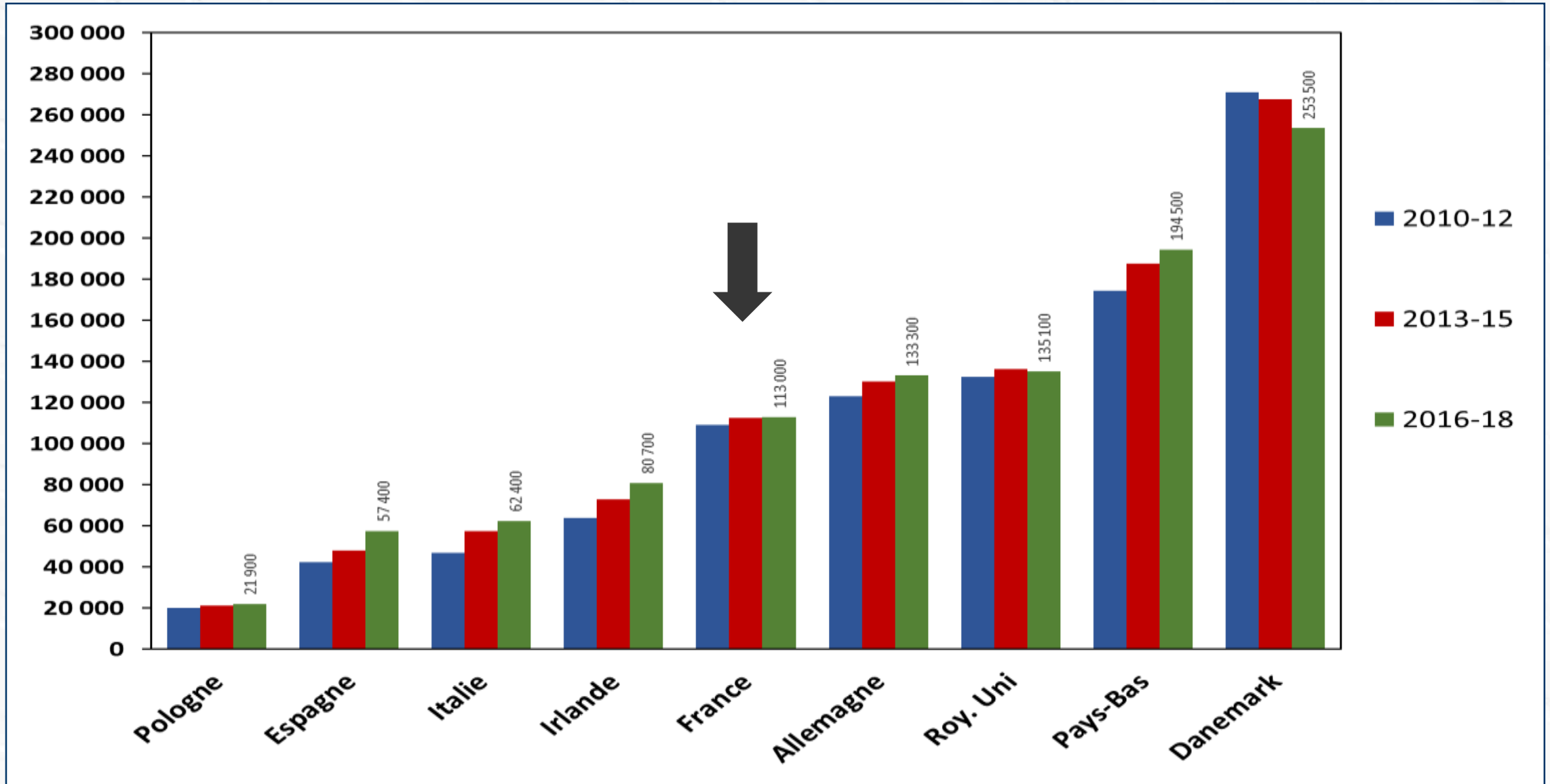
[PDF]



[PDF]

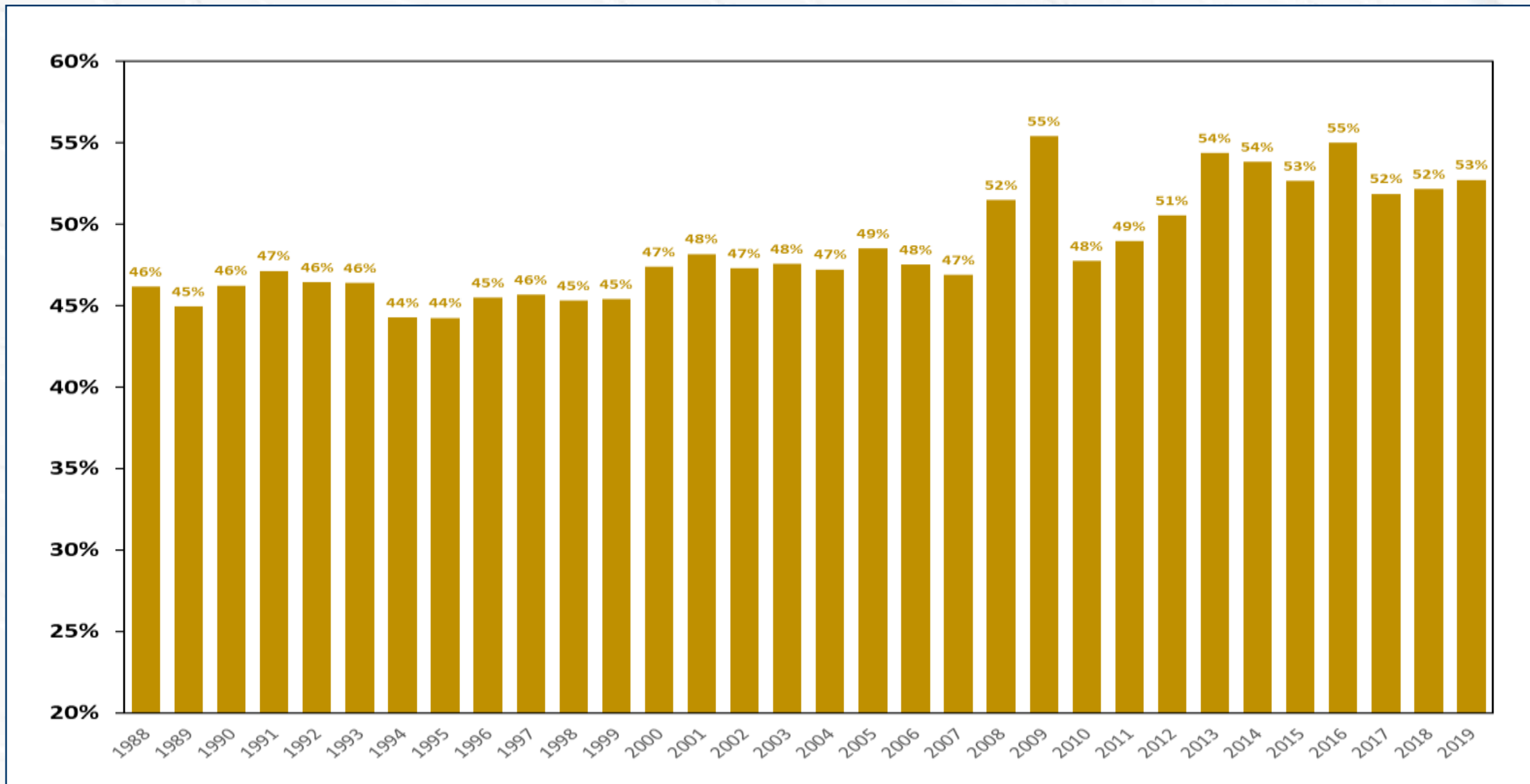
Production agricole (avec aides directes) par UTA (euros courants par an)

- Période 2010-2018, toutes OTEX, à l'échelle de plusieurs Etats membres de l'UE -



Consommations intermédiaires / Production agricole* (%)

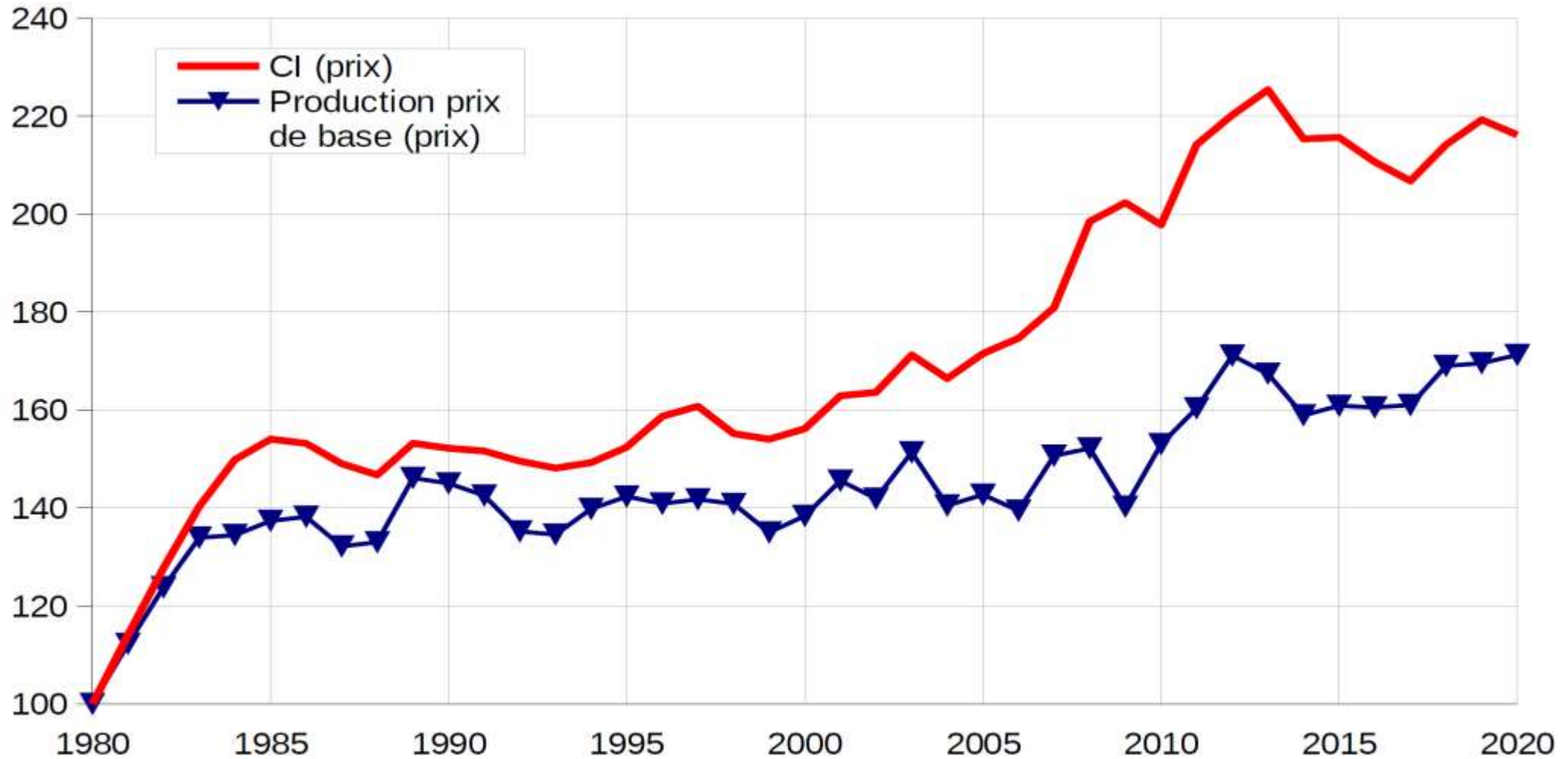
- Période 1988-2019, toutes OTEX, à l'échelle de la France -



(*) Production agricole avec aides directes

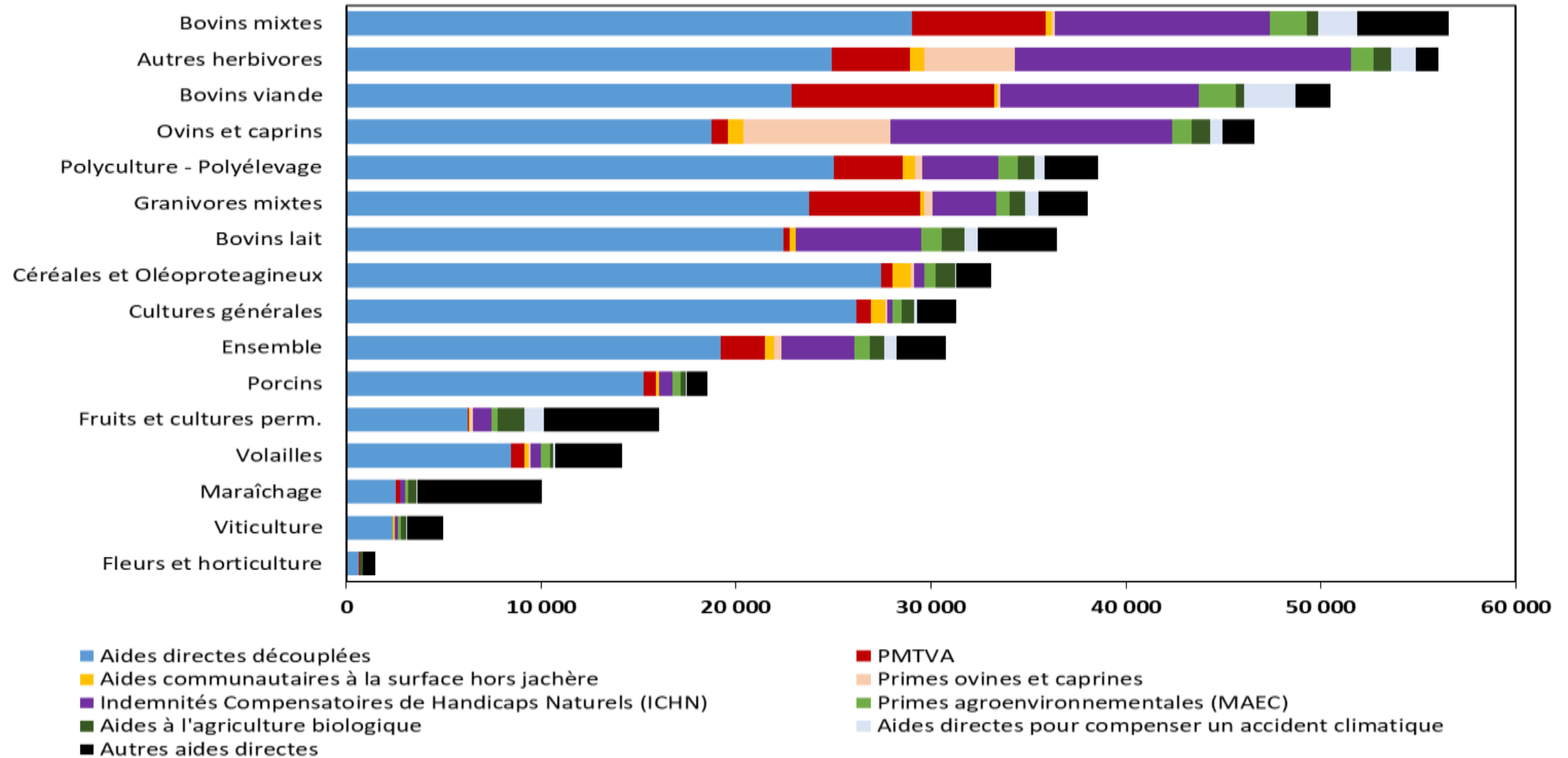
DGAGRI - RICA France / Traitement INRAE, SMART-LERECO

Prix de la production agricole (prix de base) et des consommations intermédiaires



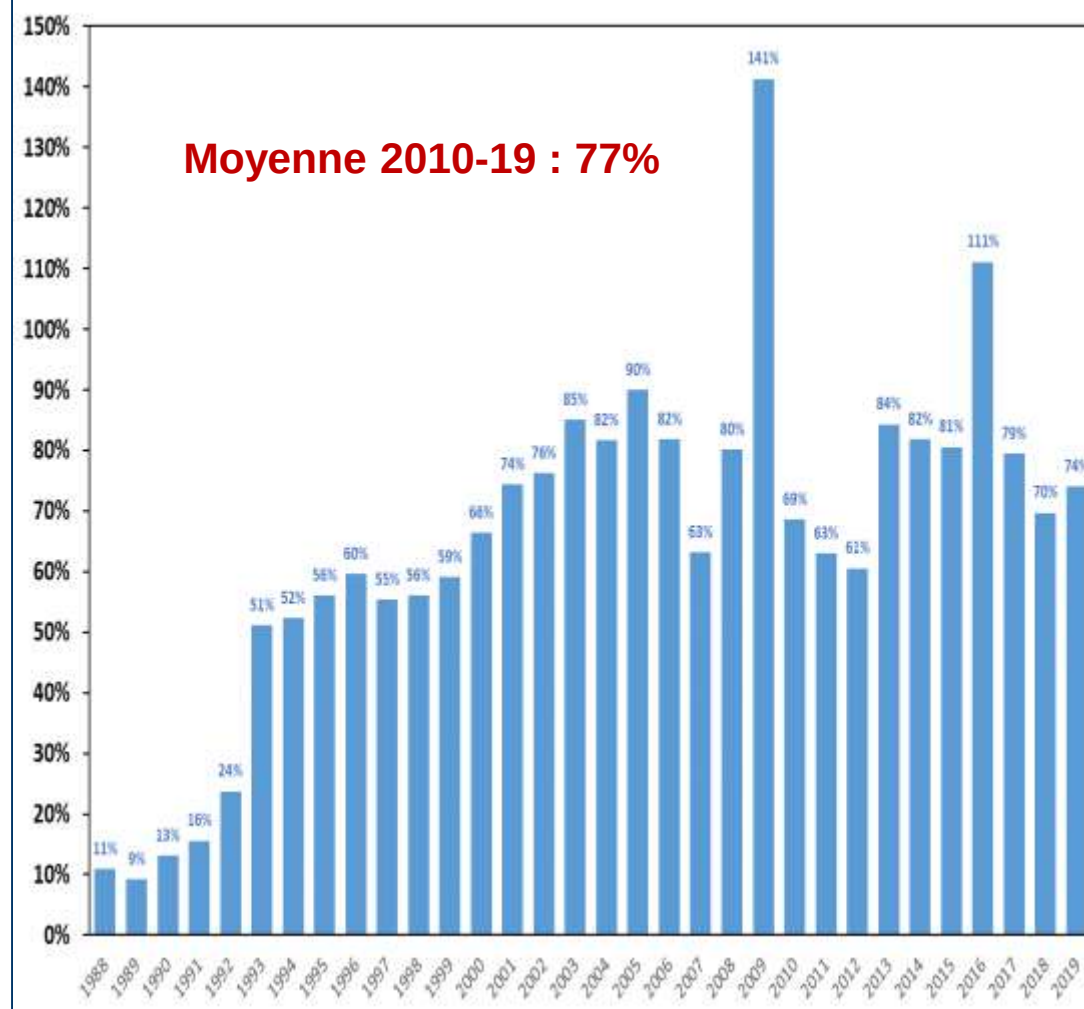
Aides directes par exploitation agricole en France (euros)

- En 2019, selon les OTEX et les types d'aides directes -

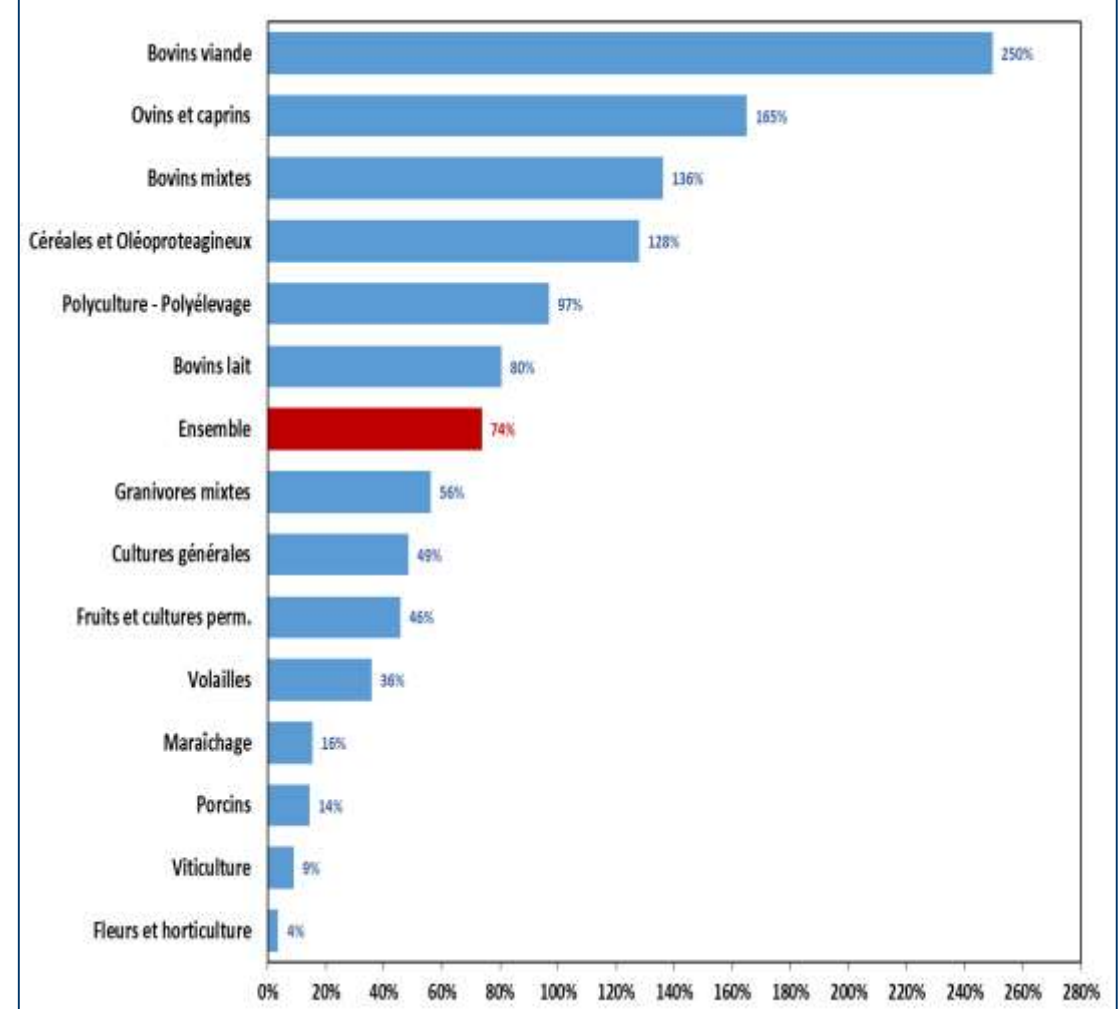


Aides directes / Résultat courant avant impôt (RCAI) (% , France)

Toutes OTEX entre 1988 et 2019

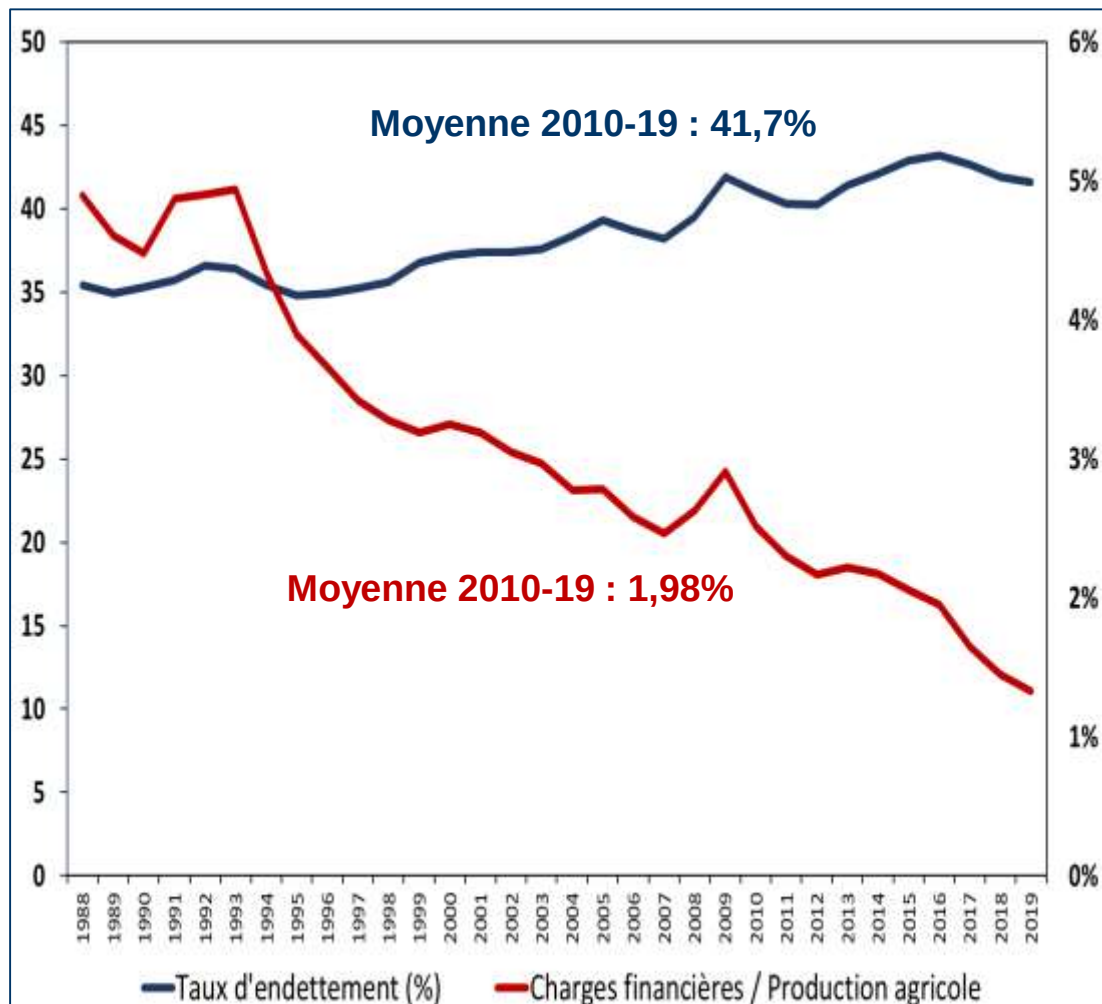


Selon les OTEX en 2019

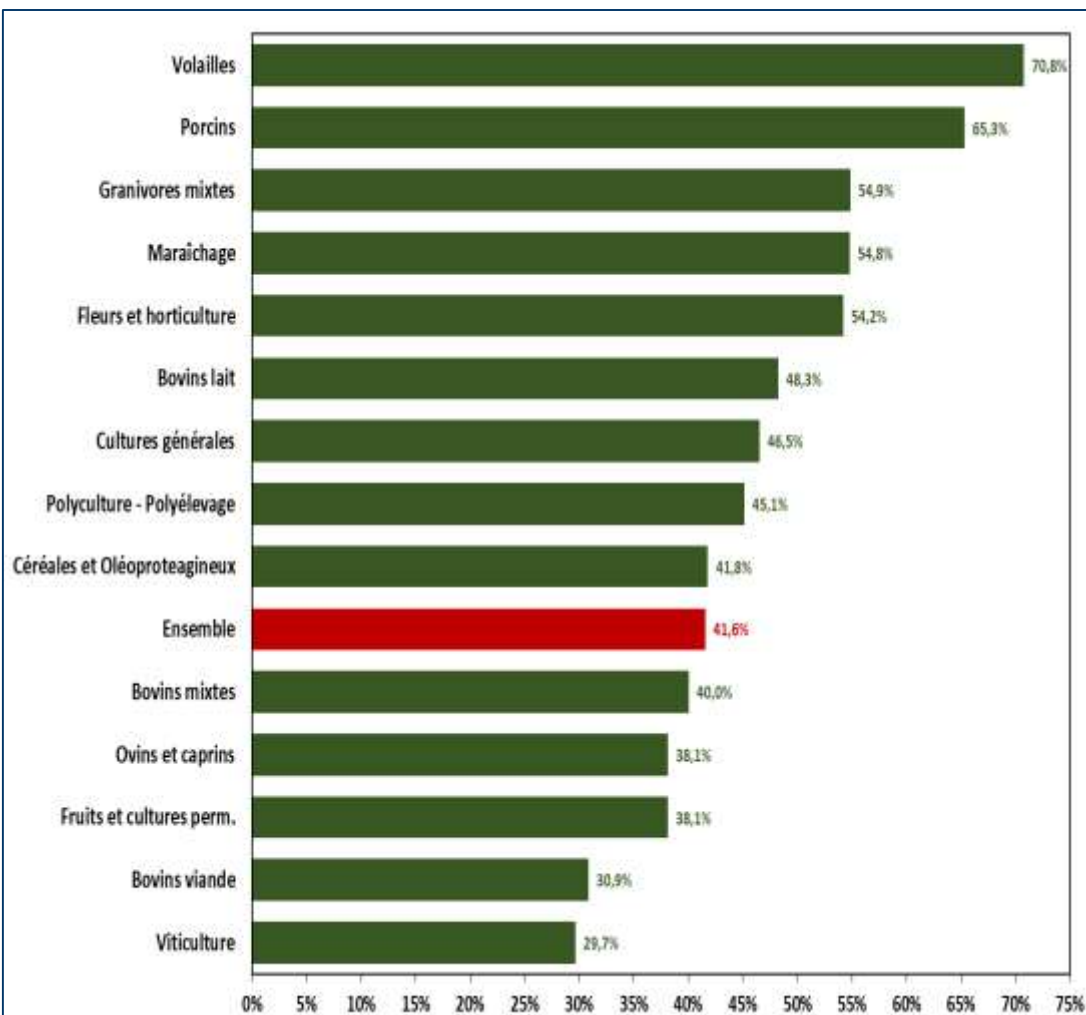


Taux d'endettement dans les exploitations agricoles (%, France)

Toutes OTEX entre 1988 et 2019

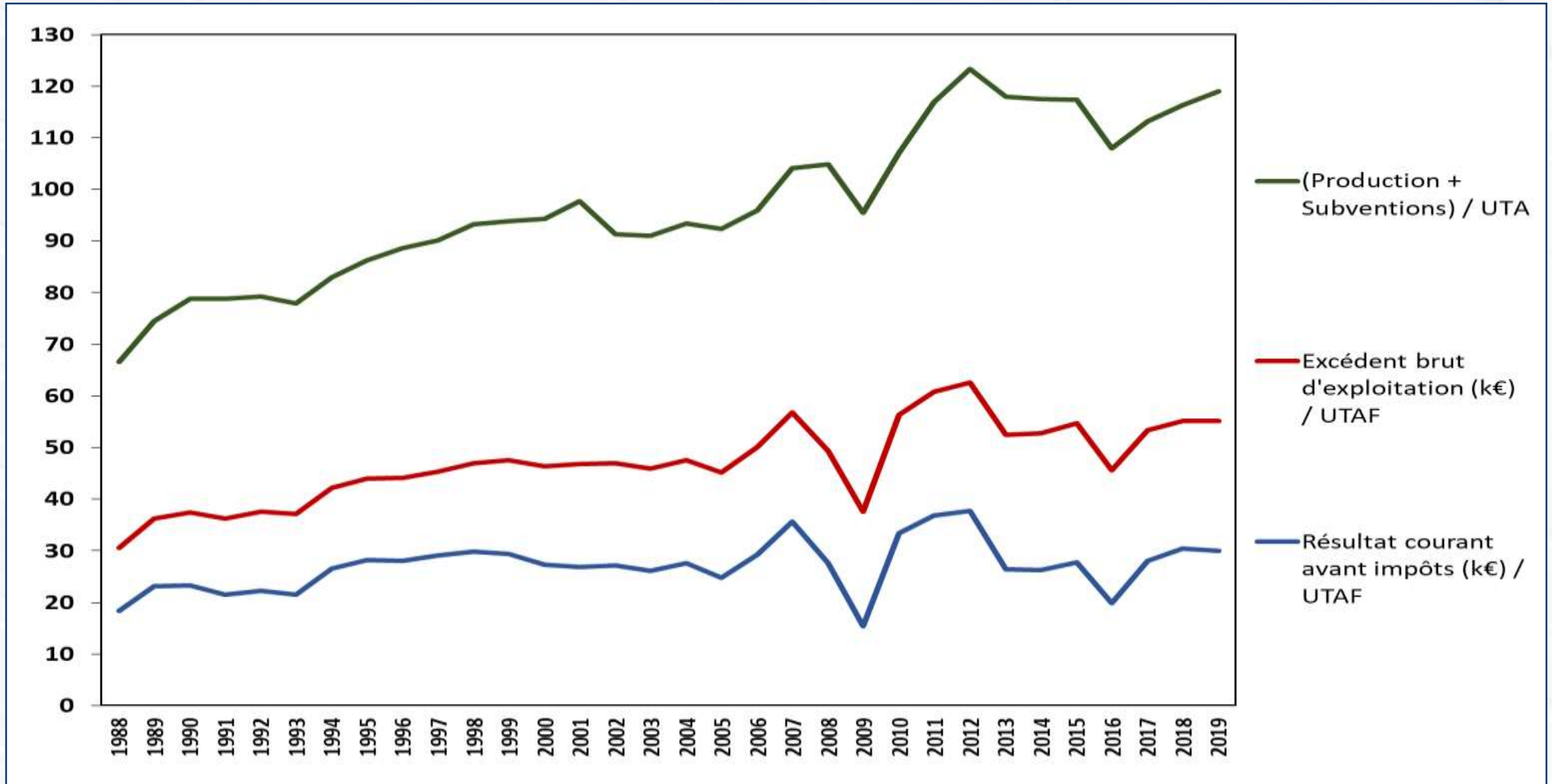


Selon les OTEX en 2019



Production agricole* / UTA, EBE / UTANS** et RCAI / UTANS

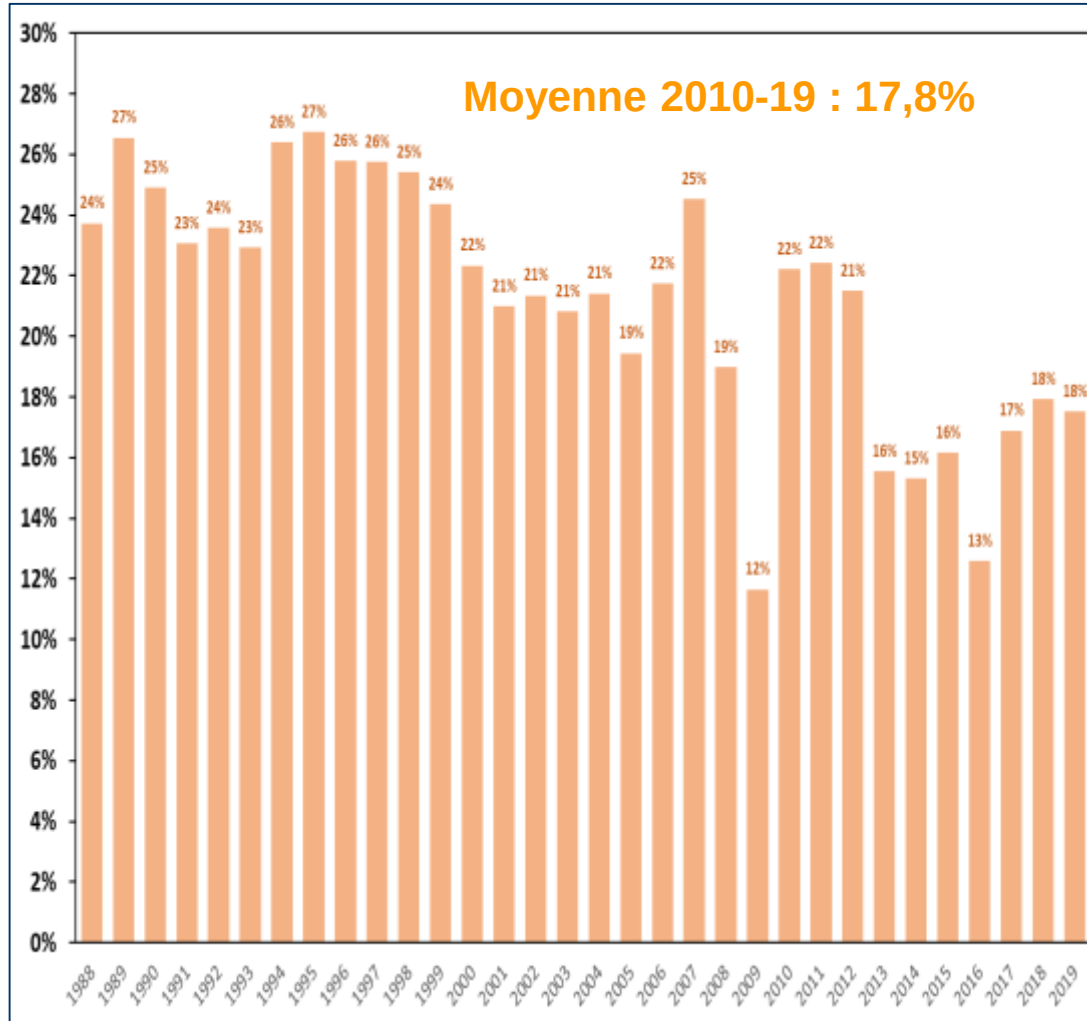
(Période 1988-2019, euros constants 2019, toutes OTEX)



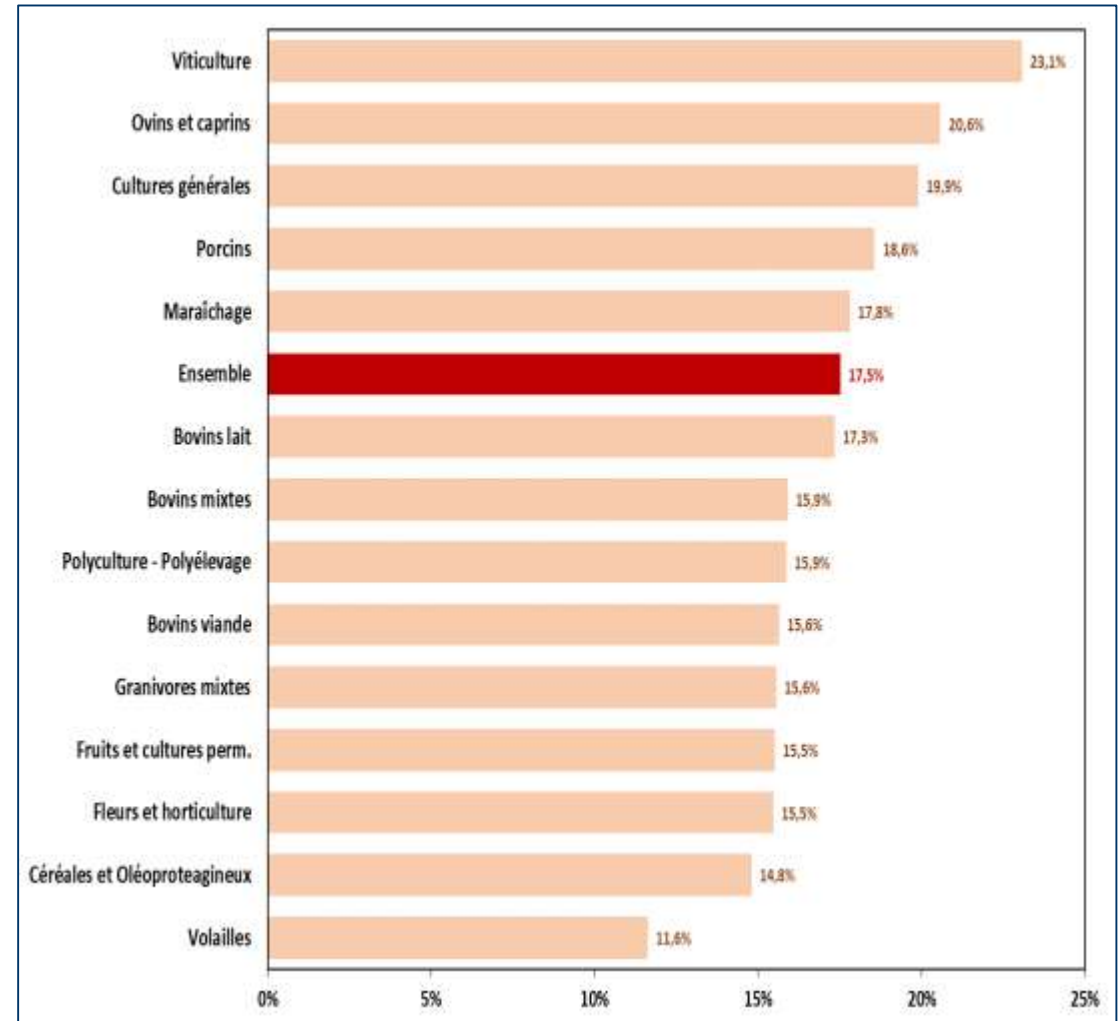
(*) Production agricole avec aides directes ; ** Unité de travail agricole non salariée ; *** Résultat Courant Avant Impôt

Résultat courant avant impôt / Production agricole* (%, France)

Toutes OTEX entre 1988 et 2019

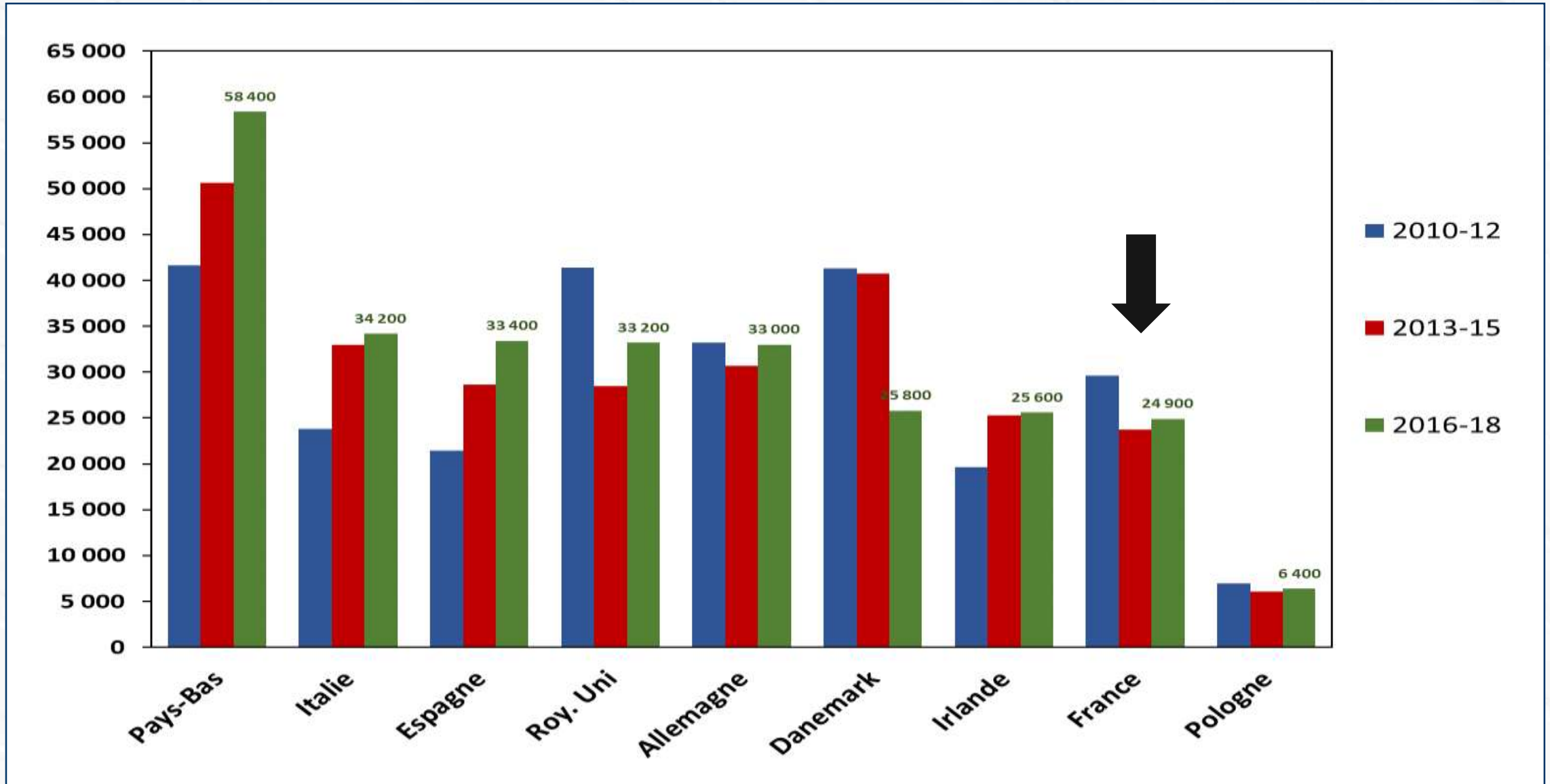


Selon les OTEX en 2019



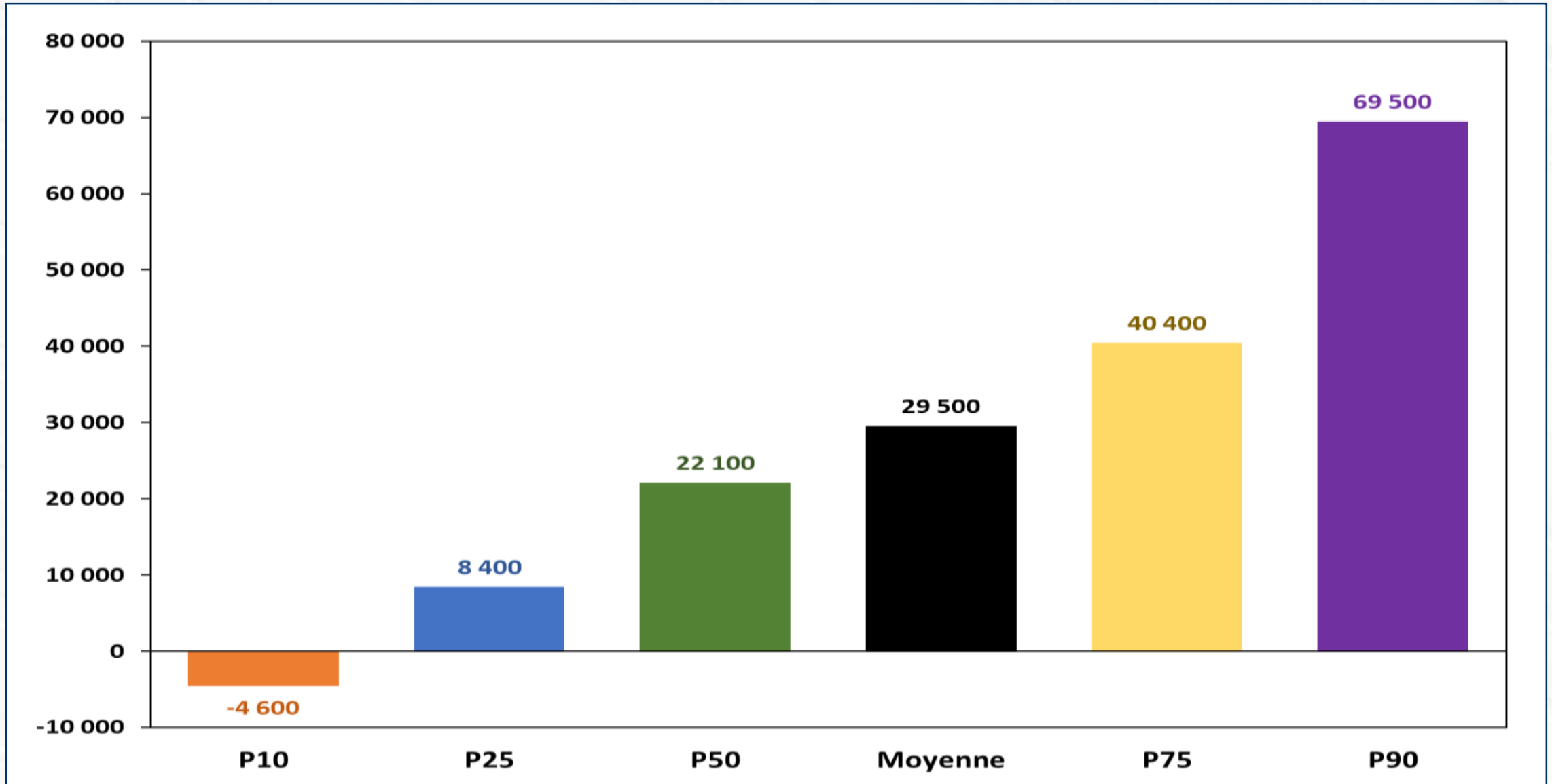
Résultat Courant Avant Impôt par UTA non salariée (euros courants)

- Période 2010-2018, toutes OTEX, à l'échelle de plusieurs Etats membres de l'UE -



La dispersion du RCAI* par UTA non salariée (euros constants de 2019)

(Valeur moyenne sur la période 2010-2019, toutes OTEX, à l'échelle de la France)

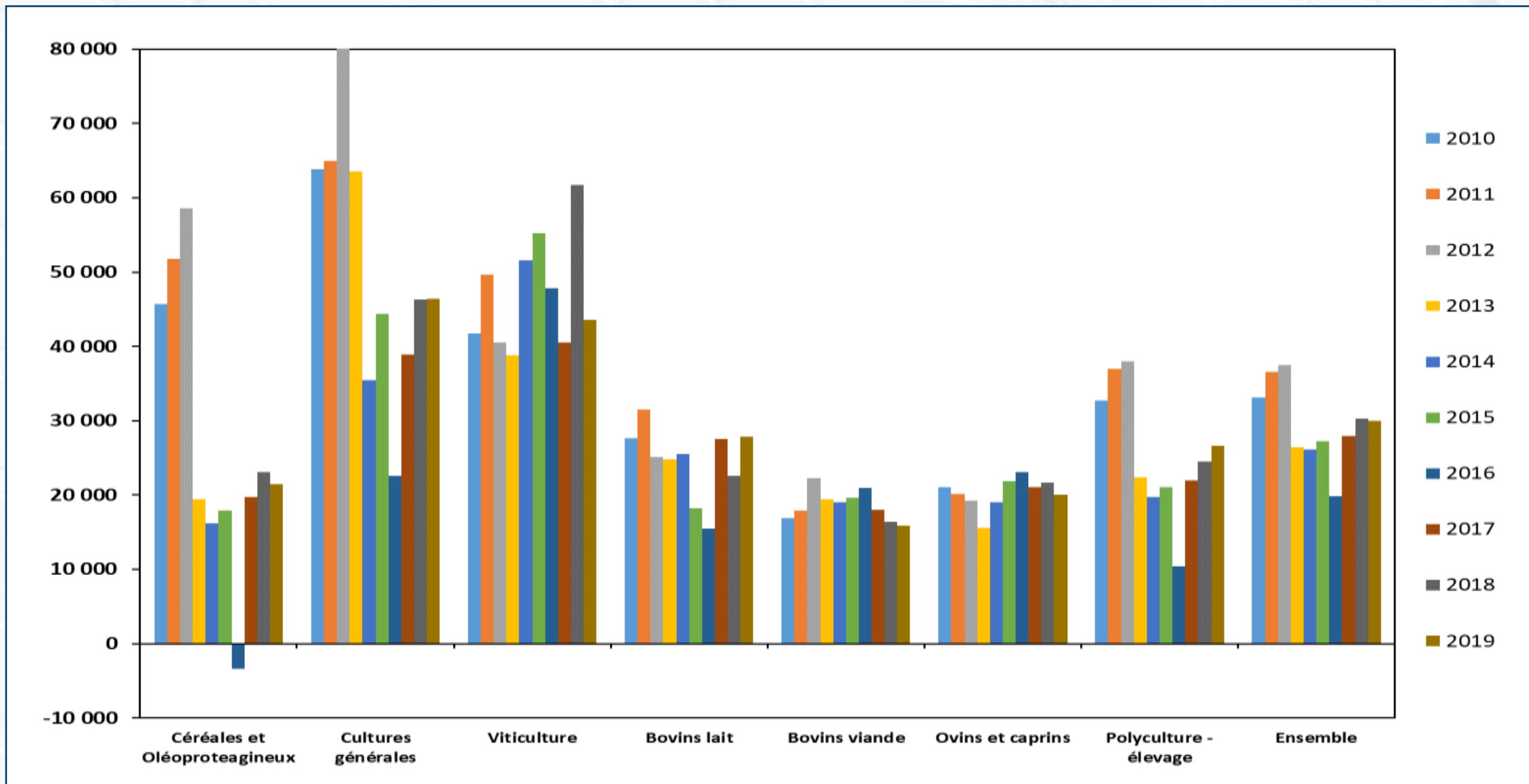


(*) Résultat Courant Avant Impôt

RICA France / Traitement INRAE, SMART-LERECO

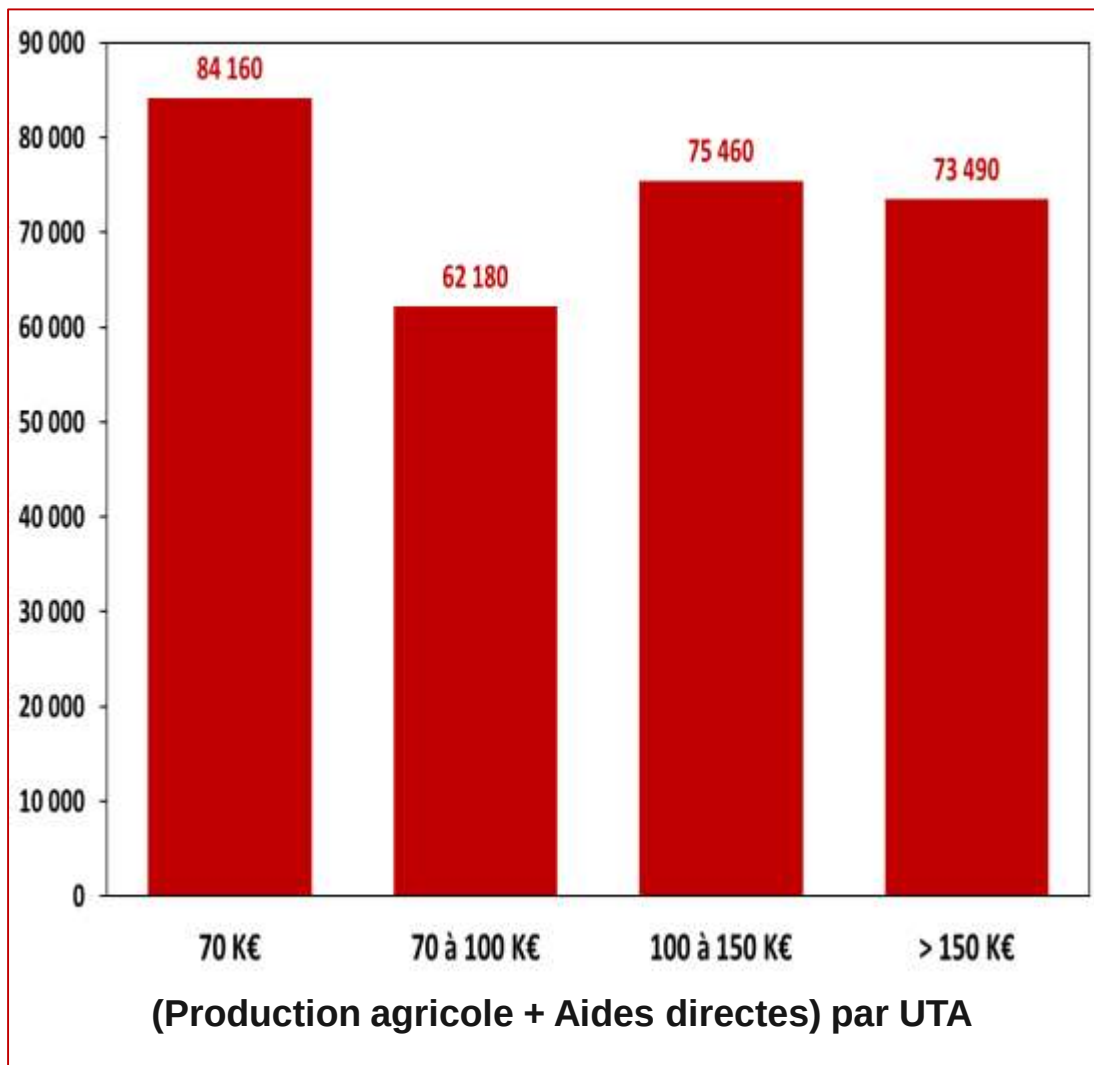
Résultat Courant Avant Impôt par UTA non salariée

(Période 2010-2019, euros constants 2019, selon les OTEX)

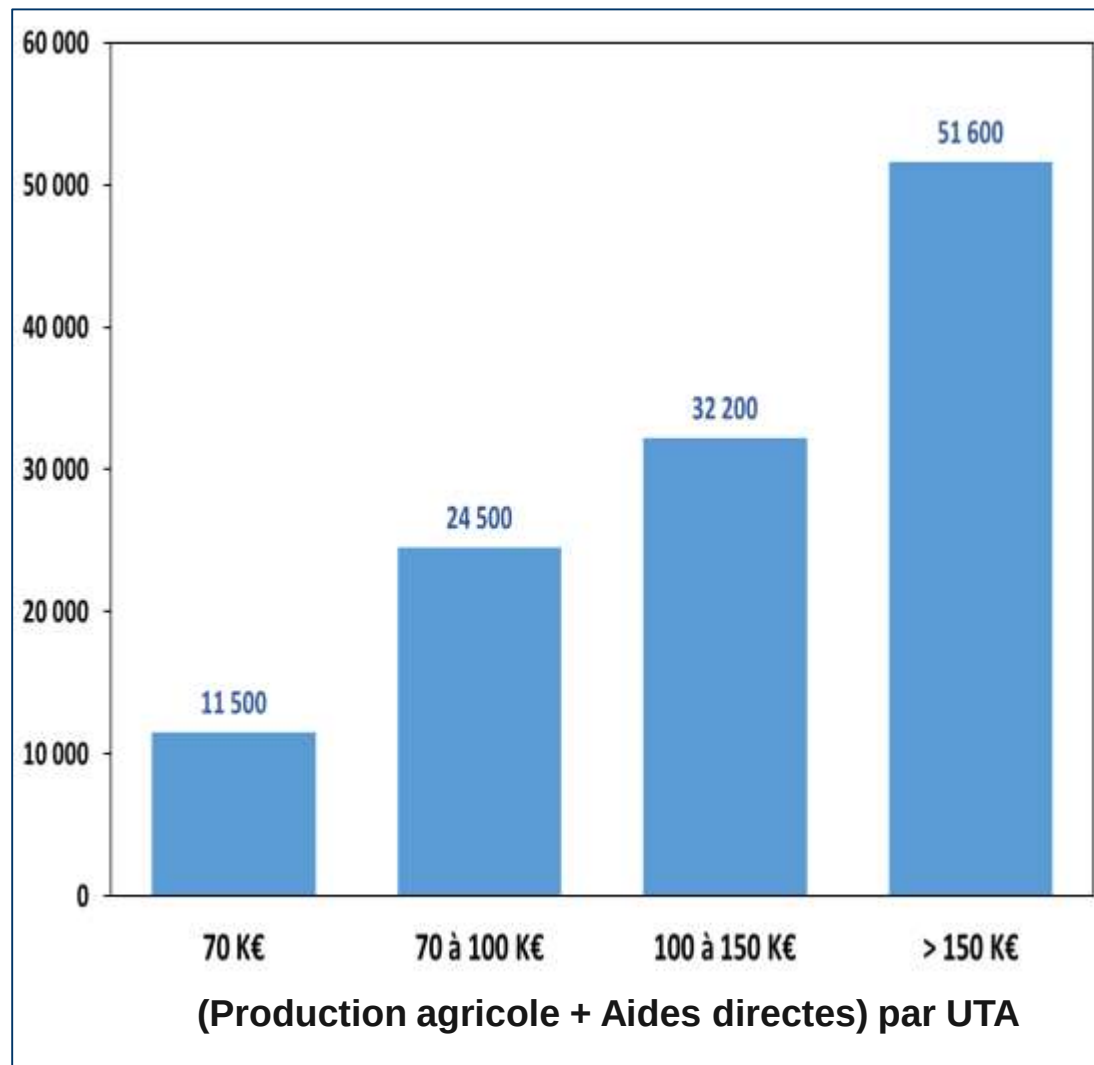


La productivité du travail : (production agricole + aides directes) / UTA

Nombre d'exploitations agricoles
(moyenne annuelle sur 10 ans de la période 2010-19)

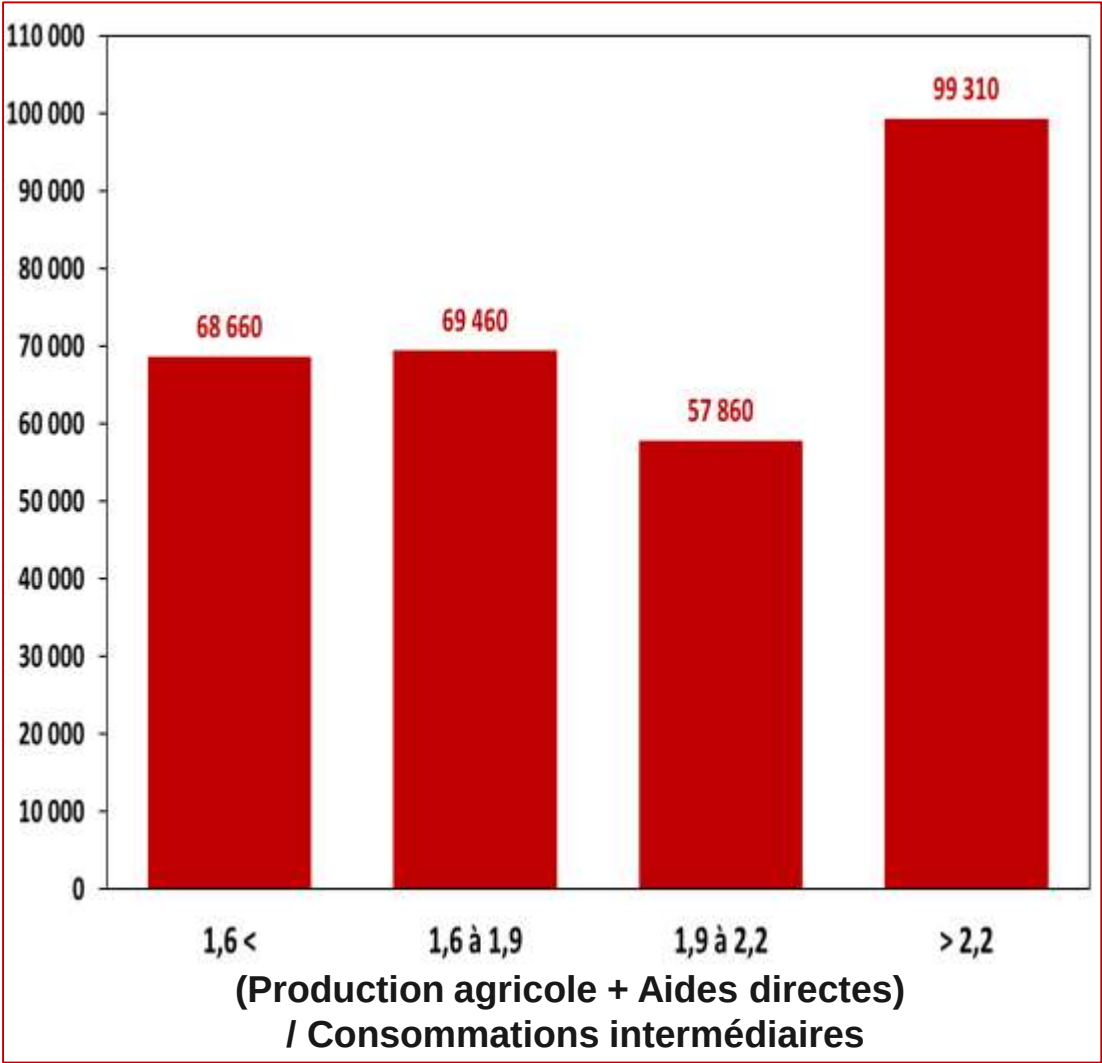


RCAI par UTA non salariée (euros constants 2019)
(moyenne annuelle sur 10 ans de la période 2010-19)

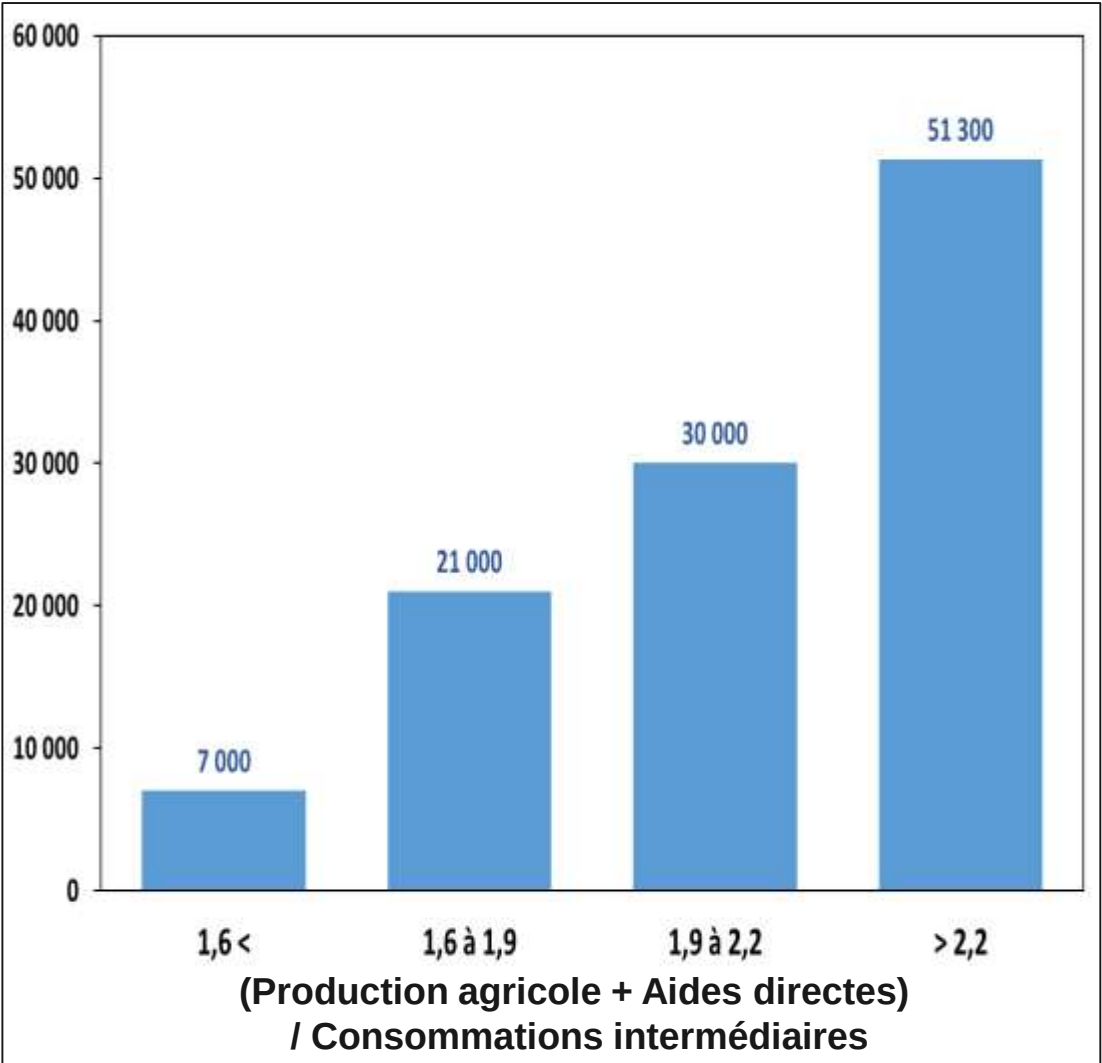


L'efficience productive : (Production + aides) / Consommations intermédiaires

Nombre d'exploitations agricoles
(moyenne annuelle sur 10 ans de la période 2010-19)

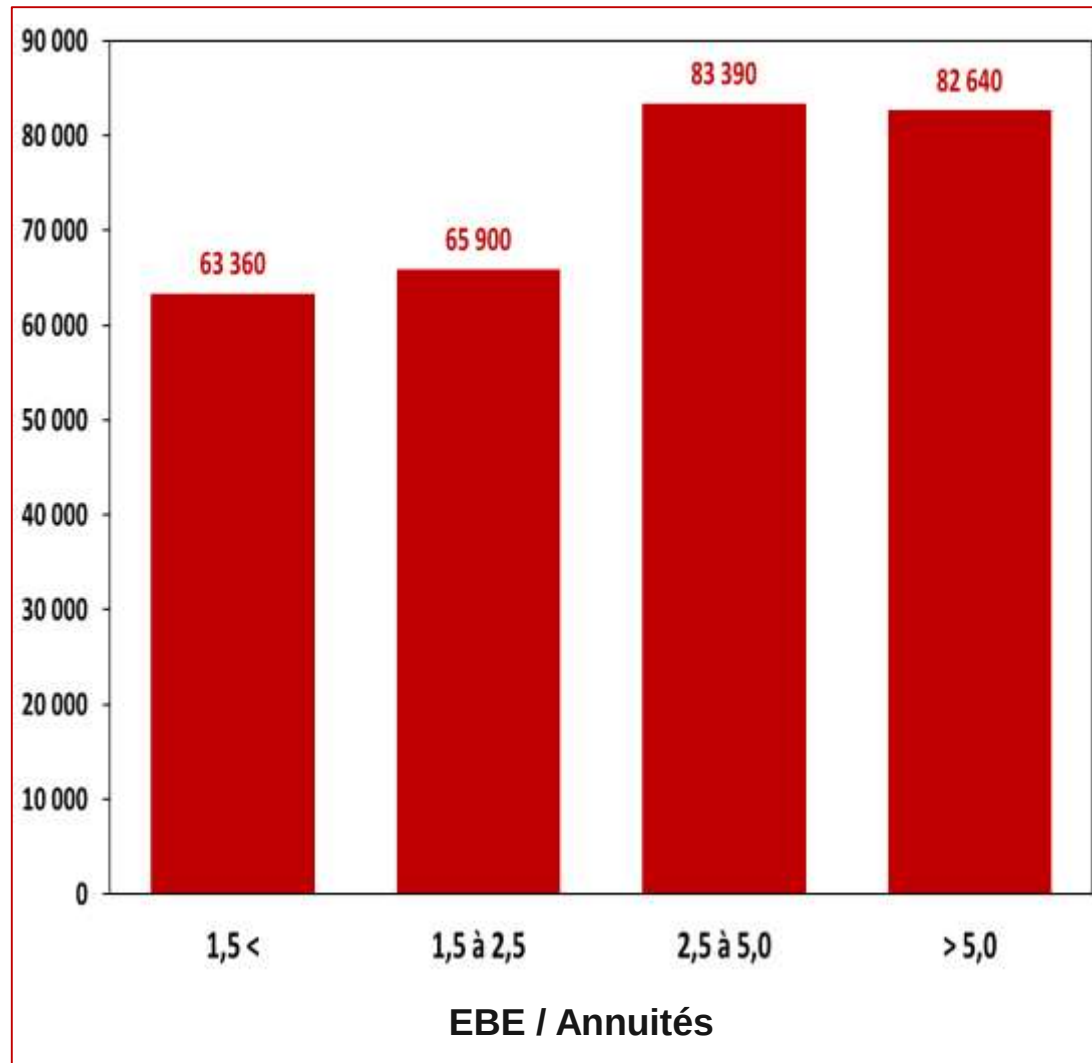


RCAI par UTA non salariée (euros constants 2019)
(moyenne annuelle sur 10 ans de la période 2010-19)

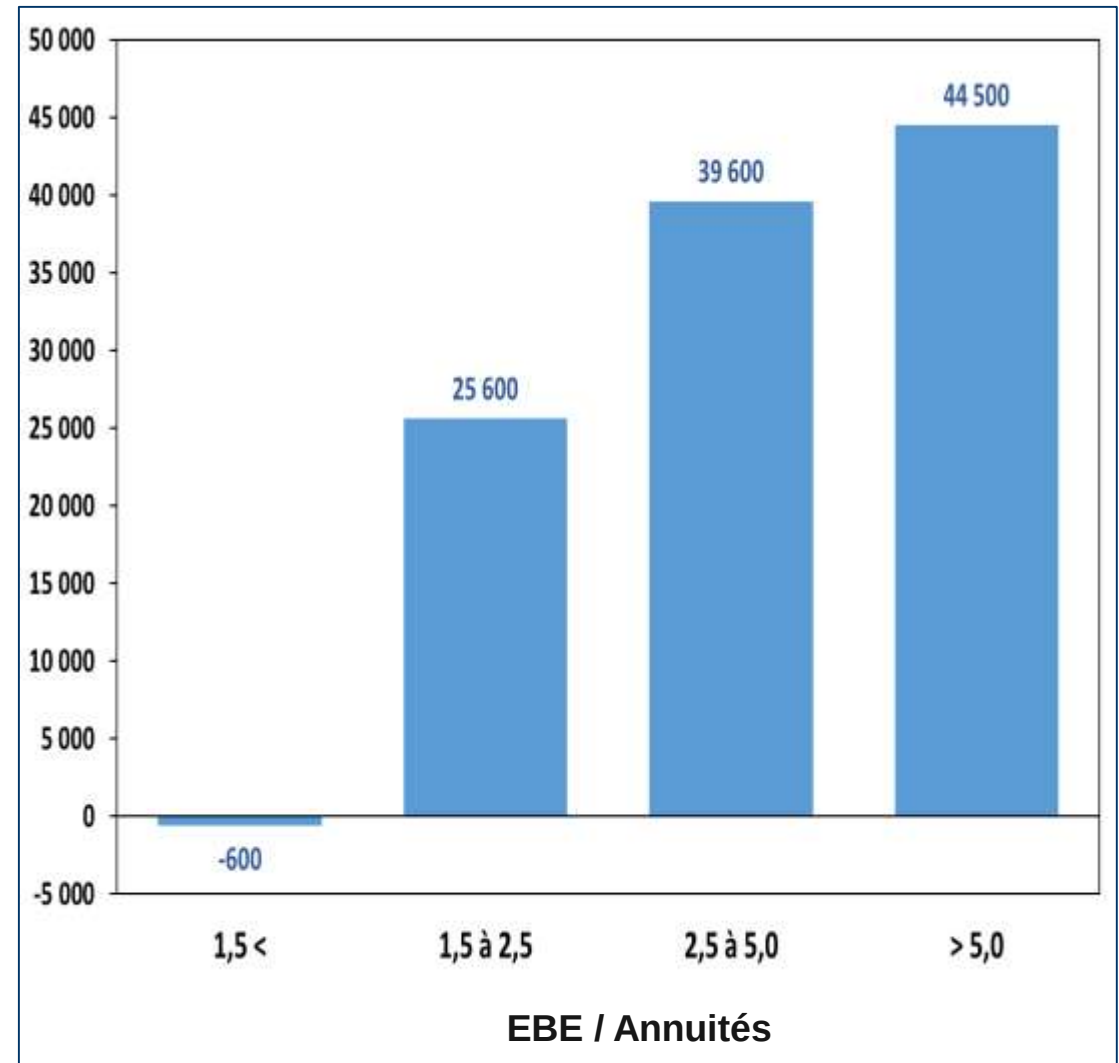


La capacité à faire face à la dette : EBE / Annuités

Nombre d'exploitations agricoles
(moyenne annuelle sur 10 ans de la période 2010-19)



RCAI par UTA non salariée (euros constants 2019)
(moyenne annuelle sur 10 ans de la période 2010-19)



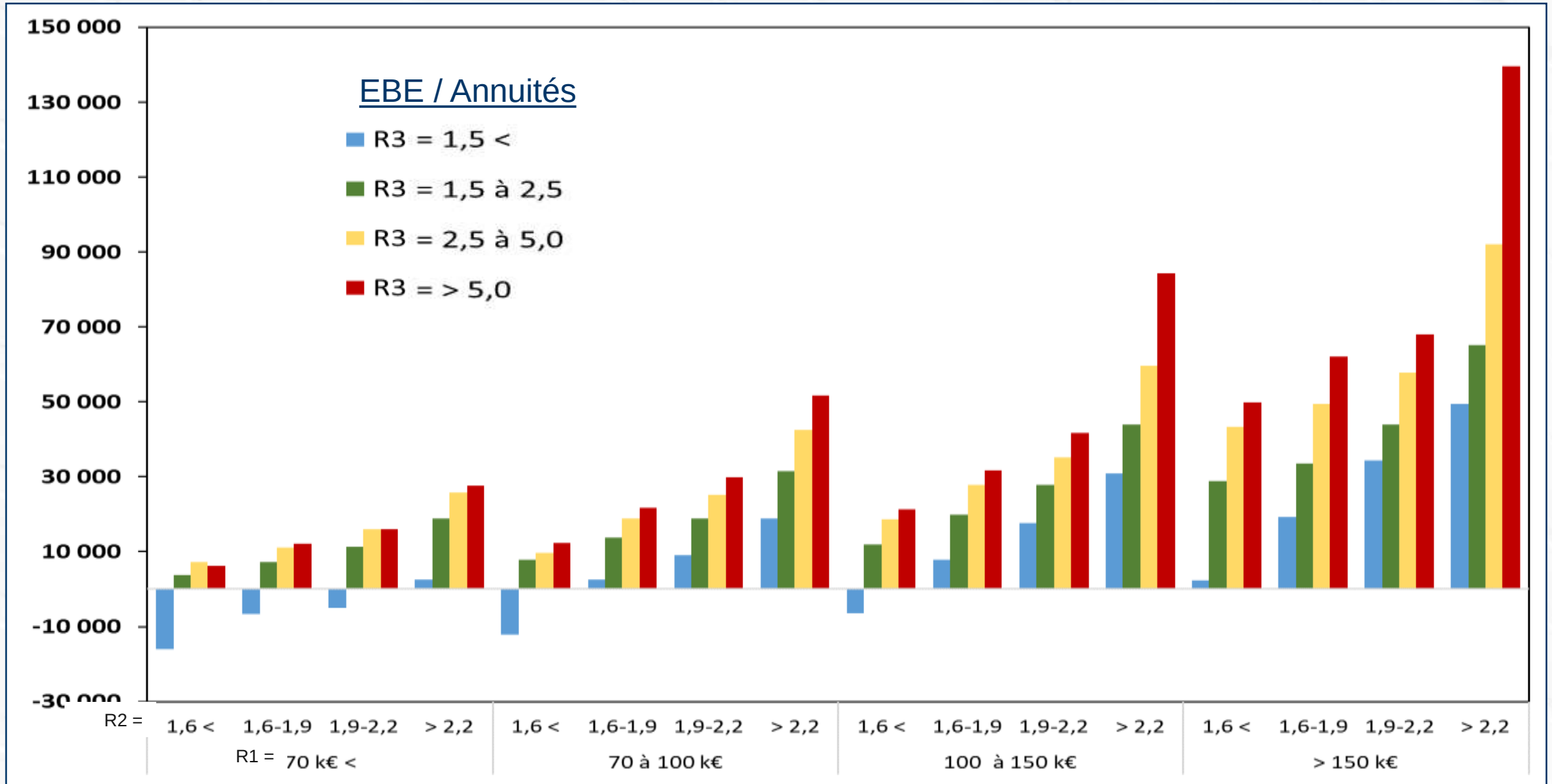
Le nombre d'exploitations agricoles selon la grille typologique

- Moyenne sur dix ans (2010-19), toutes OTEX, à l'échelle de la France

R1 = Production agricole / UTA	R2 = Production agricole / CI	R3 = EBE / Annuités			
		1,5 <	1,5 à 2,5	2,5 à 5,0	> 5,0
70 k€ <	1,6 <	12 750	1 800	1 380	3 580
	1,6 à 1,9	4 190	2 870	3 630	5 170
	1,9 à 2,2	2 460	2 670	3 510	5 410
	> 2,2	2 930	4 050	8 920	18 840
70 à 100 k€	1,6 <	5 710	1 970	1 480	2 210
	1,6 à 1,9	2 870	4 010	4 080	3 310
	1,9 à 2,2	1 450	3 050	4 550	3 820
	> 2,2	1 140	3 710	8 320	10 490
100 à 150 k€	1,6 <	7 860	4 010	2 530	1 450
	1,6 à 1,9	4 460	7 430	6 430	2 760
	1,9 à 2,2	1 850	4 780	6 500	3 520
	> 2,2	1 060	3 960	8 370	8 500
> 150 k€	1,6 <	8 480	6 920	4 680	1 850
	1,6 à 1,9	3 810	7 090	5 310	2 050
	1,9 à 2,2	1 570	4 580	5 600	2 540
	> 2,2	770	2 990	8 110	7 140

Le RCAI par UTA non salariée selon la grille typologique

- Moyenne sur dix ans (2010-19), toutes OTEX à l'échelle de la France



La valeur médiane des trois indicateurs économiques en 2019

- Selon les OTEX, à l'échelle de la France -

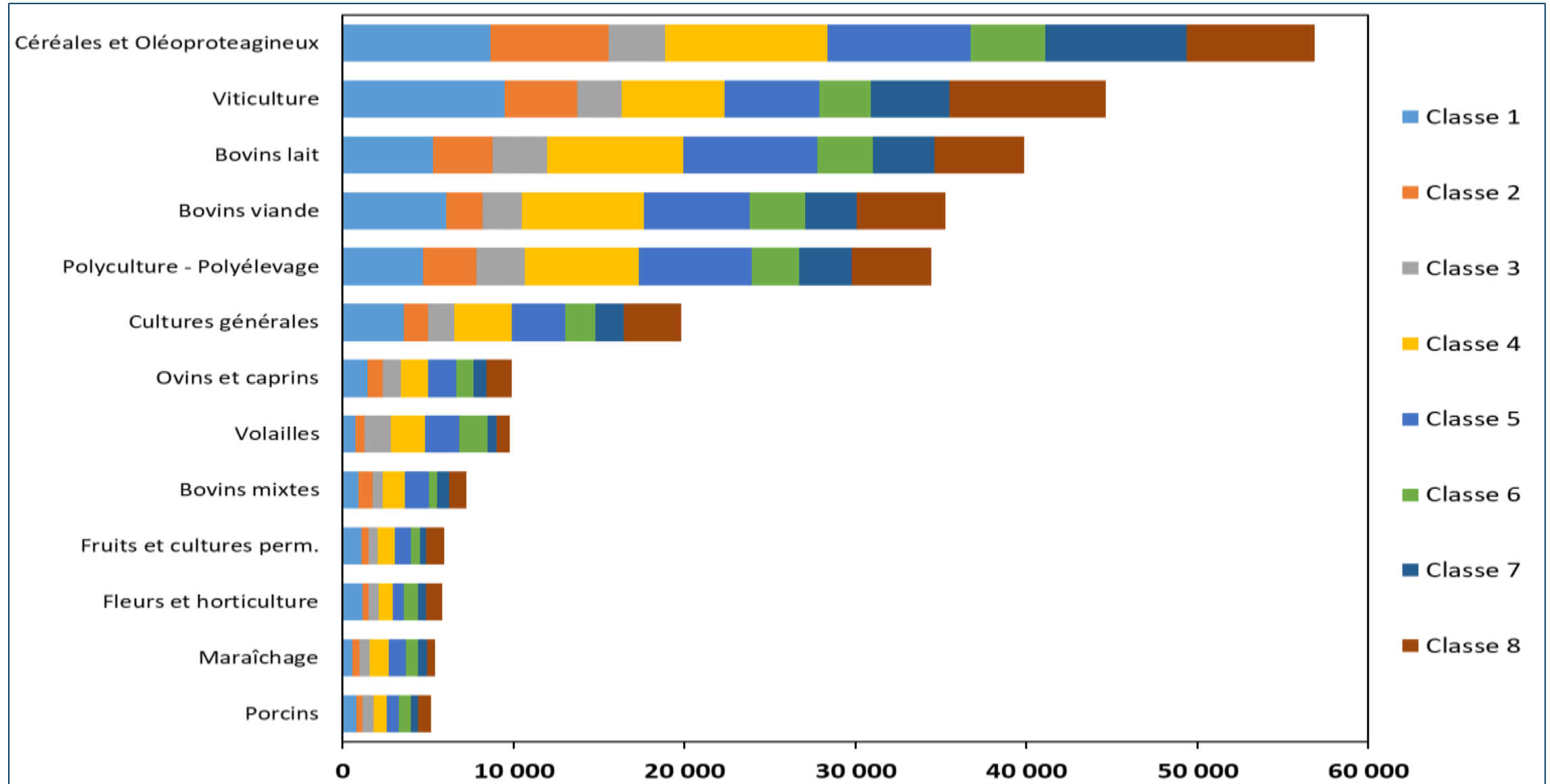
	Nombre d'exploitations	R1 = Production agricole / UTA	R2 = Production agricole / Cons. intermédiaires	R3 = EBE / Annuités
1500 - Céréales et oléo-protéagineux	56 900	117 600	1,80	2,67
1600 - Cultures générales	19 800	146 400	1,94	2,75
2800 - Maraîchage	5 400	62 700	2,18	5,48
2900 - Fleurs et horticulture diverses	5 800	61 700	1,83	5,03
3500 - Viticulture	44 600	79 200	2,63	4,18
3900 - Fruits, cultures permanentes	5 900	49 400	2,31	3,50
4500 - Bovins lait	39 800	135 100	1,80	2,53
4600 - Bovins viande	35 200	89 800	1,97	2,40
4700 - Bovins mixtes	7 200	120 000	1,76	2,44
4813 - Ovins et caprins	9 900	78 400	1,97	3,09
4813 - Autres herbivores	1 300	95 600	2,06	1,82
5100 - Porcins	5 200	298 400	1,56	3,46
5200 - Volailles	9 800	182 000	1,50	2,20
5374 - Granivores mixtes	4 200	168 200	1,59	2,49
6184 - Polyculture et polyélevage	34 400	120 400	1,78	2,47
Ensemble (toutes OTEX)	285 600	106 400	1,89	2,76

Une typologie des performances économiques en 8 classes

- **Classe 1** : Faiblement productives (-), faiblement efficaces (-) et endettées (-)
- **Classe 2** : Faiblement productives (-), faiblement efficaces (-) et peu endettées (+)
- **Classe 3** : Faiblement productives (-), efficaces (+) et endettées (-)
- **Classe 4** : Faiblement productives (-), efficaces (+) et peu endettées (+)
- **Classe 5** : Productives (+), faiblement efficaces (-) et endettées (-)
- **Classe 6** : Productives (+), faiblement efficaces (-) et peu endettées (+)
- **Classe 7** : Productives (+), efficaces (+) et endettées (-)
- **Classe 8** : Productives (+), efficaces (+) et peu endettées (+)

Le nombre d'exploitations selon les 8 classes et les OTEX

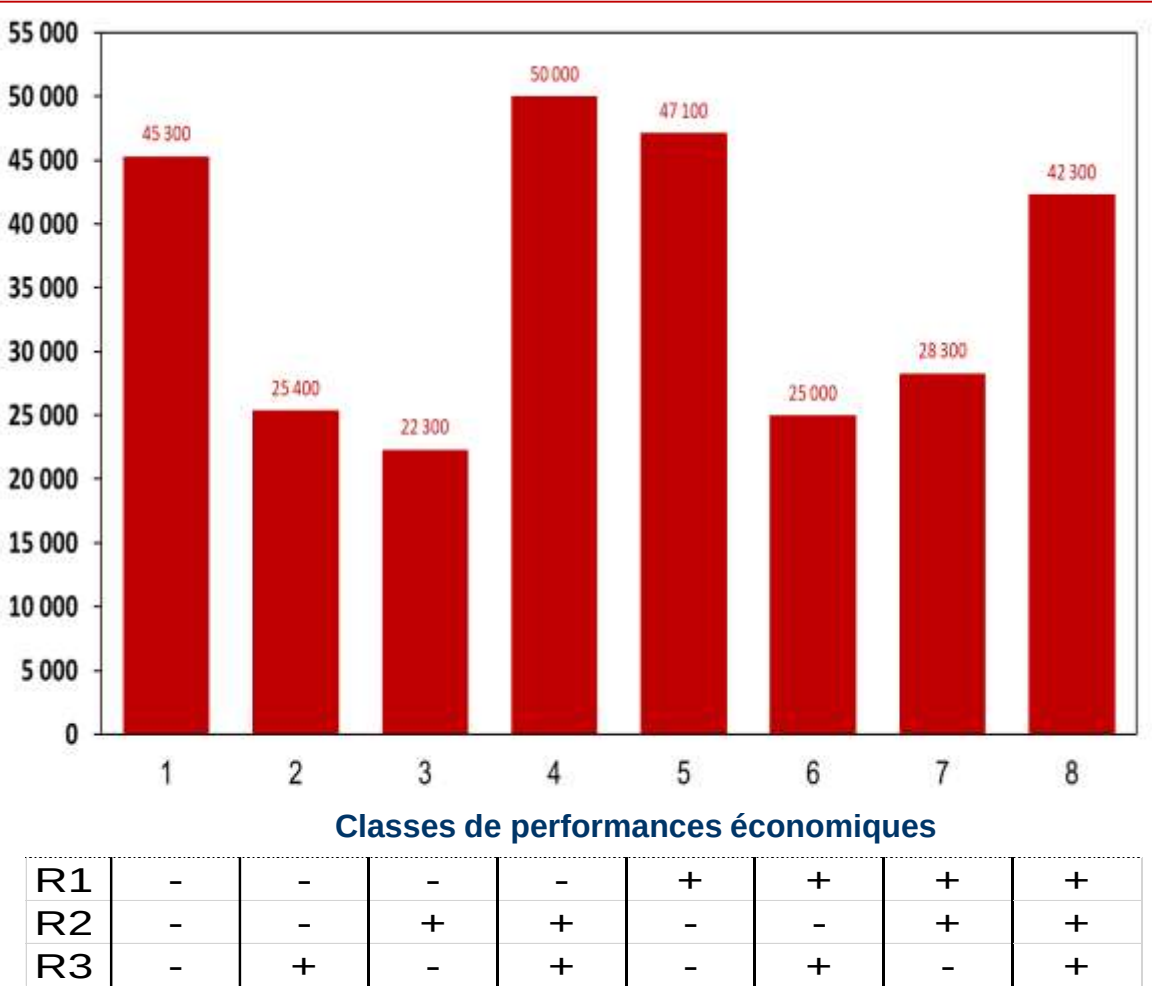
(2019, France)



Le nombre d'exploitations et le RCAI/UTANS selon les 8 classes

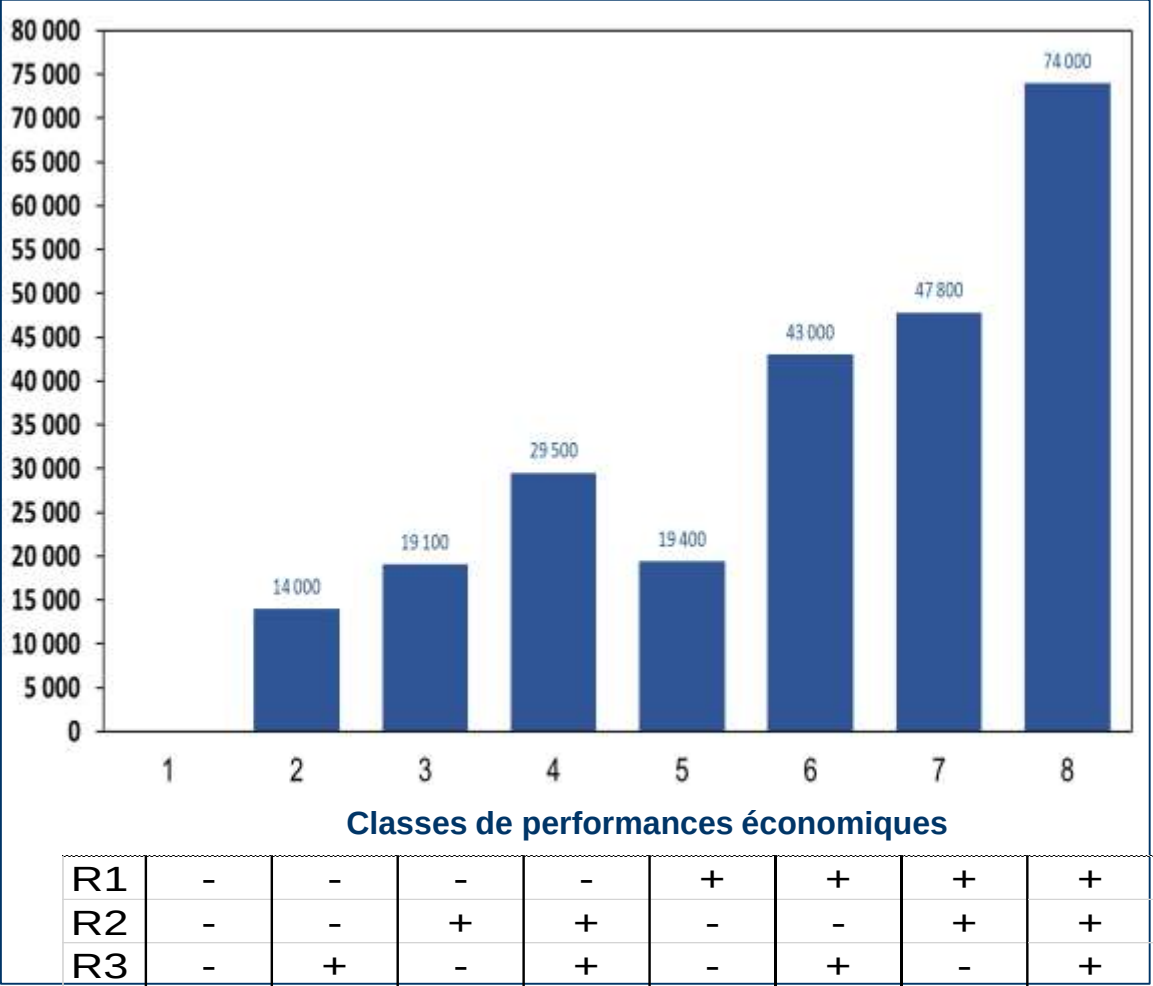
- Pour l'année 2019, toutes OTEX, à l'échelle de la France -

Nombre d'exploitations agricoles



R1 = Production agricole (avec aides) / UTA
R2 = Production agricoles (avec aides) / Consommations intermédiaires
R3 = EBE / Annuités

RCAI par UTA non salariée



Les conditions de la réussite dans les exploitations :

Quels rôles pour les coopératives ?

- ☐ Une installation dans des conditions favorables (financement, transition...)
- ☐ Un collectif de travail cohérent et soudé autour d'un projet partagé
- ☐ Une productivité du travail calée sur les investissements réalisés
- ☐ Une sécurisation des débouchés à long terme (contractualisation, partenariat)
- ☐ Une anticipation des facteurs de risque (assurance, volatilité et fiscalité)
- ☐ Des investissements centrés sur la création de valeur
- ☐ Un sens de l'opportunisme et/ou une capacité à se réorienter
- ☐ Une bonne maîtrise des techniques de production (efficacité des intrants)

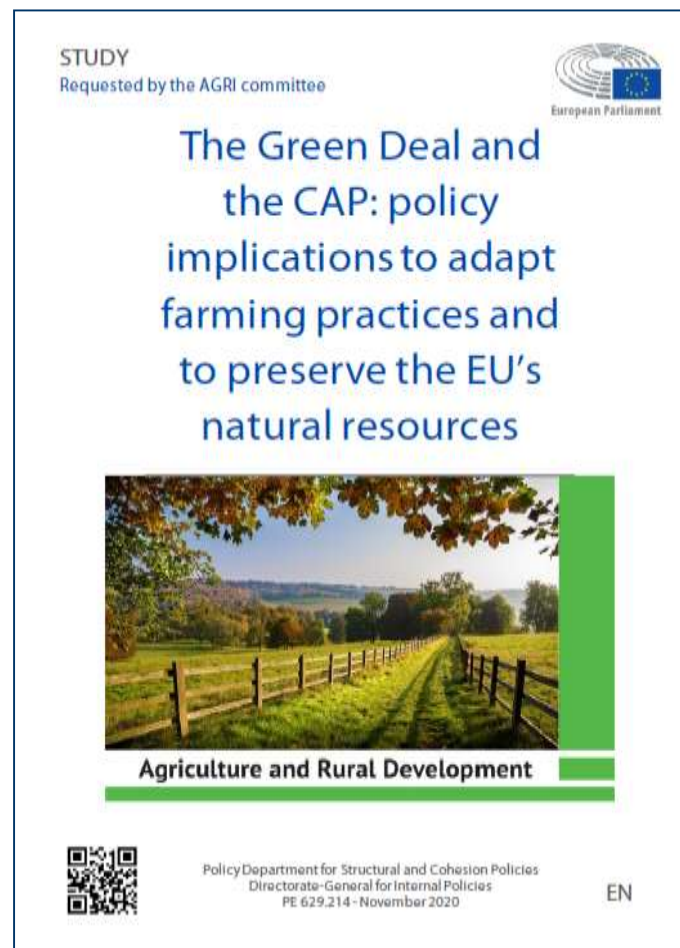
Partie 3 : Le défi générationnel, la diversité des attentes et la future PAC

Faire mieux avec toujours moins d'actifs ?
La coexistence d'attentes et de modèles variés
La PAC ne pourra pas tout !

Quelques publications récentes : la PAC



[\[Lien vers l'ouvrage\]](#)



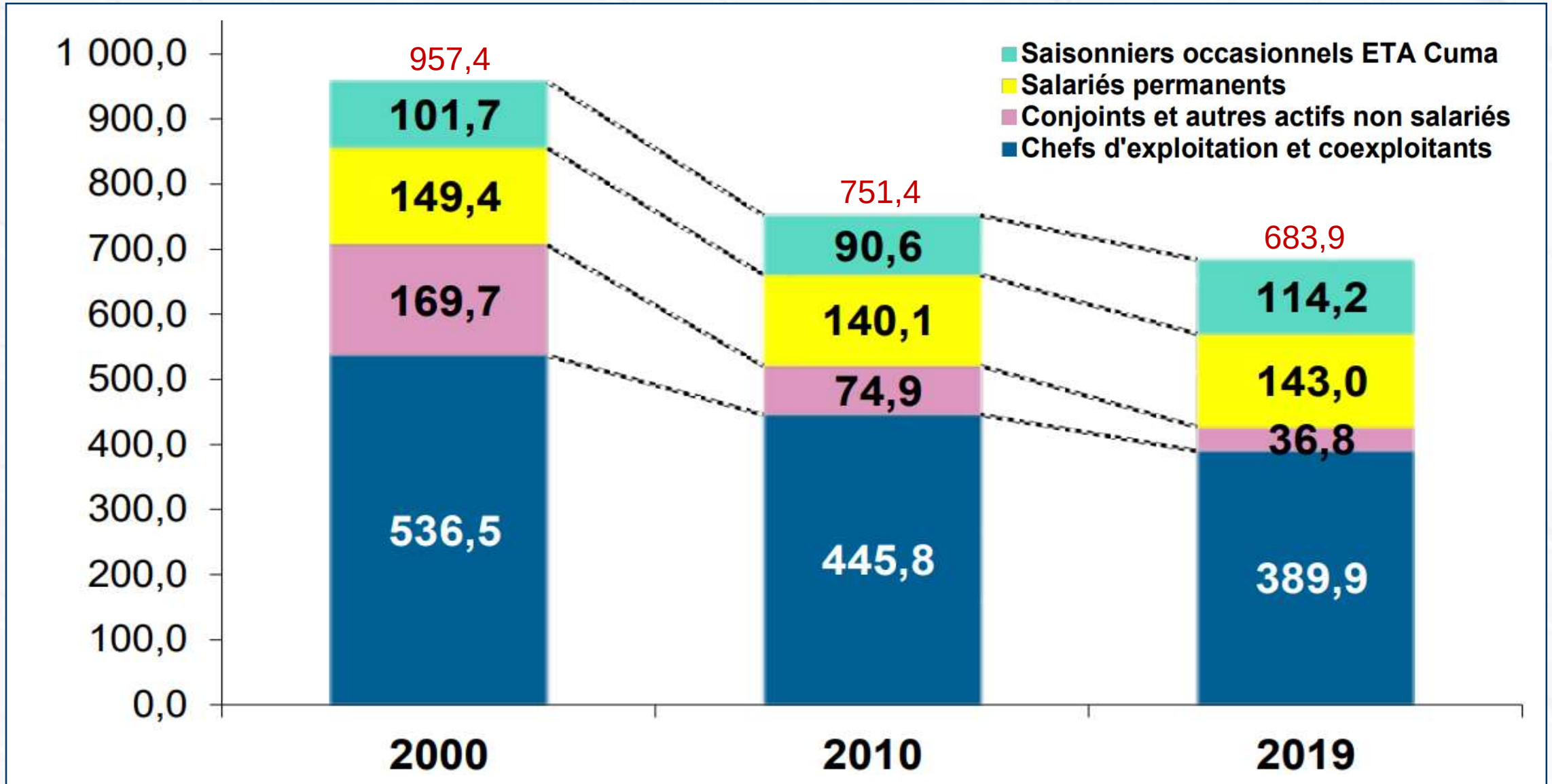
[\[Lien vers le rapport et ses annexes\]](#)



[\[PDF\]](#)

La main d'œuvre agricole dans les exploitations en France

(Evolution entre 2000, 2010 et 2019 – Milliers d'UTA)



La main d'œuvre agricole dans les exploitations en France

(Evolution selon les régions administratives entre 2000 et 2019)

Périmètre RA	2000	2010	2019	2010/ 2000	2019/ 2010
				moyenne annuelle	
France Métropolitaine	957 383	751 366	683 917	-2,4%	-1,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	114 772	90 136	80 718	-2,4%	-1,2%
Bourgogne-Franche-Comté	57 213	48 657	45 226	-1,6%	-0,8%
Bretagne	75 894	58 183	52 484	-2,6%	-1,1%
Centre-Val de Loire	48 063	37 760	34 105	-2,4%	-1,1%
Corse	4 706	4 040	4 697	-1,5%	+1,7%
Grand Est	83 418	75 173	69 012	-1,0%	-0,9%
Hauts-de-France	59 635	45 846	42 104	-2,6%	-0,9%
Île-de-France	12 700	9 087	8 002	-3,3%	-1,4%
Normandie	60 753	46 016	40 608	-2,7%	-1,4%
Nouvelle-Aquitaine	166 899	129 607	117 229	-2,5%	-1,1%
Occitanie	138 292	103 344	93 756	-2,9%	-1,1%
Pays de la Loire	84 375	64 652	57 755	-2,6%	-1,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50 665	38 865	38 221	-2,6%	-0,2%

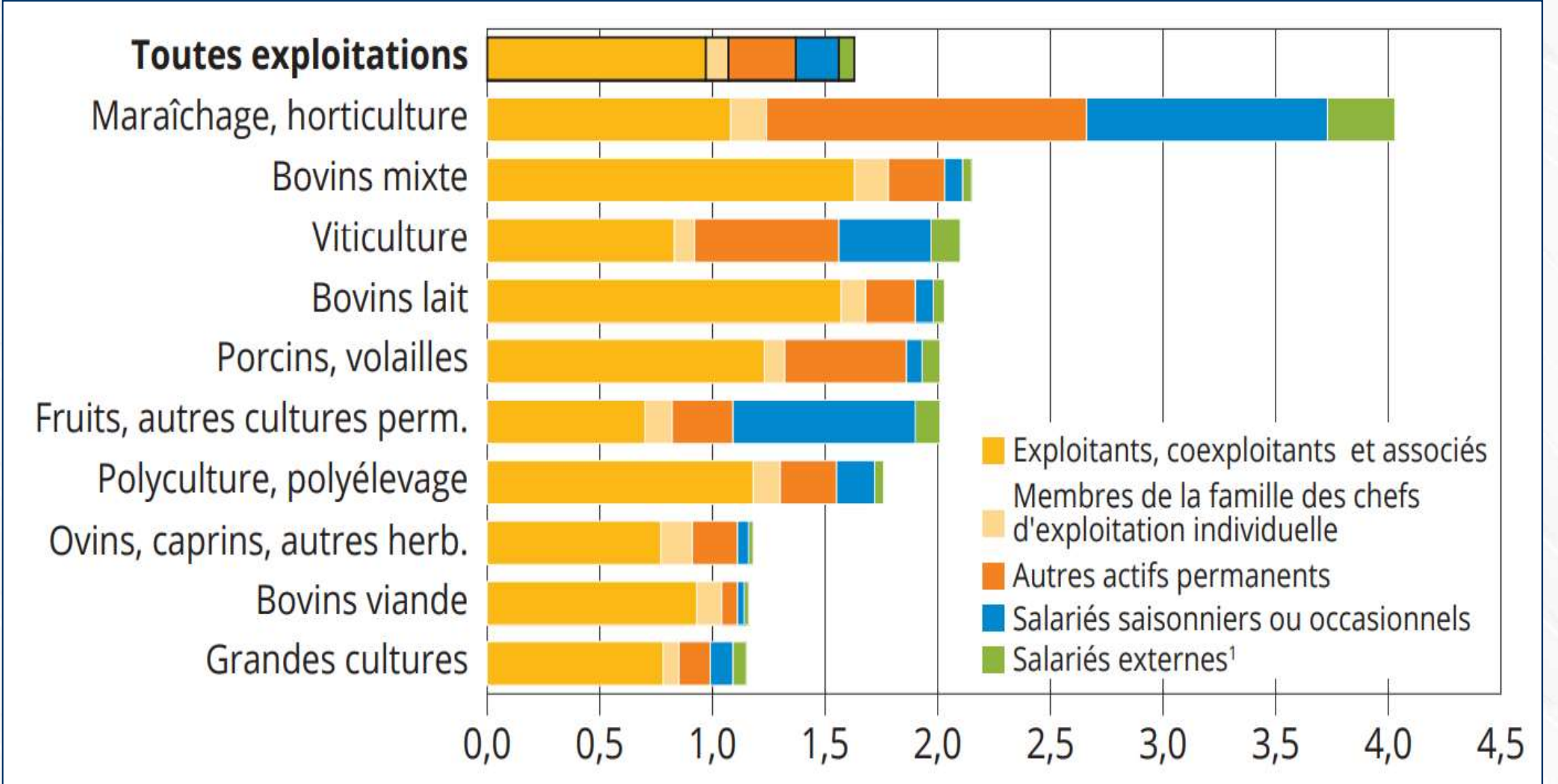
La main d'œuvre agricole dans les exploitations en France

(Evolution selon les régions administratives entre 2000 et 2019)

Périmètre RA unité : millier d'UTA	Emploi Total		2019 /2010 moyenne annuelle	dont emploi non salarié*		2019 /2010 moyenne annuelle	dont emploi salarié		2019 /2010 moyenne annuelle
	2010	2019		2010	2019		2010	2019	
Total	751,4	683,9	-1,0%	520,7	426,7	-2,2%	230,7	257,2	+1,2%
1500 Céréales et Oléoprotéagineux	80,0	70,5	-1,4%	66,8	56,4	-1,9%	13,2	14,1	+0,7%
1600 Autres grandes cultures	49,4	47,4	-0,5%	30,7	26,8	-1,5%	18,7	20,6	+1,0%
2800 Maraîchage	23,3	26,9	+1,6%	7,7	6,7	-1,5%	15,6	20,2	+2,9%
2900 Fleurs, horticulture diverse	33,7	29,6	-1,4%	10,6	9,4	-1,3%	23,2	20,2	-1,5%
3500 Viticulture	132,5	129,3	-0,3%	61,8	50,5	-2,2%	70,7	78,8	+1,2%
3900 Fruits et autres cultures perman.	36,6	38,4	+0,5%	15,0	13,1	-1,5%	21,6	25,4	+1,8%
4500 Bovins lait	95,4	75,8	-2,5%	85,0	63,2	-3,2%	10,4	12,6	+2,2%
4600 Bovins viande	70,1	57,7	-2,1%	64,3	51,1	-2,5%	5,8	6,6	+1,4%
4700 Bovins mixte	21,0	16,6	-2,6%	18,5	13,6	-3,4%	2,5	3,0	+2,3%
4813 Ovins et caprins	34,3	31,6	-0,9%	31,1	27,1	-1,5%	3,2	4,5	+4,0%
4840 Autres herbivores	25,5	24,9	-0,2%	17,9	16,6	-0,8%	7,6	8,4	+1,1%
5100 Porcins	13,9	12,8	-0,8%	8,2	6,4	-2,7%	5,7	6,5	+1,5%
5200 Volailles	26,1	24,4	-0,7%	17,2	14,7	-1,7%	8,9	9,7	+1,0%
5374 Autres élevages hors sol	14,7	12,4	-1,8%	12,2	9,6	-2,6%	2,5	2,9	+1,7%
6184 Polyculture, polyélevage	95,0	85,6	-1,2%	73,7	61,7	-2,0%	21,3	23,9	+1,3%

Le nombre moyen d'ETP par exploitation agricole en France

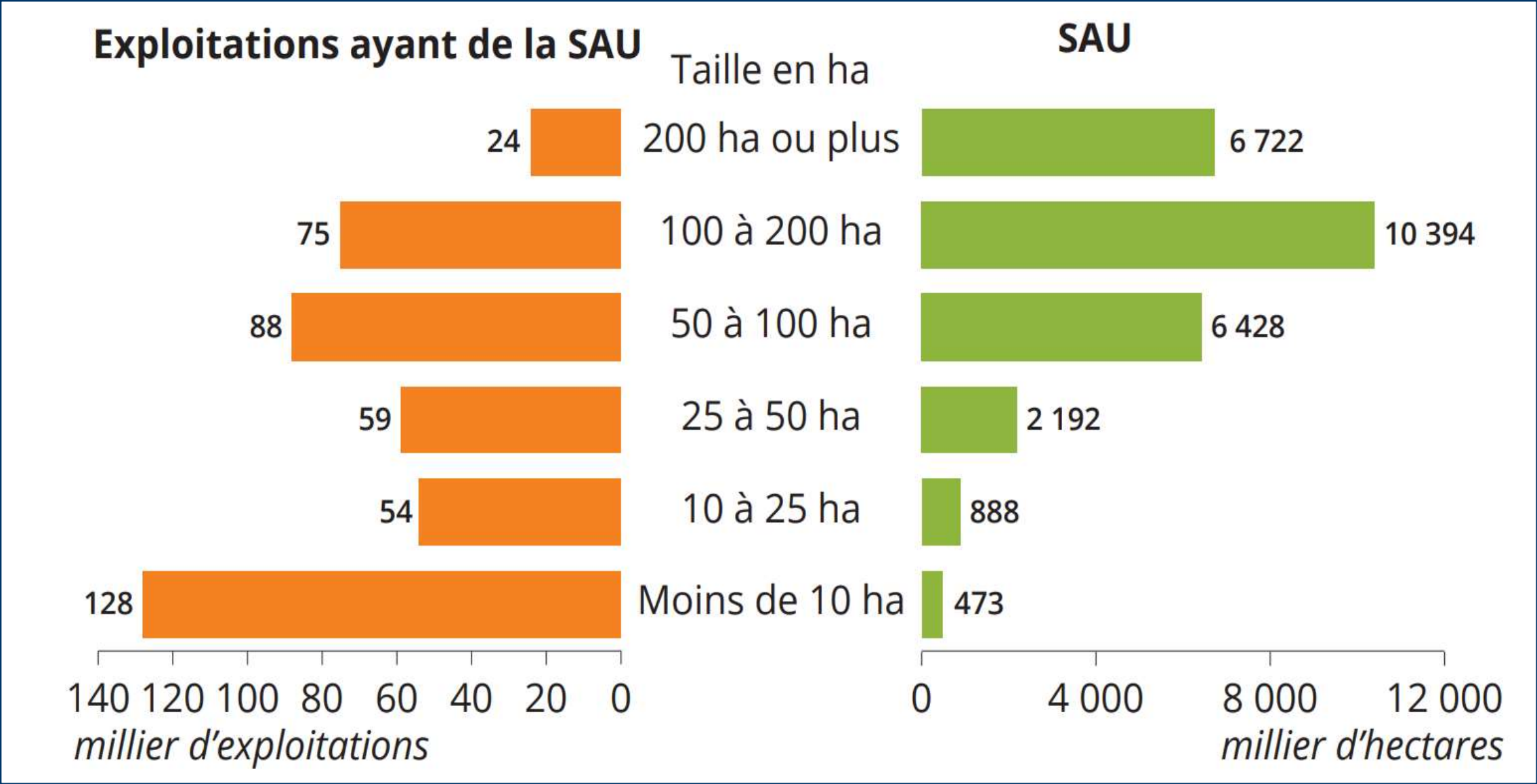
(selon les orientations de production)



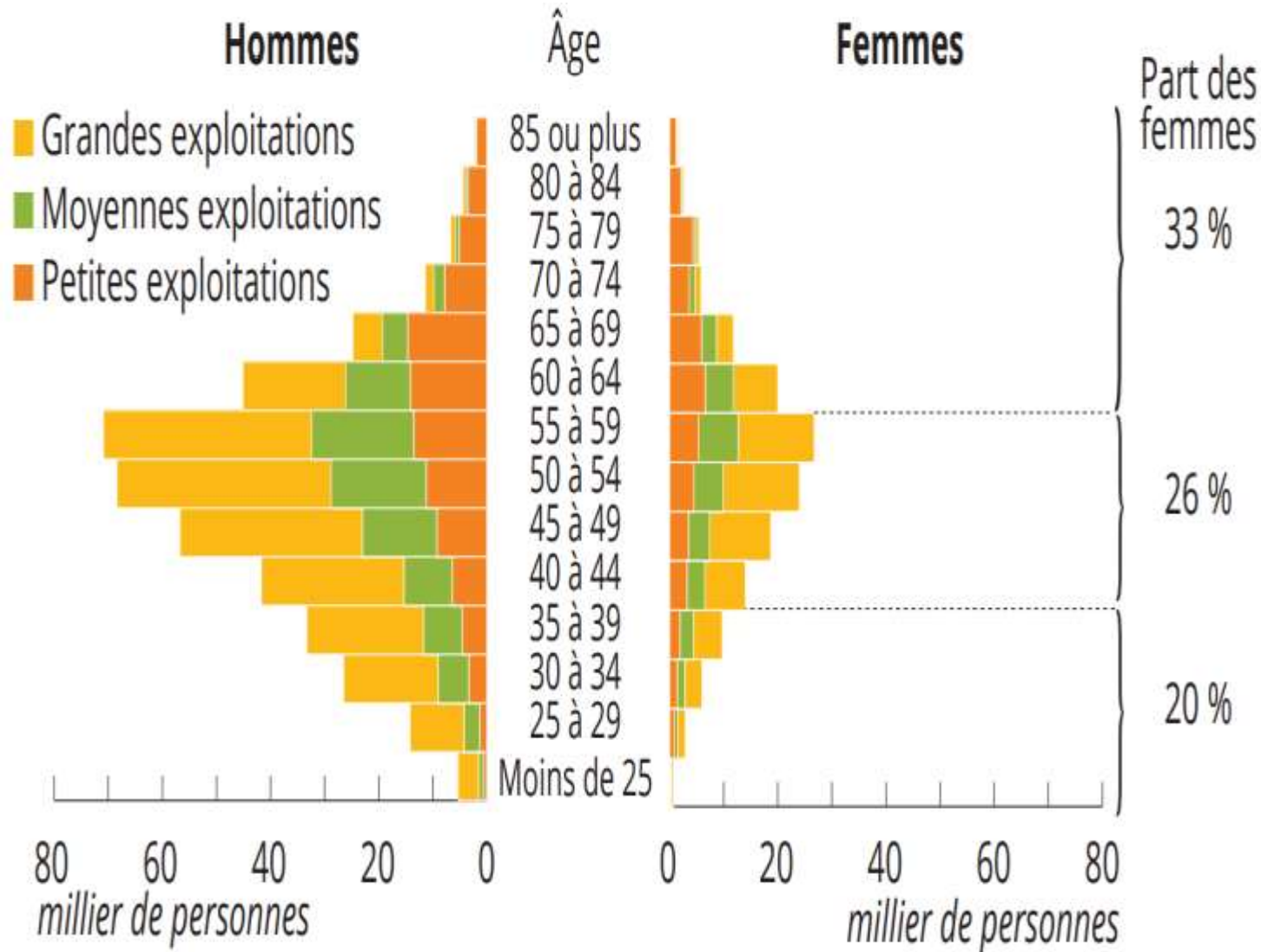
1. Groupement d'employeurs, ETA, Cuma, autres

Les exploitations agricoles selon la taille en hectares de SAU

(Milliers d'exploitations et milliers d'hectares)



La pyramide des âges en agriculture en France (pour les chefs d'exploitation, coexploitants et associés actifs)



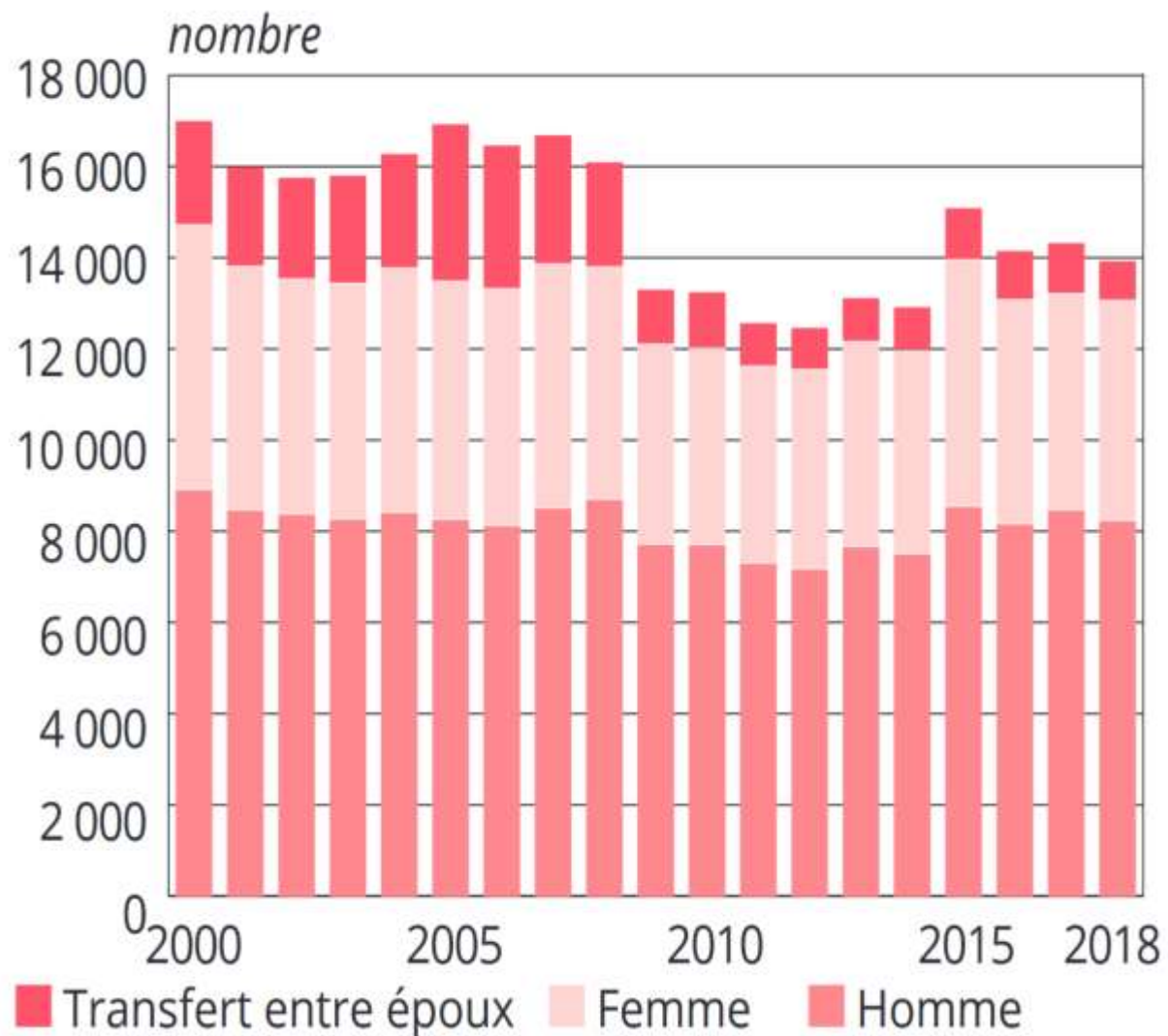
En France, l'âge moyen des chefs d'exploitation, coexploitants et associés est de 52 ans, soit 11 ans de plus que l'ensemble des actifs ayant un emploi.

Entre 2010 et 2016, la part des agriculteurs âgés de 60 ans ou plus augmente, passant de 10 à 17 %

Plus de 55 ans = 33% de la SAU et 35% des effectifs

Les installations dans l'agriculture française

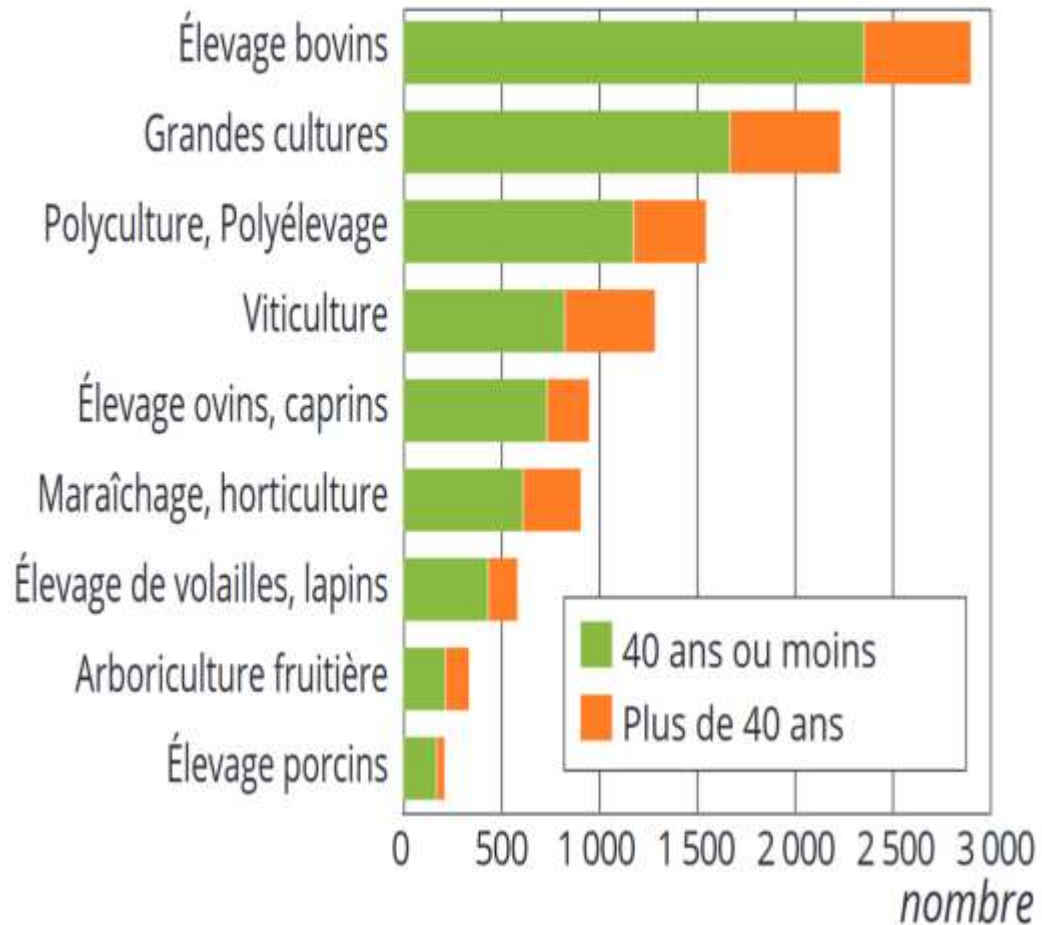
(Evolutions entre 2000 et 2018 ; répartition régionale)



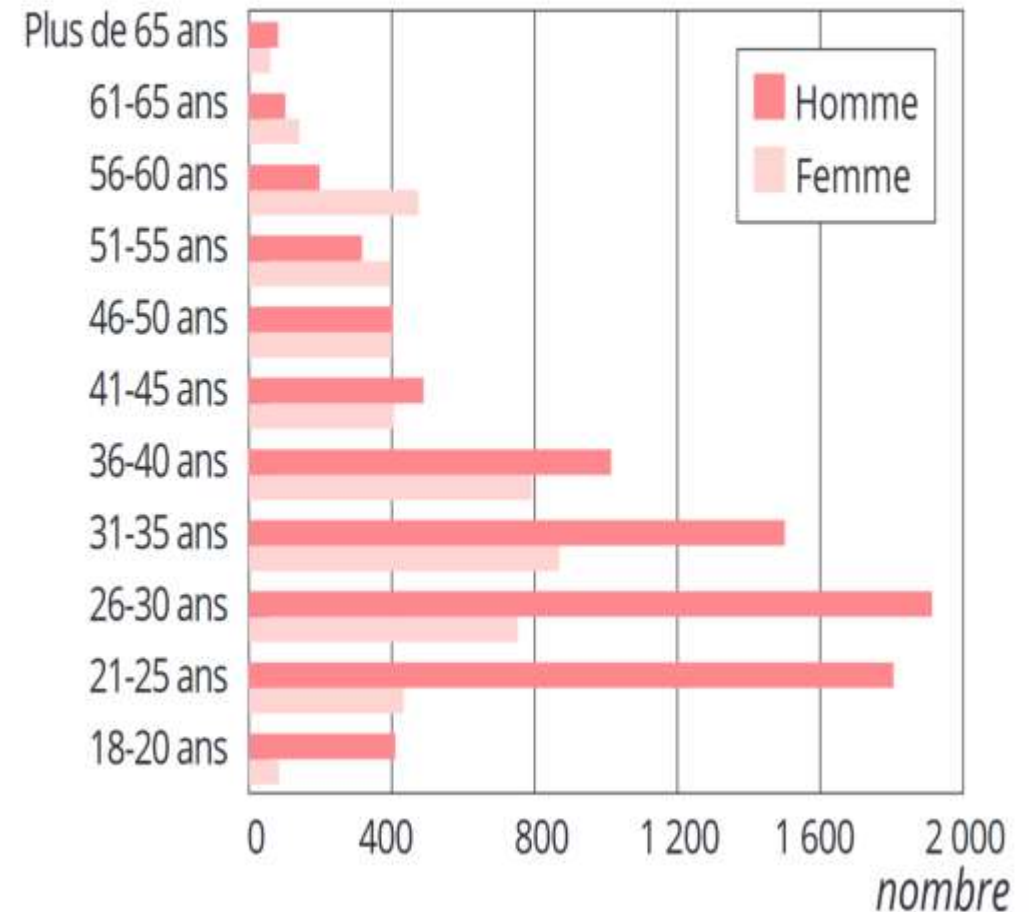
	Nouveaux installés	Part des transferts entre époux	Taux de renouvellement ¹
	<i>nombre</i>	%	%
Centre-Val de Loire	580	6,0	2,6
Bretagne	1 053	6,0	2,9
Île-de-France	228	3,1	4,1
Nouvelle-Aquitaine	2 179	6,8	3,2
Grand Est	1 095	8,3	2,6
Normandie	875	6,3	3,0
Pays de la Loire	1 217	6,3	3,1
Occitanie	2 215	8,2	3,4
Bourgogne-Franche-C.	833	2,6	3,0
Auvergne-Rhône-Alpes	1 852	6,4	3,2
Hauts-de-France	853	4,5	3,0
Corse	180	0,6	6,9
Prov.-Alpes-Côte d'Azur	765	4,7	4,5
France métropolitaine	13 925	6,3	3,1

Les installations dans l'agriculture française (Selon les orientations de production ; âge à l'installation)

• Selon l'âge et le secteur d'activité agricole¹



• Selon l'âge et le sexe



Les installations dans l'agriculture française

❑ Un taux de féminisation relativement stable

- ❖ Parmi l'ensemble des installés : 40%
- ❖ Parmi les jeunes installés : 30 %.
- ❖ Parmi les transferts entre époux : 89%

❑ Un taux de pluriactivité stable

- ❖ En 2019, 35 % des installés – jeunes ou tardifs – se déclarent pluriactifs.

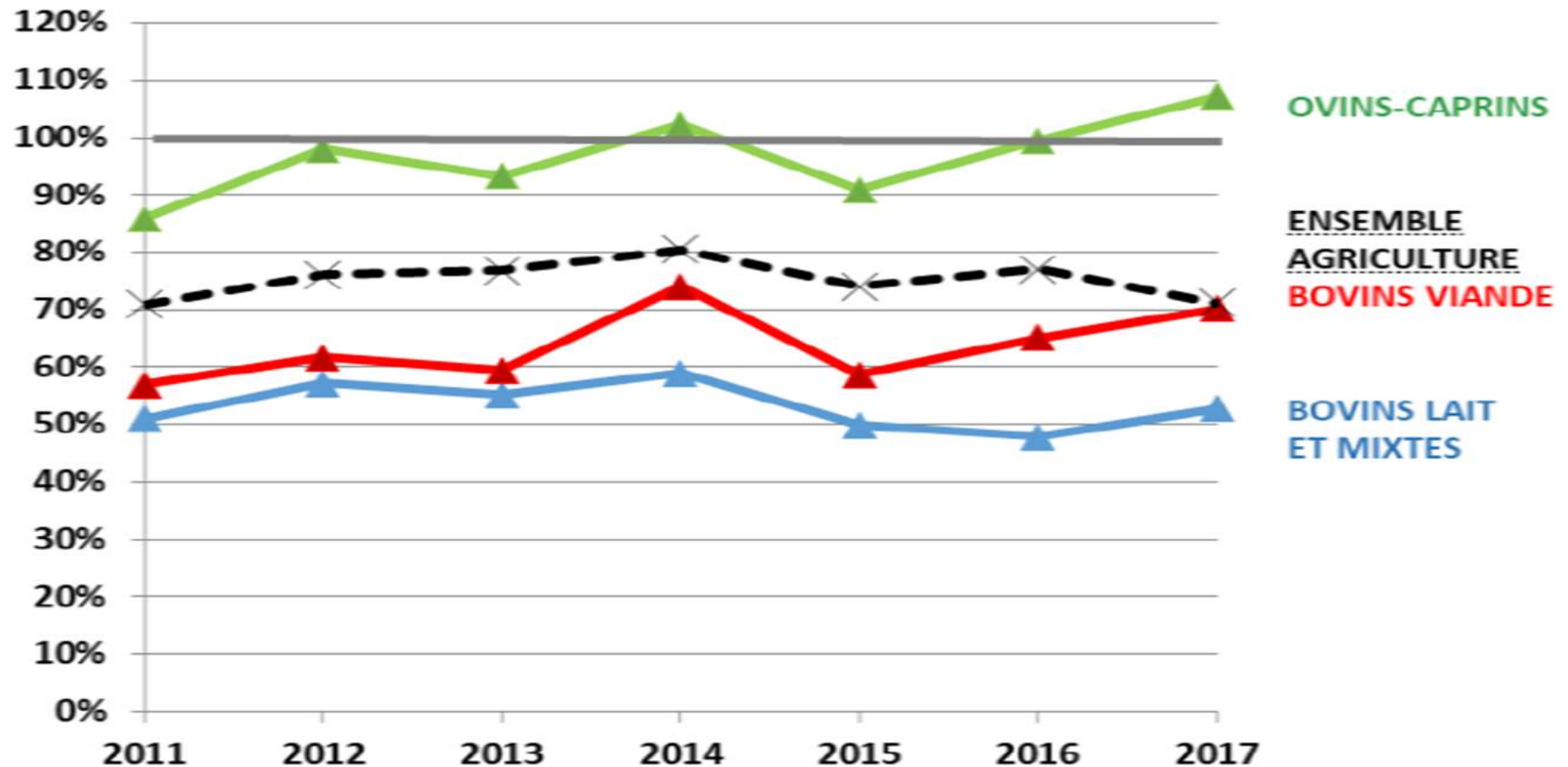
❑ Le taux de renouvellement des chefs d'exploitations

- ❖ Le taux de renouvellement – ratio entre le nombre total de nouveaux installés (jeunes et tardifs hors transfert entre époux) et le nombre de chefs d'exploitation déjà en exercice : 3,1 % en 2019

❑ Un fort taux de maintien dans l'activité agricole dans les six ans suivant l'installation

- ❖ Parmi les chefs d'exploitation installés en 2013, 80% le sont encore en 2019.
- ❖ Le taux de maintien est extrêmement élevé pour les jeunes (87 %).

Le taux de remplacement en élevage en France (entrants/sortants)



Les facteurs clés de la diversité des exploitations agricoles^(1/2)

❑ Structure socio-économique des exploitations

- ❖ Taille, détention des moyens de production (foncier, matériel), main d'œuvre
- ❖ Orientation technico-économique (OTEX)
- ❖ Localisation et proximité d'approvisionnement/fourniture pour entrées/sorties du système

❑ Techniques de production et positionnement des produits

- ❖ Intensif (main d'œuvre, capital, terre), extensif
- ❖ Spécialisé, polyculture avec ou sans élevage
- ❖ Agriculture de précision, agriculture raisonnée, agriculture de conservation...
- ❖ Certification ou non, qu'elle soit officielle ou privée (bio, label rouge, AOP...)

❑ Finalité productive

- ❖ Agriculture de subsistance, agriculture de rente (commercialisation), etc.

❑ Relations avec l'amont ou l'aval

- ❖ Intégré, contractuel, indépendant
- ❖ Débouchés et approvisionnement local, national, international

Les facteurs clés de la diversité des exploitations agricoles^(2/2)

❑ Objectifs qui sous-tendent les pratiques des acteurs

- ❖ Agronomique et technique (types de conduite : agriculture raisonnée, intégrée, biologique)
- ❖ Économique et sociaux (marchande, familiale, alternative, paysanne, de cycles courts,...)
- ❖ Environnementaux (insertion dans des MAEC,...)

❑ Modalités d'organisation

- ❖ Entreprise familiale, société civile agricole
- ❖ Lien ferme/acteurs : voisinage, coopératives, groupement d'agriculteurs, circuits courts, etc.
- ❖ Intégration numérique, intégration commerciale

❑ Espace géographique dans lequel les multiples types d'agricultures se déploient

- ❖ Agriculture urbaine, périurbaine, territoriale, etc.

❑ Origine des capitaux pour le financement de l'agriculture

- ❖ Financements familiaux, agricoles
- ❖ Financements extérieurs à l'agriculture

Les attentes souvent exprimées par les agriculteurs

- ☐ Disposer de conditions sociales « acceptables » (temps libre, congés...)
- ☐ Obtenir de « bons » prix de vente des produits agricoles
- ☐ Ne pas trop subir les effets de la volatilité (prix et rendements)
- ☐ Vivre plus de la vente des produits agricoles que des aides de la PAC
- ☐ Bénéficier d'un conseil technique, juridique, économique performant
- ☐ Etre plus libre pour entreprendre et développer des projets localement
- ☐ Transmettre dans de bonnes conditions les outils de production
- ☐ Etre en capacité de mieux répondre aux attentes de la société

La PAC et les défis du système alimentaire de l'UE

DURABILITÉ SOCIALE



Régimes alimentaires
plus sains —
Réduction de la
surcharge pondérale



Amélioration du
bien-être animal



Droits sociaux des
travailleurs de la chaîne
alimentaire



Alimentation
accessible
financièrement

LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE



Lutte contre
le changement
climatique



Protection de
l'environnement



Préservation de la
biodiversité



Réduction des
pertes et du
gaspillage
alimentaire



Bioéconomie
circulaire

DURABILITÉ ÉCONOMIQUE



Revenus plus équitables
pour les agriculteurs &
pêcheurs



Transition
juste



Nouvelles
entreprises &
Possibilités d'emploi



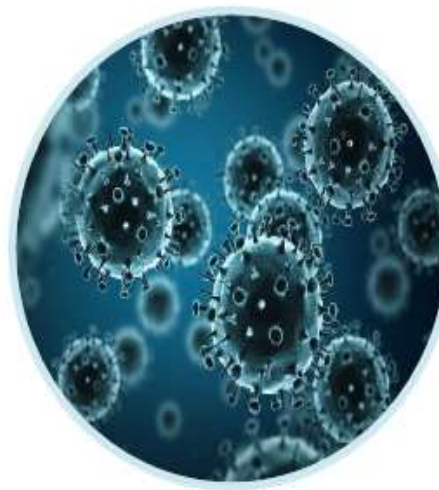
Les ambitions affichés du « Green Deal »



Réduire de 50 %
l'utilisation et les
risques des **pesticides
chimiques** et réduire
de 50 % l'utilisation
des **pesticides** les plus
dangereux



Réduire les **pertes de
nutriments** d'au moins
50 %, tout en
garantissant l'absence de
détérioration de la
fertilité des sols; Cela
permettra de réduire
d'au moins 20 %
l'utilisation d' **engrais**.



Réduire de 50 % les
ventes
d'**antibiotiques**
pour les animaux
d'élevage et en
aquaculture



Atteindre au moins
25 % des terres
agricoles de l'UE en
**agriculture
biologique**



L'instrumentation de la future PAC et le PSN

PILIER I

(Aides directes et régulation des marchés)

Aides couplées

(aux productions animales et végétales)

Païement Jeunes Agriculteurs

(au moins 2% 1^{er} Pilier)

Eco-régime

(obligatoire pour EM, volontaire pour agriculteurs)

Païement redistributif

(seuils définis par Etats membres)

Païement de base de soutien du revenu

(convergence du montant par hectare)

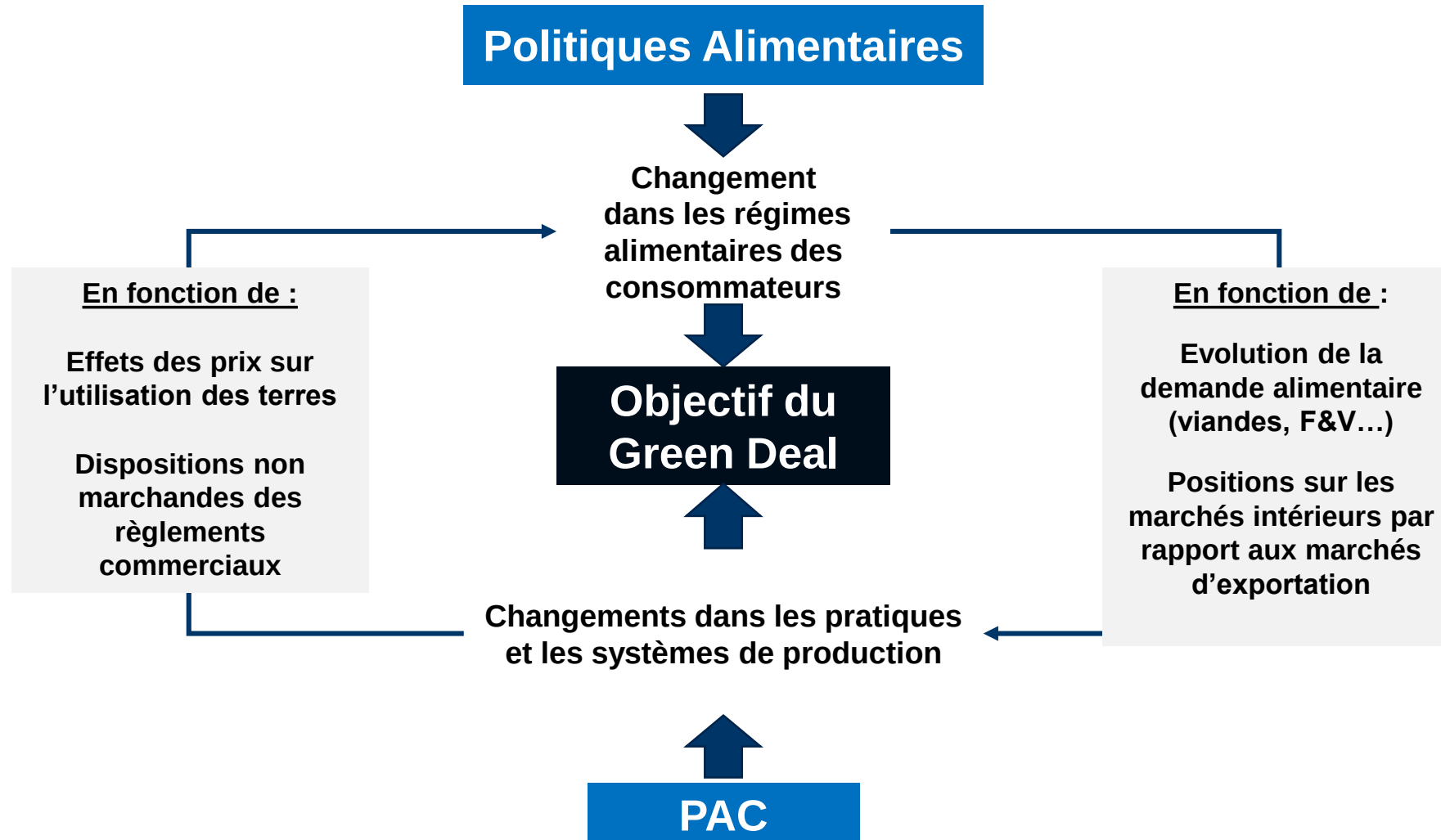
PILIER II

(Développement rural)

- Climat et environnement (MAEC)
- Contraintes naturelles spécifiques (ICHN)
- Investissements
- JA et startups dans zones rurales (installation)
- Gestion des risques
- Coopération
- Echanges de connaissances et d'information

Source : D'après CE (2018)

La PAC est essentielle, mais elle ne peut pas tout !



La coopération a des atouts, mais des défis à relever

- ❑ Conserver une bonne flexibilité/adaptabilité /proximité aux agriculteurs
- ❑ Accompagner, soutenir et former les jeunes agriculteurs (productifs)
- ❑ Aider à la mise en place de structures socialement viables
- ❑ Favoriser une transmission progressive du capital entre générations
- ❑ Ne pas perdre de vue l'exigence, parfois différente, de certains agriculteurs (leaders)
- ❑ Faire savoir ce qui est bien fait et donner du crédit aux approches scientifiques
- ❑ Expliquer que les transitions sont engagées et impliquent de s'inscrire dans la durée
- ❑ Lutter plus fermement contre les fausses idées véhiculées (un peu partout !)
- ❑ Peser davantage sur l'aval pour faire reconnaître, par les prix, les nouvelles pratiques

Merci de votre attention !

